

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Séance du lundi, le 28 janvier 1889.

SOMMAIRE :—Dépôt de projets de loi. — Proposition de l'honorable M. Pelletier, au sujet de la réclamation de Henry Atkinson, pour des terrains à Metgermette-Nord : MM. Pelletier, Lynch, Casgrain, Faucher de Saint-Maurice, Duhamel et Blanchet. — Proposition de M. Faucher de Saint-Maurice, concernant l'allocation à être accordée au couvent de Saint-Michel de Bellechasse. — Trois propositions de M. Martin, député de Rimouski, au sujet de la construction de ponts dans le comté de Rimouski. — Proposition de l'honorable M. Blanchet, à propos des remises d'arrérages dûs à la couronne : MM. Blanchet, Boyer, Duhamel, Mercier et Flynn. — Proposition de M. Martin, député de Bonaventure, au sujet de certaines réparations à faire à la prison de New-Carlisle : MM. Mercier et Martin. — Proposition de l'honorable M. Pelletier, relative aux concessions de terres de plus de cent acres, faites par la couronne depuis 1788 : MM. Gagnon, Pelletier et Robertson. — Délibération sur le projet de loi pour modifier la loi des chemins de fer : Objection de l'honorable M. Lynch, sur une question de procédure : MM. Mercier, Robertson, Taillon, Legris, Robidoux, David, Lafontaine, Lareau, Gagnon, Pelletier, Turcotte, Le Blanc et Flynn. — Délibération sur le projet de loi pour modifier la loi en ce qui concerne la constitution des compagnies à fonds social : MM. Mercier, Lynch et Taillon. Délibération remise à une autre séance.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. F. G. MARCHAND.

La séance est ouverte à trois heures et demie.

LES MANŒUVRES FRAUDULEUSES EN MATIÈRE ÉLECTORALE.

M. David—*député de Montréal-est.*—J'ai l'honneur de proposer qu'il me soit permis de déposer sur le bureau de la Chambre un projet de loi à l'effet de modifier la loi électorale de Québec, concernant les manœuvres frauduleuses.

Ce projet de loi est bien simple ; tout ce que je demande, c'est d'assimiler notre loi en matière électorale, à celle de la

Province d'Ontario, et qu'il ne suffise pas d'un seul cas de corruption pour annuler une élection, mais bien la preuve d'un ensemble de faits donnant à croire au tribunal qu'il y a eu un système général de corruption.

L'honorable M. **Pelletier** — *député de Dorchester*. — Comme il y a déjà plusieurs de ces projets de loi devant le comité de législation, il serait peut-être préférable de renvoyer celui-ci immédiatement, afin qu'il soit étudié en même temps que les autres.

Le projet de loi est adopté en première et deuxième délibérations, sur division, et renvoyé au comité de législation.

LES ANNONCES AUX PORTES DES ÉGLISES PAROISSIALES.

M. **David**. — J'ai l'honneur de proposer qu'il me soit permis de déposer sur le bureau de la Chambre un projet de loi pour valider certaines ventes de meubles et d'immeubles faites par autorité de justice dans la cité de Montréal, et pour modifier l'article 650 du code de procédure civile.

M. le Président, d'après la loi il faut que les annonces soient faites à la porte de l'église paroissiale. Dans les cas auxquels s'applique mon projet de loi, les annonces ont été faites à la porte de l'église Saint-Jacques, croyant que c'était une église paroissiale. Comme on craint que cette erreur puisse faire invalider ces ventes, on demande de passer une loi pour enlever tout doute à cet égard, en déclarant que ces annonces sont aussi valides que si elles eussent été faites régulièrement, au désir du texte de la loi. De plus je demande que l'on se dispense de ces annonces à l'avenir. Le fait est qu'elles ne sont pas nécessaires pour les villes de Montréal, Québec et Trois-Rivières.

L'honorable M. **Taillon** — *député de Montcalm, chef de l'opposition*. — Est-ce qu'aucune de ces ventes, qu'il s'agit de valider, est l'objet d'une contestation ?

M. **David**. — Non.

L'honorable M. **Taillon**.—Ne croit-on pas qu'il faudrait dans ce cas, donner certains avis, car en adoptant ce projet de loi, nous disposerions de droits privés.

M. **David**.—Pourvu qu'il n'y ait pas de poursuites de prises, il n'y aurait pas d'obstacles à l'adoption de ce projet ; s'il y avait procès, je comprends que ce serait dangereux ; mais telles que sont les choses, je ne vois pas d'inconvénient. Il n'y a pas de rétroactivité.

M. **Lareau**—*député de Rouville*.—C'est une question où il s'agit de droits appartenant à des tiers. Nous examinerons le projet et nous verrons. Mais dès à présent je déclare que je serai peu disposé à attaquer les droits des tiers qui pourraient être en jeu.

Le projet de loi est adopté en première délibération.

LA LOI DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

L'honorable M. **Gagnon** — *député de Kamouraska, secrétaire et registraire de la Province*.—J'ai l'honneur de proposer qu'il me soit permis de déposer sur le bureau de la Chambre, un projet de loi pour modifier les articles 1973 et 2010 des statuts refondus de la Province de Québec, relatifs à l'instruction publique. C'est le conseil de l'instruction publique qui demande l'adoption de ce projet de loi. Aujourd'hui la loi décrète que le Gouvernement ne peut faire aucun changement dans les limites des municipalités scolaires sans que les commissaires de ces municipalités soient informés de la chose, et pour cela, elle pourvoit à ce que certains avis soient donnés. Cette longue procédure donne beaucoup de trouble et occasionne des dépenses considérées comme inutiles. D'après les changements prévus par le projet de loi, il faudra seulement avertir les commissaires, mais on se dispensera des annonces.

La seconde modification proposée se rapporte aux vacances qui se produisent par l'absence d'une nature perma-

nente d'un ou plusieurs commissaires. Voici, par exemple, un curé qui change de paroisse, ou un cultivateur qui change de résidence, ces absences peuvent être cause qu'une commission scolaire soit deux ou trois mois sans être au complet. C'est pour remédier à cet inconvénient, que le conseil de l'instruction publique demande que la loi soit changée.

Ce projet de loi est adopté en première délibération.

LA COUR DU RECORDER DE QUÉBEC.

M. **Déchène**—*député de l'Islet*.—J'ai l'honneur de proposer qu'il me soit permis de déposer sur le bureau de la Chambre, un projet de loi, ayant pour objet de modifier la loi 24 Victoria, chapitre 26, intitulée : “ Acte pour amender et refondre les lois relatives à la cour du recorder de la cité de Québec et ses amendements.

M. le Président, c'est le même projet de loi que j'ai eu l'honneur de soumettre à la Chambre l'année dernière et qu'elle n'a pas eu l'occasion d'examiner. Comme ce projet contient un principe qui mérite d'être discuté avec soin par l'Assemblée législative, je prends la liberté de le soumettre de nouveau.

Ce projet est adopté en première délibération.

LA COMPILATION DES STATISTIQUES DES NAISSANCES, MARIAGES ET CAUSES DE DÉCÈS.

L'honorable M. **Gagnon** — *député de Kamouraska, secrétaire et registraire de la Province*.—J'ai l'honneur de proposer qu'il me soit permis de déposer sur le bureau de la Chambre, un projet de loi concernant la compilation des statistiques, des naissances, mariages et cause de décès dans la Province.

Ce projet de loi est à peu près le même que celui que j'ai soumis l'année dernière, au moins quant à ce qui concerne le but que l'on veut atteindre.

L'honorable M. **Taillon**—*député de Montcalm, chef de l'opposition*.—Il n'y a pas, cette fois de malentendu? . . .

L'honorable M. **Gagnon**.—Je ne sais s'il ne pourra pas y en avoir, mais dans tous les cas, voici ce qui en est. Ce n'est pas une mesure du Gouvernement. C'est le conseil d'hygiène qui l'a préparée, et elle a eu, m'assure-t-on, l'approbation de tous les évêques, moins un. Je suis bien décidé à ne pas me faire du mauvais sang à propos de ce projet de loi.

Ce projet est adopté en première délibération.

LES BUREAUX D'ENREGISTREMENT.

M. **Bazinet**—*député de Joliette*.—J'ai l'honneur de proposer qu'il me soit permis de déposer sur le bureau de la Chambre, un projet de loi pour modifier l'article 514 du code municipal relatif aux bureaux d'enregistrement.

LES CONTRIBUTIONS AUX TRAVAUX DES CHEMINS DANS LES MUNICIPALITÉS RURALES.

M. **Faucher de Saint-Maurice**—*député de Bellechasse*.—J'ai l'honneur de proposer qu'il me soit permis de déposer sur le bureau de la Chambre, un projet de loi pour modifier l'article 821 du code municipal, relatif à la contribution aux travaux des chemins.

M. le Président, l'article 821 du code municipal se lit comme suit :

“ La contribution de chacune des personnes assujetties
“ aux travaux des chemins, en vertu d'un procès-verbal ou
“ d'un acte de répartition, est basée sur la valeur des biens
“ imposables à raison desquels elle est assujettie telle que

“ portée au rôle d'évaluation en force, s'il y en a un, sinon
“ d'après l'évaluation faite par le surintendant spécial lui-
“ même ; sauf le cas de l'article 783.

Je propose d'y ajouter les mots : ou d'après la superficie
des terrains à la suite des mots, “ est basée sur la valeur des
biens imposables.”

L'honorable M. **Gagnon** — *député de Kamouraska,*
secrétaire et registraire de la Province.—L'article 783 y pour-
voit déjà : il ne faudra pas l'oublier.

Ces deux projets de loi sont adoptés en première délibé-
ration et renvoyés au comité spécial du code municipal.

L'honorable M. **Duhamel** — *député d'Iberville, com-*
missaire des terres de la couronne.—J'ai l'honneur de déposer
sur le bureau de la Chambre, le rapport du commissaire des
terres de la couronne de la Province de Québec pour les
douze mois expirés le 30 juin 1888.

LA RÉCLAMATION DE HENRY ATKINSON

L'honorable M. **Pelletier** — *député de Dorchester.* —
J'ai l'honneur de proposer qu'une adresse soit votée à Son
Honneur le Lieutenant Gouverneur le priant de faire déposer
sur le bureau de cette Chambre, copie de la correspondance
relative à la réclamation de Henry Atkinson, au sujet de cer-
tains lots de terre dans Metgermette-nord.

M. le Président, je désire attirer l'attention du Gouverne-
ment et de toute la Chambre sur les faits relatifs à cette
réclamation. Les MM. King et Brothers avaient acheté du
Gouvernement une concession forestière d'une superficie
de 64 milles environ. Plus tard, cette même concession a
été vendue à MM. Crawford et Atkinson. C'est ce dernier
qui a fait les avances en argent. Lorsque cette concession
a été transportée, à la demande du département, un certain
nombre de lots ont été distraits pour être concédés à d'autres

personnes, le Gouvernement promettant que ces lots seraient remplacés par d'autres lots choisis ailleurs. . . .

L'honorable **M. Lynch**—*député de Brome*. — Quand cela a-t-il eu lieu ?

L'honorable **M. Pelletier**.—Je crois que c'est pendant l'administration de l'honorable député comme commissaire des terres de la couronne. Je ne veux pas critiquer en ce moment, mais je dis qu'il y a eu pour le moins du malentendu. Il est tellement reconnu qu'une injustice a été faite, qu'un ordre a été donné pour remplacer ces lots. Par suite d'une erreur vraiment regrettable, on a constaté que les terrains que l'on avait donnés pour remplacer ces lots, se trouvaient situés dans la concession forestière de MM. Benson & Brothers. Depuis, ces messieurs ainsi frustrés dans leur propriété n'ont pas pu obtenir ce qu'ils demandaient.

Je crois qu'il y a parmi les documents une lettre venant de la part de MM. King & Brothers, qui démontre que M. Henry Atkinson, est fondé dans sa demande. Déjà, il a perdu trente et quelques milles piastres dans cette concession forestière. Des lots y ont été concédés sur lesquels les conditions de défrichement n'ont pas été remplies. Bien qu'il ait payé treize mille piastres pour les droits à cette concession, il s'en trouve maintenant privé.

M. Atkinson est un de mes électeurs, et je tenais à mettre ces faits devant la Chambre.

Je crois qu'il y a là une question de justice. Il a payé pour un terrain que le Gouvernement lui a enlevé après lui avoir promis de le remplacer par un autre. Qu'on le remarque bien, M. le Président, je ne blâme pas plus l'ancienne administration que la nouvelle, à raison des faits que je viens d'exposer, mais je crois qu'il faudrait reconnaître la justice de cette réclamation. A mon avis, il faudrait faire

droit à la demande de M. Atkinson, soit en lui accordant une indemnité en argent, ou une compensation en terrain.

Je suis heureux de défendre les droits d'un Anglais protestant, et de faire voir par là même que la guerre de race que le *Chronicle* nous accuse de soulever, n'existe que dans l'imagination des écrivains de cette feuille fanatique, et que jamais il n'est entré dans l'intention d'aucun des nationaux de refuser un acte de justice à n'importe lequel de leurs concitoyens, à quelque race ou à quelque religion qu'il appartienne.

L'honorable M. **Lynch**—*député de Brome*.—M. le Président, je regrette que l'honorable député ait fait l'allusion que comportent les derniers mots qu'il vient de prononcer. Je ne veux pas discuter ce point maintenant, car j'aurai probablement demain l'occasion d'y revenir.

Quant à la question soulevée par cette proposition, je ne me rappelle pas exactement des faits, mais je suis certain à tout événement—et la correspondance qui va être mise devant la Chambre le prouvera,—que le département a toujours voulu rendre justice à MM. Atkinson & Crawford. Ce qui a été fait, l'a été dans l'intérêt public, et s'il y a eu une injustice de commise, je puis dire que nous serons les premiers et les plus ardents à demander que l'on fasse droit à toute demande légitime de la part de ces messieurs.

M. **Casgrain**—*député de Québec*.—La seule excuse que j'aie de prendre la parole, c'est que je possède cette correspondance. Je suis certain que quand la Chambre en aura pris connaissance elle sera d'avis que cette réclamation est parfaitement fondée, et qu'il n'y a pas lieu de blâmer les différents commissaires des terres de la couronne qui se sont succédés à ce département, depuis 1884. La grande difficulté vient du fait, que les lots qui ont été donnés pour remplacer ceux qui avaient été concédés à des colons, faisaient partie d'une autre concession forestière.

Suivant moi, si cette réclamation n'a pas encore été réglée, cela provient de circonstances qui échappaient au contrôle des commissaires.

M. Faucher de Saint-Maurice—*député de Bellechasse*.—J'ai eu occasion de causer de cette question avec M. Atkinson. Je crois pouvoir corroborer ce qu'en a dit l'honorable député de Dorchester. Cela ne veut pas dire que l'on ait raison de critiquer l'administration de l'honorable député de Brome, lorsqu'il était commissaire des terres de la couronne. Lorsque la Chambre aura fait une étude approfondie du dossier qui va lui être soumis, je suis convaincu qu'elle ne pourra faire autrement que de se rendre aux conclusions de l'honorable député de Dorchester.

L'honorable **M. Duhamel**—*député d'Iberville, commissaire des terres de la couronne*.—M. le Président, nous nous ferons un plaisir de déposer aussi tôt que possible, la correspondance demandée par cette proposition.

Je crois devoir ajouter un mot à ce qui a été dit. Les honorables députés de Québec et de Bellechasse viennent de dire que la correspondance démontrera que les anciennes administrations ne sont pas blâmables. Je ne voudrais pas affirmer le contraire maintenant, mais je crois pouvoir dire que des influences sont intervenues pour empêcher M. Atkinson d'avoir ses lots. Les conditions de défrichement n'étaient pas remplies, cela était bien connu, et chaque fois qu'on a essayé d'annuler ces ventes, une influence secrète s'est fait sentir pour empêcher le règlement de cette difficulté.

Comment parviendrons-nous à régler cette question ? A première vue, c'est assez difficile, mais enfin nous verrons.

L'honorable **M. Blanchet**—*député de Beauce*.—Pourquoi l'honorable commissaire des terres ne nous dit-il pas quelle est cette influence secrète dont il parle ?

L'honorable M. **Duhamel**.—Vous la connaîtrez plus tard si vous le voulez. Il ne peut plus être question de donner ces lots à M. Atkinson. Naturellement ils ont été pillés, et ces messieurs n'en veulent plus.

La proposition est adoptée.

LE COUVENT DE ST-MICHEL DE BELLECHASSE.

M. **Faucher de Saint-Maurice**—*député de Bellechasse*.—J'ai l'honneur de proposer qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre, copie de la correspondance échangée entre l'honorable premier ministre et le député de Bellechasse, à propos d'une allocation à être donnée au couvent de Saint-Michel de Bellechasse.

M. le Président, ce couvent recevait autrefois \$200, maintenant son allocation n'est plus que de \$148. Il y a une lettre très bien faite de la supérieure de ce couvent que j'ai communiquée à l'honorable premier ministre, et c'est cette lettre qui fait le sujet de la correspondance dont je demande maintenant le dépôt sur le bureau de cette Chambre. Je suis heureux de pouvoir dire que je plaide pour une institution magnifique, et qui est très bien dirigée. J'attire l'attention du Gouvernement sur la demande des sœurs directrices de cette maison, afin que l'on puisse lui faire droit dans le prochain budget. Si j'en parle maintenant, c'est pour qu'on ne puisse pas venir me dire, comme justification d'un refus, que je suis venu trop tard. Je demande qu'on donne à ce couvent la même somme qu'il avait coutume de recevoir auparavant, car c'est une maison qui s'est montrée à la hauteur de sa noble mission : former de bonnes mères de familles, et certes c'est un bien précieux trésor pour un peuple . . .

La proposition est adoptée.

DE RIMOUSKI.

M. Martin—*député de Rimouski*. — J'ai l'honneur de proposer qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre, copie du rapport de L. A. Vallée, écuyer, ingénieur du Gouvernement, sur la nécessité de reconstruire le pont sur la rivière Grand Méchin, comté de Rimouski.

Cette proposition est adoptée.

M. Martin. — J'ai l'honneur de proposer qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre, copie du rapport de L. A. Vallée, écuyer, ingénieur du Gouvernement, sur la nécessité de construire un pont dans la paroisse de Saint-Valérien de Rimouski.

Cette proposition est adoptée.

M. Martin. — J'ai l'honneur de proposer qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre, copie du rapport de L. A. Vallée, écuyer, ingénieur du Gouvernement, sur l'état du pont sur la rivière Amqui, comté de Rimouski et la nécessité d'en construire un neuf.

M. le Président, comme ces trois propositions sont analogues dans leur objet, et que toutes tendent au même but, j'ai cru devoir réserver mes remarques pour la dernière d'entre elles, afin d'éviter par la même des répétitions inutiles, que j'aurais été obligé de faire si j'avais pris la parole sur chacune d'elles.

Je regrette aussi d'avoir été obligé de soumettre ces propositions en l'absence de mon honorable ami le député de Portneuf, car il prend un vif intérêt à la question qu'elles soulevèrent et j'aurais eu, je n'en doute pas, l'appui de son éloquente parole s'il eut été présent.

M. le Président, je crois que les divers Gouvernements qui se sont succédés dans notre Province, de même que les

députés à cette Chambre, n'ont pas toujours suffisamment tenu compte des nombreux besoins de ma division électorale. Peut-être cela provient-il du fait qu'on n'est pas généralement assez bien renseigné sur ses besoins et sur l'expansion que prend d'année en année ce grand comté, que l'on pourrait comparer à une Province européenne par l'étendue de son territoire. Quand on songe que Rimouski a cent quarante milles de front sur le Saint-Laurent, sans compter son étendue dans l'intérieur, cela suffit pour donner une idée du nombre considérable de ses besoins de tous genres et de la superficie de son territoire. Mais ce n'est là encore qu'un renseignement d'une importance secondaire, au point de vue où je me place, comparé à ceux que j'ai recueillis et que je vais avoir l'honneur de communiquer à la Chambre. Voyez, M. le Président, quels progrès ce territoire a accomplis en moins de trente ou quarante ans. Je ne me considère pas encore comme un vieillard, tant s'en faut, et cependant dans mon enfance, le comté de Rimouski, tout grand qu'il était par la superficie de son territoire, ne comptait que cinq paroisses, avant l'érection du diocèse de ce nom. Le diocèse de Rimouski fut formé en 1867, et il comptait alors onze paroisses et maintenant on y trouve vingt-sept paroisses organisées et prospères, en outre plusieurs missions en bonne voie de devenir à leur tour des centres à l'aise. Aussi, dans quelques années il y aura plusieurs autres paroisses d'organisées.

Ce qui prouve bien que la marche du progrès a été constante et qu'elle n'a subi aucun arrêt sensible, c'est que l'augmentation de la population a été régulière. J'en ai la preuve dans l'étude comparée des divers recensements où le comté de Rimouski figure comme division territoriale séparée. Ainsi en 1851, la population était de 14,000 âmes, en 1861, de 20,000 âmes, en 1871, de 27,000 âmes, enfin en 1881, le dernier recensement que nous avons, elle était de 34,000 âmes, soit une augmentation en trente ans seule-

ment de vingt mille âmes. Cet accroissement de la population n'est pas dû à l'établissement de manufactures ou de ces industries qui attirent une forte population ouvrière, non, M. le Président, il n'est le fruit que des progrès de la colonisation. Aussi comptons-nous vingt-et-un cantons où il se fait de la colonisation, et où les opérations de défrichement sont en pleine activité.

De plus, il y a trente-quatre routes ou chemins de commencés, mais malheureusement nous n'avons pas toujours à notre disposition les moyens de les continuer. Aussi les colons, dans leur louable ardeur, ont-ils devancé les chemins et se sont-ils enfoncés dans la forêt, bien qu'ils n'aient aucune communication facile avec le dehors. Il ne faut pas songer, au moins, avec l'argent dont nous disposons, à aller plus vite que la colonisation dans sa marche en avant, puisqu'on peut à peine faire des chemins pour rattrapper les colons qui s'emparent de toutes parts de la forêt. Voilà des besoins auxquels il faudrait pourvoir pour que la colonisation n'éprouve pas de retard, mais il en est d'autres que le développement du comté a rendus encore plus urgents à certains égards, et qu'il faudrait satisfaire pour donner un élan vigoureux au progrès.

Le territoire de Rimouski est arrosé par plusieurs grandes rivières sur lesquelles il faut des ponts. A l'heure qu'il est il existe dix grands ponts construits aux frais des municipalités sans le secours du dehors. On demande maintenant de l'aide pour trois de ces ponts. L'ingénieur du Gouvernement a fait une inspection sur les lieux, et je crois qu'il recommande ces travaux à la bienveillance des ministres. Le premier de ces ponts, celui qui traverse la rivière Grand-Méchin, doit être reconstruit. C'est le seul pont qu'il y a entre Rimouski et le comté voisin, Gaspé. On demande de l'aide, car on ne pourrait faire les travaux nécessaires, vu que la paroisse où ce pont se trouve situé est très pauvre et ne peut se charger seule d'une dépense aussi considérable.

Le pont sur la rivière Amqui est situé sur le chemin construit en cet endroit par le Gouvernement de 1855 à 1858. C'est la seule communication qui existe entre mon comté et celui de Bonaventure. On me dira peut-être que l'on pourrait puiser sur d'autres fonds que sur les fonds généraux de la Province pour aider ces entreprises. Je ne sais, dans tous les cas, une chose certaine, c'est qu'il ne faut pas songer à prendre sur l'argent de colonisation destiné à Rimouski pour subventionner ces travaux. La colonisation a bien trop de besoins urgents à satisfaire pour qu'il soit possible de détourner un sou de cette destination.

J'espère que le Gouvernement nous donnera de l'aide pour ces ponts. Si j'ai cru devoir entrer dans tous ces détails, c'est que le Gouvernement a été critiqué chaque fois qu'on lui a demandé de l'aide pour ces ponts. C'est pour éviter ces critiques que j'ai donné ces explications.

Je n'en dirai pas d'avantage pour le moment, car mon but était de renseigner la Chambre sur la nécessité de ces travaux.

J'espère que le Gouvernement voudra bien se rendre à une demande si juste et si bien fondée.

La proposition est adoptée.

LES REMISES SUR LES ARRÉRAGES DUS PAR LES COLONS.

L'honorable M. **Blanchet**—*député de Beauce*.—J'ai l'honneur de proposer qu'une adresse soit votée à Son Honneur le Lieutenant Gouverneur, le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre, copie de tout arrêté du conseil ou instructions données depuis le 12 juillet 1888, par le département des terres de la couronne, accordant des remises sur les arrérages dus au Gouvernement par les personnes endettées envers la couronne, et des recommandations ou demandes faites à ce sujet.

M. le Président, j'ai vu par les journaux que le Gouvernement était disposé à faire des remises sur les arrérages dus non-seulement par les colons dans les cantons de colonisation, mais aussi aux censitaires pauvres. Cette décision aurait été prise à raison des mauvaises récoltes de l'année dernière. C'est là le principe qui a toujours guidé les anciennes administrations dans des cas semblables. Aussi, ai-je été étonné de trouver des lettres envoyées par le département des terres, demandant aux colons d'avoir à payer immédiatement ce qu'ils devaient, que, si non, ils seraient poursuivis. Ce procédé, venant à la suite des mauvaises récoltes de l'été dernier, a surtout étonné les gens pauvres de Metgermette, dans mon comté. Là la colonisation a fait depuis quelques années de très grands progrès, ce qui ne veut pas dire que les gens soient à l'aise. Malheureusement l'année dernière ces colons ont fait des pertes considérables soit par la trop grande abondance des pluies, soit encore par les gelées de l'automne. Quand ils ont reçu ces lettres d'une sévérité décourageante dans de telles circonstances, la Chambre doit comprendre le malaise que cette demande a créé. Cependant, je me hâte d'ajouter que je suis heureux de constater que le Gouvernement, réflexion faite, a été mieux inspiré et qu'il n'a pas mis ses menaces à exécution.

Non-seulement je demanderai au Gouvernement de ne pas faire payer les sommes qui lui sont dues soit sous forme d'arrérages ou autrement, mais aussi, d'accorder des secours en grains de semence à ces pauvres colons. J'ai reçu plusieurs lettres des curés de mon comté me disant que si de tels secours ne peuvent leur être accordés à même un montant spécial, que l'octroi voté pour la colonisation soit plus élevé afin que les travaux qui seront exécutés avec cet argent étant plus considérables, cela puisse aider les pauvres colons à gagner quelques piastres avec lesquelles ils se procureront les grains dont ils ont besoin. Il s'est établi

à la Beauce depuis peu, deux cent familles nouvelles et il s'est formé deux autres paroisses. Qu'on accorde, disons \$2,000 pour cette partie de mon comté ; avec cet argent on ouvrira des chemins et les gens qui y travailleront pourront gagner suffisamment pour se procurer leurs grains de semence.

D'autres colons voudront aussi se fixer dans les cantons dont je viens de parler, si le moindre encouragement raisonnable leur est offert. On voit quel est le devoir du Gouvernement dans les circonstances. Le Gouvernement a proclamé que la cause de la colonisation était la cause nationale par excellence. Il ne suffit pas de le dire, mais il faut le prouver par des actes de sollicitude, et une politique généreuse et éclairée.

J'espère que la somme qui, cette année, sera mise à la disposition de la colonisation sera aussi élevée que les montants qui étaient votés du temps des Gouvernements conservateurs.

L'honorable député de Rimouski vient de parler des besoins et des progrès de la colonisation dans son comté. Je pourrais en dire bien davantage pour le comté de Beauce. Là il s'est accompli des progrès immenses sous ce rapport. La colonisation se fait à même l'excédent de la population des vieilles paroisses. On s'établit en permanence sur les terres incultes du domaine de la couronne, ce qui augmente les forces vives du pays, et contribue largement à sa prospérité, sans compter l'accroissement de forces que la population reçoit d'un élément aussi sain et aussi vigoureux tiré de nos vieilles paroisses. J'espère donc que le Gouvernement se rendra aux demandes qui lui sont faites de toutes parts, et qu'il viendra en aide autant que possible à ces pauvres colons.

M. Boyer—*député de Jacques-Cartier*.—M. le Président, je me permettrai d'attirer l'attention de la Chambre,

puisque'il est question de grains de semence, sur la loi que vient de passer l'État du Minnesota, dans le but de permettre l'achat des grains de semence d'une qualité supérieure. Cette loi a été publiée dans la *Gazette* de Montréal, à la date du 15 janvier courant. C'est une loi très sage, et pour le colon et pour le trésor public.

L'honorable M. **Duhamel**—*député d'Iberville, commissaire des terres de la couronne*.—L'honorable député de Beauce, s'est montré, très à tort — comme on va le voir — scandalisé des lettres adressées par le département des terres à certains colons endettés envers le trésor public, et dans lesquelles il leur était demandé de payer ce qu'ils devaient. Je dois rectifier l'honorable député sur un point. Il a dit que le Gouvernement avait menacé ces colons ; tel n'est pas le cas. Il n'était pas dit dans ces lettres que ces colons seraient poursuivis s'ils ne payaient pas. Mais il était naturel que la demande eut une sanction quelconque. Tous les colons ne sont pas pauvres, il y en a plusieurs qui sont riches. Mais pour plus de garanties, et pour prouver que je n'ai pas agi à la légère, contrairement à l'impression que les paroles de l'honorable député de Beauce peuvent faire naître, je me suis fait donner un état des argents dus pour arrérages dans toute la Province. J'ai constaté qu'il était dû plus d'un million et demi au trésor public, — je parle naturellement de toute la Province, — et la plupart des sommes qui forment ce total sont dûes par des personnes demeurant dans des cantons parfaitement développés et colonisés. Nous avons fait ce que toute bonne administration doit faire, ce que font les banques, les grands établissements industriels, les marchands dont les affaires sont bien conduites, nous avons tout simplement expédié des comptes, avec prière à ceux qui nous les devaient, de nous les payer. Si cela n'a pas été fait auparavant, c'est dû au fait que nos prédécesseurs n'étaient pas de bons administrateurs, voilà la seule explication plausible.

De plus, et j'attire tout particulièrement l'attention de la Chambre sur ce point, quand ces lettres ont été expédiées, les récoltes n'avaient pas encore souffert ni des pluies ni de la gelée, et personne par conséquent, n'avait souffert du désastre qui s'est produit plus tard, et que je ne pouvais pas prévoir. Aussitôt que nous avons constaté l'étendue des ravages causés par ce désastre et que nous avons constaté qu'il y avait des misères réelles dans certaines parties de la Province, nous nous sommes empressés de donner des instructions en conséquence, à nos employés. Nous comprenons fort bien, qu'un colon ne peut payer des arrérages au moment même où il faut qu'il supporte une lutte désespérée, pour empêcher sa famille de mourir de faim.

Je puis ici en appeler au témoignage de l'honorable député de Gaspé, pour établir la sollicitude avec laquelle j'ai agi envers les colons qui se trouvaient dans la misère. L'honorable député est venu à mon bureau dans cette intervalle, pour me demander des mesures favorables aux colons ainsi frappés, et nous lui avons aussitôt accordé ses demandes. Nous avons fait plus, car nous avons accordé à certaines paroisses du Lac St-Jean, des faveurs très appréciables. Nous leur donnons la chance de gagner de l'argent pour soulager leur misère. Chaque fois qu'on a démontré que des souffrances réelles existaient, le Gouvernement s'est toujours empressé de venir en aide à la population.

L'honorable M. **Mercier**—*député de Saint-Hyacinthe, premier ministre, président du conseil exécutif.*—M. le Président, dans la loi dont l'honorable député de Jacques Cartier a parlé, il y a certainement de bonnes dispositions. Nous verrons plus tard s'il ne sera pas à propos de nous en servir, en l'appropriant aux circonstances où nous nous trouvons placés.

Je profite de ce débat pour attirer l'attention de la Cham-

bre sur deux points. Le premier m'est personnel. Je veux parler des tentatives de perception des sommes dues à la couronne, par des citoyens demeurant dans le comté de Laprairie. L'honorable commissaire des terres de la couronne avait donné instruction de faire payer les sommes dues par les censitaires de la seigneurie de Laprairie. Après un certain délai écoulé, l'honorable commissaire crut de son devoir de donner instruction à MM. Préfontaine, St. Jean et Gouin, avocats de Montréal, de faire opérer ces rentrées. Sur ce, un certain nombre de lettres ont été envoyées aux censitaires arriérés. Cinq ou six d'entre eux, sont allés payer les lettres d'avocat qui leur avaient été envoyées, et c'est sur cela que les journaux de l'opposition, se sont empressés de m'accuser et de prétendre faussement que j'avais chargé M. Gouin, de faire ces perceptions. Je dis faussement, et le mot n'est pas de trop, puisque je ne savais pas même que des instructions de ce genre avaient été transmises à MM. Préfontaine, St. Jean et Gouin. On sait, M. le Président, avec quelle sévérité j'agis à l'égard des membres de ma famille lorsqu'il est question de patronage public. J'ai pris immédiatement des mesures pour faire remettre ces honoraires à ceux qui les avaient payés, et en même temps, j'ai prié M. Gouin de n'avoir rien à faire avec ces perceptions.

Quant à la question des grains de semence, je dois déclarer que Son Eminence le Cardinal Taschereau, qui, soit dit en passant, est toujours prêt à s'occuper de ces grandes questions, où son ardente charité peut se manifester, m'a écrit à ce sujet, m'informant qu'il avait reçu des demandes d'aides de la part d'un grand nombre de curés de son diocèse. Il m'a aussi informé dans la même lettre qu'il y avait beaucoup de misère parce que les récoltes avaient été presque entièrement détruites par les gelées, et que les gens n'avaient pas les moyens d'ensemencer leurs terres au printemps; et qu'il y avait urgence à s'occuper

immédiatement des moyens à prendre pour conjurer les effets de ce désastre. Je me suis empressé de demander une entrevue à Son Eminence ; et nous nous y sommes rendus les honorables MM. Garneau, Shebyn, Gagnon et moi-même. Après quelques pourpalers il fut entendu que Son Eminence, avec sa bienveillance ordinaire, se chargerait d'écrire à tous les évêques catholiques, afin de connaître les besoins dans chaque diocèse, et que quand il aurait des réponses suffisantes pour agir, il aviserait au moyen que nous lui demandions de suggérer au Gouvernement.

J'avoue que si mon opinion personnelle l'emportait, il se formerait un comité de citoyens de Québec, dans lequel le Gouvernement et la Chambre seraient représentés, ayant à sa tête Son Eminence le Cardinal Taschereau, comme président. Je préférerais que le Gouvernement donnât une somme déterminée, et qu'il ne prit pas la direction de la distribution. Cette somme ne serait pas prêtée, elle serait donnée purement et simplement. Un tel comité offrirait toutes les garanties désirables d'impartialité. Le fait est, que la somme fournie par le Gouvernement serait donnée à titre de souscription, comme la chose se pratique dans les cas de grandes calamités, et où la charité publique intervient. Si je suis partisan du mode que je viens d'indiquer, c'est que je ne veux pas qu'on me reproche de vouloir faire de la politique sous prétexte de distribuer des secours à ces malheureuses victimes d'un désastre presque national. Je reconnais que si nous nous chargions seuls de ce travail, nous pourrions peut-être, bien involontairement, mériter ce reproche, car il est très difficile pour un Gouvernement de donner de tels secours par l'entremise des députés. Des préférences, inspirées peut-être par l'esprit de parti, pourraient se produire à l'insu du Gouvernement, et venir ainsi justifier jusqu'à un certain point les critiques auxquelles nous nous serions imprudemment exposés. C'est

un danger que je ne veux pas courir, du moins s'il y a moyen d'y d'échapper, et je crois que le mode que j'ai l'honneur de suggérer pourrait être adopté avec grand avantage.

Je dois dire cependant qu'il n'y a encore rien de définitivement arrêté. Néanmoins je m'empresse d'assurer à la Chambre, que si nous sommes appelés à faire quelques dépenses pour distribuer des grains de semence, nous prendrons les moyens pour que cette distribution soit faite exclusivement dans un but de charité et non pas pour promouvoir des intérêts de parti.

Cette question de la distribution des grains de semence présente aussi une difficulté commerciale assez considérable. Il y a une autre difficulté peut-être encore plus grande, résultant de l'étendue du territoire, ce qui nous mettrait, si nous nous chargions seuls de cette distribution, dans l'impossibilité de bien connaître tous les besoins. Le fait est qu'il n'y a que les curés dans les paroisses qui peuvent fournir les meilleurs renseignements. C'est encore là un autre puissant motif qui doit nous faire préférer la formation d'un comité. Ce comité, ayant à sa tête Son Eminence le Cardinal Taschereau, pourrait se mettre en communication avec les curés, avoir plus aisément leur concours et par là même nous serions débarrassés de toutes ces difficultés et d'une grave responsabilité.

Je mentionnais tout à l'heure le fait que cette question soulevait aussi une difficulté commerciale dont il ne faut pas se dissimuler l'importance. Ce sont mes honorables collègues, le trésorier de la Province et M. Garneau, qui ont, dans le temps, attiré mon attention sur ce point. En effet, il ne faut pas croire qu'il suffira d'acheter le premier grain venu. Il faut, au contraire, agir avec la plus grande prudence, choisir les meilleurs grains possible, et au plus bas prix.

Il importe donc, pour le succès des prochaines récoltes de ceux qui auront eu de ces grains, de ne pas prendre les premiers qui nous seront offerts. Où les prendrons-nous ? Si vous les importez en quantité considérable, vous courrez grand risque de nuire aux marchands, de jeter le trouble dans leurs opérations. Il y a des commerçants qui ont acheté des grains en quantité assez considérable, comptant faire de bonnes opérations à raison de la disette qui règne. C'est là ce que fait tout marchand qui suit les variations du commerce, et qui se prépare à rencontrer de fortes demandes à raison de la situation du marché. Comment pourrions nous prendre sur nous la grave responsabilité de courir le risque de ruiner ces gens, en achetant à l'étranger ? Voilà une question qui mérite d'être étudiée avec soin.

D'un autre côté, ces grains que la Province distribuera vont-ils être réellement employés à la semence prochaine ? Peut-être les mangera-t-on au lieu de les semer. Il faut donc prendre certaines garanties de manière à protéger les colons contre eux-mêmes. Voilà bien des points qu'il faut régler avant de procéder.

Je ne suis pas en état de me prononcer en faveur d'aucun système en particulier. Cependant je puis bien dire en passant, que l'honorable député de Bellechasse m'en a indiqué un qui a du mérite. Plusieurs conseils municipaux de son comté ont passé des résolutions demandant que l'argent qui leur reviendrait à même le montant voté pour la colonisation, soit en tout ou en partie appliqué à l'achat de grains de semence et distribué là où les besoins seraient les plus pressants, au lieu de faire faire des travaux sur les chemins de colonisation, comme à l'ordinaire. En d'autres termes, ces conseils municipaux disent : " Au lieu de nous donner cet argent pour des travaux de colonisation, donnez-nous le en grains de semence. M. Amyot, le député fédéral de Bellechasse, m'a transmis un grand nombre de résolutions, toutes dans le même sens.

Je serai enchanté de faire tout ce qu'il sera possible pour venir en aide à la population qui souffre, aussitôt que Son Eminence le Cardinal Taschereau sera en état de nous dire quelles sont les demandes qu'il a reçues des autres Prelats de la Province. En attendant ces communications, j'invite mes honorables collègues de rechercher ce qu'il y a de mieux à faire afin qu'ils puissent nous donner leur avis en temps et lieu.

Un mal existe, quel est son étendue et comment y remédier ? Voilà les deux questions que nous devons résoudre. Les réponses que Son Eminence doit recevoir nous feront connaître l'étendue du mal. Quant au remède, aussitôt que nous serons renseignés, nous demanderons à la Législature de nous aider à le trouver et à l'appliquer. Dans tous les cas, ce que le Gouvernement veut, c'est que l'argent qui sera voté soit employé à faire la charité et non pas à promouvoir des fins et des intérêts de parti.

L'honorable M. **Flynn**—*député de Gaspé*.—M. le Président, la déclaration que vient de faire l'honorable premier ministre mérite notre sérieuse attention et notre approbation, et j'espère que nous serons assez prochainement en état de prendre les mesures convenables.

L'honorable premier ministre a parlé surtout du diocèse de Québec, mais il ne faut pas se dissimuler que ce malheur s'étend aussi à d'autres diocèses. Rimouski est dans ce cas. Dans certains endroits, les récoltes ont complètement manqué. Les paroisses du Cap Chatte et de Sainte-Anne d'en bas, ont cru qu'elles devaient s'adresser au Gouvernement pour en obtenir de l'aide. Autrefois le Gouvernement est venu ainsi au secours des pauvres populations situées sur les bords du Saint-Laurent, quand elles se trouvaient dans la misère soit pour une cause, soit pour une autre, mais j'avoue que pendant que j'ai été dans le cabinet, c'est toujours avec hésitation que je

me suis fait l'interprète de ces demandes, pour des raisons qu'il est facile de découvrir. Mais voici que ces gens sont menacés de ne pas avoir de grains de semence pour la prochaine belle saison. Aussi je tiens à déclarer ici que dans le diocèse de Rimouski, il y a des besoins urgents et qu'il faut se hâter de venir au secours de la population. Du temps du Gouvernement Ross nous avons été appelés à donner de semblables secours. Nous avons cru devoir leur imposer l'obligation de gagner la valeur de ces secours sous forme de travaux sur les chemins de colonisation. Les conseils municipaux ont pris l'engagement de faire faire les travaux, et lorsque les grains étaient achetés, chacun donnait un billet au conseil pour la valeur en grains qu'il recevait, et ce billet devait être payé en travaux sur les chemins de colonisation. Le département a la preuve que ces travaux ont été exécutés.

L'honorable premier ministre a parlé du danger d'un manque de contrôle en ce qui regarde la quantité de grains nécessaires dans chaque localité. Je crois que les conseils municipaux et les curés sont les meilleures autorités pour exercer ce contrôle. Quant à la qualité des grains distribués, il faudra y apporter le plus grand soin. Dans le cas que j'ai mentionné tout à l'heure, on avait choisi les meilleurs grains possibles, aussi a-t-on eu une récolte magnifique.

Le mode de distribution présente des difficultés auxquelles il faudra pourvoir. Je crois que les curés seraient les meilleures personnes que l'on pourrait choisir pour faire cette distribution. Je verrais donc avec plaisir l'adoption de ce mode offrant les garanties désirables. L'idée émise à ce sujet par l'honorable premier ministre est bonne et les ministres des autres croyances religieuses pourraient se joindre au mouvement partout où cela sera nécessaire. On pourrait adjoindre le maire dans chaque localité.

Quant aux fonds, on pourrait prendre un certain montant sur le crédit voté pour la colonisation, ceci n'augmenterait

pas la dépense de l'année. Naturellement, dans tout ceci, il ne peut être question de politique ; c'est une affaire qui intéresse également toute la population.

Je remercie l'honorable premier ministre pour ses parovveillantes à l'adresse des gens qui ont si cruellement souffert des dernières mauvaises récoltes, et j'espère qu'il étendra cette bienveillance au diocèse de Rimouski, qui a un très grand besoin de secours.

L'honorable M. **Blanchet**.—Quelle action le Gouvernement se propose-t-il de prendre quand il aura reçu les renseignements qu'il attend de Son Eminence le Cardinal Taschereau ?

L'honorable M. **Mercier**.—Le sous-comité qui doit étudier ce point est composé des personnes que j'ai nommées, et quand nous aurons les réponses que Son Eminence attend, la Chambre sera informée de ce que nous devrons faire.

La proposition de l'honorable M. Blanchet est adoptée.

LA PRISON DE NEW-CARLISLE.

M. **Martin**—*député de Bonaventure*.—J'ai l'honneur de proposer qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre :

1. Copie du rapport transmis par le shérif du comté de Bonaventure à l'honorable ministre des travaux publics, concernant certains travaux et certaines réparations à faire à la prison de New-Carlisle.

2. Copie du rapport du conducteur des travaux qui ont été exécutés, avec copie des paie-listes.

L'honorable M. **Mercier**—*député de Saint-Hyacinthe, premier ministre et président du conseil exécutif*.—M. le Président, je me suis occupé particulièrement de cette question, à l'occasion de ma visite dans la Gaspésie. On m'a fait voir

certaines défectuosités dans la chambre occupée par le magistrat de district. Il fallait aussi compléter l'ameublement qui laissait à désirer. Les voutes ne présentaient aucune sécurité. J'ai dit au shérif de me faire un rapport sur ce qu'il y avait à faire, et que je m'en occuperais à mon retour à Québec. Il y avait aussi une horloge... qui brillait par son absence, c'est-à-dire qu'on avait laissé une place dans la façade de la bâtisse exprès pour y mettre un de ces meubles. Cet édifice est dans un très bel endroit, et comme les gens insistaient beaucoup pour avoir l'horloge en question, je la leur ai accordée.

Si on désire avoir ces documents on les aura, mais je crois qu'il serait préférable que l'honorable député de Bonaventure vienne les examiner dans le département, et je me ferai un plaisir de les lui laisser avoir ; si toutefois il ne les demande que pour son information personnelle.

M. Martin.—Comme de raison, c'est pour moi-même que je les demande. Quant à aller dans les bureaux publics, comme me le suggère l'honorable premier ministre, je ne me sens guère disposé à le faire, et voici pourquoi. J'y suis allé l'année dernière sur une semblable invitation, et on m'a dit de m'en aller, que c'était contre les instructions que l'on avait reçues, que l'on ne pouvait pas me laisser voir les documents que je demandais. On avouera que ce n'était pas là une réception bien encourageante ; voilà donc pourquoi cette année je prends les moyens constitutionnels de me renseigner sans m'exposer à des rebuffades de ce genre.

L'honorable **M. Mercier.**—Cela me surprend, car j'ai donné des ordres positifs de mettre à la disposition des députés, tous les renseignements qu'ils peuvent désirer, excepté naturellement sur des questions politiques, car sur ce terrain là, ce n'est plus la même chose. Si l'honorable député n'a pas eu ce qu'il demandait, c'est qu'on a agi contrairement à mes ordres.

LES CONCESSIONS FAITES PAR LA COURONNE DEPUIS 1788

L'honorable M. **Pelletier**—*député de Dorchester*.— J'ai l'honneur de proposer qu'une adresse soit votée à Son Honneur le Lieutenant Gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de cette Chambre un état des concessions de terres de plus de cent acres chacune, faites par la couronne en cette Province, depuis 1788, le dit état devant comprendre :

1. Les noms des concessionnaires ;
2. Les numéros des lots concédés et l'endroit où ils sont situés.
3. Le nombre d'acre à chaque concessionnaire ;
4. La date de chaque concession ;
5. Les conditions auxquelles ces concessions ont été faites ;
6. Le nom des occupants actuels de ces lots ;
7. Quels sont ceux parmi ces lots qui ont été rétrocédés à la couronne ;
8. Quels sont ceux qui sont maintenant ouverts à la colonisation.

L'honorable M. **Gagnon** — *député de Kamouraska, secrétaire et registraire de la Province*. — Pourquoi l'honorable député désire-t-il avoir ces renseignements pour toutes les concessions de cent acres et au delà ? Dans mon rapport de l'année dernière j'ai donné ces informations jusqu'à date, et dans quelque temps, le nouveau rapport qui s'imprime donnera les concessions faites depuis.

La réponse à cette adresse entrainera une dépense énorme et c'est pourquoi j'hésite à la laisser adopter.

L'intention de l'honorable député doit être de connaître quelles sont les grandes concessions qui ont été faites ;

alors qu'il limite sa demande aux concessions de 500 acres au moins.

L'honorable M. **Pelletier**.—J'ai pris la peine, avant de rédiger cette proposition, de me renseigner, et j'en suis venu à la conclusion qu'il était facile d'avoir cet état là, et que sa préparation n'entraînerait qu'une dépense insignifiante. Il y a des blancs qui servent pour les états transmis par les agents des terres de la couronne qui pourront servir dans ce cas-ci.

Ceux qui se sont fait donner des concessions par le département des terres, ont trouvé moyen d'éluder la loi et de se faire octroyer beaucoup plus de terrain qu'ils ne pouvaient en avoir, en prenant des noms d'emprunt, de leur femme et de leurs enfants par exemple. A la prochaine session, j'aurais l'intention de demander la nomination d'un comité spécial chargé de s'enquérir de la vérité de ces faits. C'est pourquoi je voudrais que cet état fut préparé pendant la vacance pour être soumis à l'étude des curés ou des autres personnes qui s'occupent activement de cette question et qui pourront voir, au moyen de cet état, quels sont ceux qui, sous de faux prétextes, en se cachant sous des noms d'emprunt, ont pu réussir à obtenir de plus grandes concessions que celles qu'ils avaient droit d'avoir. Dans mon comté, je puis dire que c'est ce qui s'est pratiqué.

L'hésitation de l'honorable secrétaire de la Province cessera peut-être, si je lui dis que le travail que je demande est à peu près tout fait à l'heure qu'il est, dans le département des terres. Si l'honorable commissaire des terres veut bien s'en occuper, il verra que l'ouvrage est à peu près terminé.

L'honorable M. **Robertson**.—*député de Sherbrooke*.—Je ne crois pas que le Gouvernement puisse donner de tels renseignements, au moins en ce qui concerne les détenteurs actuels des terrains ainsi concédés. Il ne faut pas oublier

que ces terres ont pu être vendues trente ou quarante fois depuis. Du moment que les lettres patentes sont émises, le département ne suit plus les mutations qui s'opèrent, et du reste, ce serait parfaitement inutile à un point de vue pratique.

L'honorable M. **Gagnon**.—Malgré les explications qui viennent d'être données, je n'en persiste pas moins à dire qu'il sera très difficile de donner un tel état. Dans tous les cas, que l'honorable député propose l'ajournement du débat, et s'il y a un moyen de s'entendre, nous verrons....

L'honorable M. **Pelletier**.—Je propose l'ajournement du débat.

Cette proposition est adoptée.

A six heures la séance est suspendue jusqu'à huit heures.

LES MINEURS ET LA LOI DES LICENCES.

L'ordre du jour appelle la seconde délibération sur le projet de loi pour modifier l'article 926 des statuts refondus de la Province de Québec.

M. **Robidoux**—*député de Chateauguay*.—J'ai l'honneur de proposer que ce projet de loi soit maintenant adopté en deuxième délibération.

L'honorable M. **Robertson**—*député de Sherbrooke*.—Ne croyez-vous pas, M. le Président, qu'il faudrait un message du Lieutenant Gouverneur pour que la procédure soit régulière.

L'honorable M. **Mercier**—*député de Saint-Hyacinthe, premier ministre, président du conseil exécutif*.—C'est la seule question sur laquelle j'ai des doutes moi-même, mais quant au fond, je suis entièrement de l'avis de mon honorable ami le député de Chateauguay. Les mineurs qui engagent un honnête homme à violer la loi, à force de sollicitations,

et qui vont ensuite le dénoncer et lui faire payer l'amende, ne méritent pas notre protection.

C'est un système d'espionnage que nous ne devons pas encourager. S'il y a conspiration de la part de personnes ou d'une société de personnes qui envoient des mineurs pour faire vendre les hôteliers, contrairement à la loi, afin de pouvoir ensuite les dénoncer aux tribunaux, c'est un système immoral. Comment voulez-vous qu'un hôtelier sache que celui qui lui demande de la boisson a ou n'a pas vingt et un ans ! Je connais des jeunes gens, je les ai vus très souvent, et il me serait impossible de dire s'ils sont mineurs ou majeurs. Prenez le cas d'un jeune homme qui a vingt ans et quelques mois, et beaucoup à cet âge paraissent en avoir vingt-cinq, on ne se doute pas qu'il est mineur ; il se présente à une auberge et demande de la boisson ; se fiant aux apparences, l'hôtelier lui en donne, et aussitôt ce jeune homme s'en va dénoncer cet hôtelier trop confiant. Ce dernier est obligé de payer l'amende après avoir été trompé sciemment par celui-là même qui l'a dénoncé.

Je ne vois pas pourquoi on ne protégerait pas un homme qui tient un bon hôtel, et qui fait un commerce honnête. Qu'on soit sévère pour ceux qui enfreignent la loi sciemment, ou qui ne tiennent pas une bonne maison, j'en suis, mais pourquoi donc irions-nous, comme législateurs, encourager de telles conspirations contre des honnêtes gens ?

Je suis en faveur du principe de ce projet de loi, mais je crois qu'il faudrait un message de Son Honneur le Lieutenant Gouverneur. Aussi, je demanderai à mon honorable ami le député de Chateauguay, de bien vouloir ajourner sa proposition, tout en lui assurant que je suis absolument de son avis. Il faut mettre fin à ce système.

L'honorable **M. Robertson.** — Je ne voudrais pas pour beaucoup me faire le défenseur de ces espions, mais je dis qu'un honnête hôtelier ne doit pas enfreindre la loi, et surtout ne doit pas vendre aux mineurs. Quel sera le résultat si ce projet de loi est adopté ? Les mineurs pourront à l'avenir avoir de la boisson dans toutes les auberges sans que les aubergistes soient le moins du monde appelés à rendre compte de leur conduite, car il va sans dire que si le mineur est exposé à payer l'amende, il ne dénoncera pas l'hôtelier coupable. Je ne crois pas qu'il soit juste de modifier la loi dans ce sens.

L'honorable **M. Mercier.** — La loi est pour empêcher les mineurs d'aller dans les auberges, et non pas pour les obliger d'y aller, et ce projet de loi a pour but de les empêcher de se faire espion. Après l'adoption de ce projet de loi, on ne verra plus des mineurs aller se vendre aux sociétés de tempérance pour faire de l'espionnage.

L'honorable **M. Robertson.** — Nous devons protéger les jeunes gens, au lieu de les punir.

L'honorable **M. Taillon**—*député de Montcalm, chef de l'opposition.*—M. le Président, il y a mineur et mineur. S'il s'agit d'un jeune homme qui a vingt et un ans moins quelques jours, je comprends qu'il est très difficile pour l'aubergiste de s'y connaître, et dans ce cas je crois que les tribunaux doivent admettre la preuve qu'il a agit de bonne foi ; mais quand il s'agit d'un enfant de 14 ou 15 ans, le cas alors est bien différent. Il y a eu des cas où des aubergistes sont allés jusqu'à enivrer des enfants de 14 ou 15 ans. On avouera que les coupables n'étaient guère excusables, et qu'ils ne pouvaient plaider leur bonne foi comme justification de leur erreur. Je ne voudrais pas encourager l'espionnage, car nous avons fait remise, lorsque nous étions au pouvoir, des amendes dans ces cas particuliers, même dans les cas où l'hôtelier n'avait cédé qu'après avoir été

l'objet d'obsessions très fortes de la part de ceux qui lui avaient fait violer la loi. Je dis que si vous punissez le mineur vous empêcherez toute dénonciation. L'enfant qui, par légèreté ou autrement, ou poussé même par l'aubergiste, qui verra là une occasion de faire quelques sous, aura pris de la boisson, n'osera pas parler, s'il croit qu'il va être puni. Je voudrais que le projet put être modifié de manière à rencontrer les vues de l'honorable député de Chateauguay, c'est-à-dire qu'il ne vint à couvrir que les cas excusables.

L'honorable M. **Lynch**—*député de Brome*.—Il ne peut pas y avoir de doute, M. le Président, sur le fait que ce projet de loi doit être accompagné d'un message du Lieutenant Gouverneur. Il tend à imposer une taxe, et toute législation de ce genre doit être accompagnée du message en question.

M. **Robidoux**.—Il ne s'agit toujours que d'une sanction de la loi. Je comprends que quand il est question d'une taxe à prélever, il faut procéder par résolutions, lesquelles doivent être accompagnées d'un message du chef de l'exécutif.

L'article 59 de la constitution déclare :

" Tout *bill* ayant pour but l'appropriation d'une portion quelconque du revenu public, ou la création de taxe ou d'impôts, devra originer dans la Chambre des communes."

Et l'article 90, décrète dans les termes suivants que cette disposition s'appliquera aux Provinces :

" Les dispositions suivantes du présent acte, concernant le parlement du Canada, savoir : les dispositions relatives aux *bills* d'appropriation et d'impôts, à la recommandation des votes de deniers, à la sanction des *bills*, au désaveu des actes et à la signification du bon plaisir quant aux *bills* réservés, s'étendront et s'appliqueront aux Législatures

“ des différentes Provinces, tout comme si elles étaient
“ ici décrétés et rendues expressément applicables aux Pro-
“ vinces respectives et à leurs Législatures, en substituant
“ toutefois le Lieutenant Gouverneur de la Province au Gou-
“ verneur Général, le Gouverneur Général à la Reine et au
“ secrétaire d'Etat, un an à deux ans et la Province au
“ Canada.”

Or, ici, il ne s'agit pas du tout d'une taxe ou d'un impôt.
Je crois que cela suffit pour démontrer que l'objection sou-
levée par l'honorable député de Sherbrooke n'est pas fondée.

Quant au mérite même de la modification que je propose,
je crois qu'elle est nécessaire, après ce qui s'est passé récem-
ment dans une certaine partie de la Province. A Montréal,
on sait que des gens font métier de faire payer l'amende
dans un but de persécution. Ces gens se servent de la
loi pour faire de l'argent en prélevant leur part des amendes.
Mon projet de loi a donc pour objet d'empêcher les mineurs
de faire vendre de la boisson aux hôteliers, contrairement
aux prescriptions de la loi et cela dans un but de véritable
spéculation. Il n'est pas juste de laisser l'aubergiste aux
prises avec la malhonnêteté et l'espionnage. Le mineur lui,
sait son âge, tandis que l'hôtelier n'est pas supposé le savoir
et n'a pour se guider que les apparences. Ce n'est pas celui
qui va boire, c'est celui qui est présent lorsque la boisson est
vendue, qui fait la dénonciation. Je crois que par la modi-
fication que je propose, nous mettrons un terme aux opéra-
tions de ceux qui font ce métier inavouable. L'hôtelier
paiera toujours l'amende, car ces infractions à la loi seront
dénoncées tout comme auparavant.

M. David—*député de Montréal est.*— Je comprends
que le but de l'honorable député est excellent, surtout si
l'on tient compte des faits fort regrettables qui se sont pro-
duits récemment et dans lesquels on a prostitué la loi que
nous avons faite. Mais l'honorable député ne croit-il pas

qu'il va au-delà du but qu'il a en vue, ou, en d'autres termes, ne pourrions-nous pas arriver au même résultat d'une autre manière.

Ne suffirait-il pas, par exemple, de changer la loi de manière à décréter que les hôteliers seuls qui ont vendu de la boisson à des mineurs, sachant d'une manière certaine qu'ils étaient mineurs, seront punis. Par ce moyen, le mineur ne sera pas empêché de dénoncer ceux qui lui auront vendu de la boisson....

L'honorable M. **Mercier**. — Pourquoi ne pas punir ceux qui se font tentateur, et qui cherchent à tromper les hôteliers, au moyen de fausses barbes ?

M. **David**. — Il n'y a pas seulement ceux qui mettent de fausses barbes qui vont boire de la boisson.

L'honorable M. **Mercier**. — Je ne parle que des mineurs. Vous devez punir les tentateurs comme les autres ; je crois que s'il n'y avait pas de tentateurs, il n'y aurait pas de tentés.

M. **Lafontaine** — *député de Napierville*. — Je me joins, M. le Président, à ceux qui condamnent ce projet de loi. C'est toujours très dangereux de faire des lois en vue de cas particuliers. L'idée dominante de ce projet de loi a été inspirée par l'indignation soulevée par les abus qui se sont produits à Montréal. Mais en face du fléau toujours grandissant de la vente de boissons sans licence, je ne crois pas qu'il serait prudent pour nous de nous engager dans cette voie-là :

Les abus dont on se plaint proviennent de l'interprétation de la loi même. Or ce mal disparaît déjà, car nous avons un jugement du magistrat de police, confirmé par la cour supérieure, présidée par l'honorable juge Jetté, qui dit qu'il faut une connaissance coupable de la part de l'hôtelier pour entraîner sa condamnation. L'abus en question disparaîtrait

donc complètement devant ce jugement. L'hôtelier ne serait plus à la merci du premier venu puisqu'il faudrait faire la preuve qu'il savait de connaissance certaine, qu'il vendait de la boisson à un mineur. Il n'est pas nécessaire de punir les mineurs pour cela. La boisson s'achète toujours secrètement, dans les cas surtout où l'on soupçonne violer la loi ; on se met dans une chambre noire, et là, entre quatre yeux, on la boit le plus secrètement possible. Cela nous donne une idée de la difficulté de faire une preuve. Si vous punissez celui qui a bu, comment pouvez-vous découvrir les fraudes, puisque le témoin sera lui-même passible des rigueurs de la loi, s'il dévoile la vérité. Si vous punissez le mineur, où cela ne vous entraînera-t-il pas ? Est-ce que l'on ne pourra pas venir nous demander, à la prochaine session, d'en faire autant pour celui qui demande simplement un verre de boisson à un aubergiste dans des jours ou dans des heures prohibés par la loi

M. **Robidoux**.—Quel mal y aurait-il à cela ?

M. **Lafontaine**.—Le mal c'est que vous rendriez impossible la découverte des fraudes et que vous rendriez la loi illusoire. L'amende est déjà assez forte pour empêcher l'aubergiste de vendre sans licence ou le dimanche.

Si vous adoptiez ce projet de loi, vous rendriez beaucoup plus faciles les violations de la loi, et vous en augmenteriez le nombre. Le mal est déjà trop grand sans faire quoi que ce soit qui puisse même indirectement l'aggraver. Les statistiques disent qu'il s'est fabriqué l'année dernière des millions de gallons de boissons de plus que l'année précédente..

M. **David**.—Quand on prend du galon

M. **Lafontaine**.— . . . on n'en saurait trop prendre.. Mais avec la boisson c'est différent et l'abus est le principe des plus grands désordres.

Adopter la disposition que renferme ce projet de loi serait faire un pas dans la direction opposée à la cause de

la tempérance. Je n'ai pas, tant s'en faut, l'intention de faire un discours sur cette belle question de la tempérance, mais il me sera bien permis de faire une ou deux remarques. Que voyons-nous, M. le Président, de ce temps-ci ? Quelles sont les malheureuses habitudes de nos populations urbaines surtout ? Vous voyez là des gens qui se disent tempérants et qui prennent huit ou dix verres de boissons alcooliques par jour. Des gens de profession, des juges mêmes, des gens de la finance et du commerce tombent dans ces déplorables excès. C'est passé maintenant dans les habitudes d'offrir un coup, pour me servir de l'expression populaire ; on offre un coup à tout propos et à tout venant : c'est considéré comme une espèce de politesse. Je dis que cette manie, qui conduit rapidement à un vice si dégradant, est destinée à faire le plus grand mal à notre population. Aussi, convaincu de cela comme d'une vérité inattaquable, je travaillerai chaque fois que j'en aurai l'occasion en faveur de la cause de la tempérance.

L'honorable M. **Taillon**.—M. le Président, je suppose le cas, non pas d'un jeune homme de vingt ans et quelques mois, mais d'un jeune étourdi de quatorze ou quinze ans qui, comme on dit, pour faire son homme, entre chez un aubergiste, et que cet aubergiste lui donne de la boisson. Voilà une violation bien flagrante de l'intention même de la loi. Avec votre loi, si le père de cet enfant veut faire punir cet aubergiste, il ne le pourra pas sans s'exposer à payer l'amende pour son fils, ou bien à le laisser aller en prison... Celui qui a un enfant très difficile à élever est déjà assez à plaindre sans que vous ajoutiez à ce que sa tâche a de pénible. Pourquoi donner cette protection à l'aubergiste ?

L'honorable M. **Mercier**.—Pensez-vous qu'un enfant de douze ans, qui sait d'avance qu'il ira en prison s'il prend de la boisson dans une auberge, s'exposera ainsi en commettant l'acte reprehensible qui lui méritera cette punition ?...

L'honorable M. **Taillon**.—Pourquoi pas... Il y a des enfants qui volent et qui savent bien qu'ils iront en prison, s'ils sont découverts, et cela les empêchent-ils de voler ? Avec votre loi, vous intéresserez l'enfant à garder le secret tout comme l'aubergiste lui-même. S'il ne le garde pas, vous obligez le père, qui ne sera peut-être pas riche, à payer pour l'étourderie de son enfant. Je voudrais une loi dans le sens du jugement du magistrat Desnoyers, et non pas du genre de ce projet, qui ne me paraît pas acceptable.

M. **Larreau** — *député de Rouville*. — Je n'avais qu'un mot à dire lorsque je me suis levé en même temps que l'honorable chef de l'opposition pour prendre la parole. Je n'ai pas l'intention de traiter le mérite même de la mesure qui est devant la Chambre. Je crois que l'adoption d'une telle modification exige que nous y réfléchissions sérieusement avant de nous prononcer.

Je désire attirer l'attention sur une question de procédure qu'il faudrait régler tout d'abord, car de la solution de cette question dépend le sort du projet de loi lui-même, à moins que le Gouvernement veuille s'en charger, et obtenir l'autorisation préalable de la couronne, si cela est nécessaire.

D'après May, il faudrait que cette proposition fut accompagnée d'un message de Son Honneur le Lieutenant Gouverneur. Cet auteur déclare que toute proposition qui affecte le revenu ou le domaine public doit être présentée aux Chambres accompagnée de l'autorisation préalable de la couronne. Or ici, on cherche à modifier une loi qui affecte le revenu et qui, par conséquent, se trouve être en quelque sorte du ressort exclusif du Gouvernement. De même que la Chambre ne peut prendre connaissance d'une loi sur les licences sans qu'elle soit accompagnée d'un message, de même aussi nous ne pouvons étudier ce projet qui touche au même sujet sans l'autorisation de la couronne.

L'honorable M. **Gagnon** — *député de Kamouraska, secrétaire et registraire de la Province.*— L'année dernière je me suis prononcé contre le projet parce que j'y voyais une question de principe que je ne pouvais approuver; nous avions déjà dans la loi une disposition de ce genre. Je ne puis pas voter pour le projet de loi qui est devant la Chambre, car il me paraît consacrer une contradiction au principe posé dans la loi même. Vous voulez punir ceux qui violent la loi des licences, vous décrétez des peines sévères, mais ne pensez-vous pas qu'en punissant le dénonciateur, vous protéger du même coup le vendeur coupable? Par cette modification, vous voulez revenir au principe que celui qui fait violer la loi est aussi coupable que celui qui la viole et vous commencez par les mineurs. Je crois que cela va avoir pour effet de multiplier les parjures. Dans tous les cas, vous prenez, à mon avis, le meilleur moyen d'empêcher la dénonciation de se produire. Il va de soi, naturellement, que si vous punissez le dénonciateur, vous lui fermez la bouche, et s'il est appelé comme témoin, peut être refusera-t-il de répondre à vos questions pour ne pas s'incriminer, ou si on le force de parler, il se parjurera plutôt que de s'exposer à aller en prison.

On dit que, s'il n'y avait pas de tentateurs, il n'y aurait pas de tentés. Je ne puis partager cette manière de voir. Selon moi, celui qui est tenté, c'est celui qui veut l'être. L'aubergiste doit connaître la loi et savoir à quoi il s'expose en la violant. Je suis donc contre ce projet comme question de principe et comme question de conscience. Je veux que le vendeur soit puni car je le considère comme le principal coupable. Si toutefois on pouvait trouver un moyen de châtier tous ceux qui enfreignent la loi, de quelque manière que ce soit, j'en serais, mais je ne puis voter un système qui équivaldrait à protéger les personnes qui sont les plus coupables dans les cas de violation de la loi des licences.

L'honorable M. **Taillon**. — Je suppose qu'un père sache que tel aubergiste a vendu de la boisson à son enfant mineur, ce père ne sera-t-il pas empêché de dénoncer cet aubergiste par la crainte qu'il aura d'avoir à payer l'amende pour son fils, ou de le voir aller en prison, si l'accusation est prouvée ?

M. **Robidoux**. — C'est la même alternative dans le cas de vol.

L'honorable M. **Taillon**. — Pardon, dans ce cas, le voleur seul est coupable et non pas le volé avec lui, tandis qu'ici le buveur comme celui qui a fait boire seraient passibles tous deux des rigueurs de la loi.

M. **Robidoux**. — A Montréal, n'est-il pas de notoriété publique, pour ainsi dire, qu'il y a des aubergistes qui vendent pour \$300 de boissons chaque dimanche, et ce ne sont pas ceux qui boivent ainsi qui les dénoncent.

J'aime à dire que je ne tiens pas plus qu'il ne faut à l'adoption de ce projet de loi. Je n'y mets aucune passion. En le soumettant à la Chambre je crois me faire le protecteur des mineurs, voilà tout.

L'honorable M. **Pelletier**—*député de Dorchester*. — Je crois que les jeunes gens mineurs doivent être protégés contre eux-mêmes, et qu'il n'y aura que ceux qui sont déjà perdus qui iront boire quand même. L'enfant bien né n'ira pas boire si une telle loi est adoptée.

L'honorable M. **Taillon**. — S'il est seul avec l'aubergiste, qui le dira ?...

L'honorable M. **Pelletier**. — Je suis de l'opinion de l'honorable député de Chateauguay sur ce point, et ce n'est jamais celui qui boit qui se fait dénonciateur ; il ira même jusqu'à se parjurer plutôt que de faire punir l'aubergiste. Mais ici, on va sans doute me dire que j'avance là un argument en faveur de ceux qui sont contre le projet de loi. Ce

projet est déjà connu dans le public, et plus particulièrement de ceux qui souffrent de l'inconduite de leurs enfants. L'un d'entre eux m'a dit que cette loi va avoir un effet salubre pour empêcher ces mineurs de fréquenter les auberges. S'il y a tant d'enfants qui vont boire c'est parce qu'ils savent qu'ils n'encourent aucune pénalité. .

L'honorable M. **Gagnon**.—Vous dites que l'acheteur n'est pas, règle générale, le dénonciateur, et qu'il va même jusqu'à se parjurer plutôt que d'incriminer l'aubergiste ; ne croyez-vous pas qu'il aura encore plus de motif de se parjurer quand son faux témoignage pourra lui faire éviter l'amende ou la prison ?

L'honorable M. **Pelletier**.—Il n'y a pas de doute qu'il y aura là un grand inconvénient, et que la punition édictée empêchera davantage les gens de dire la vérité. Néanmoins, tout pesé, je crois malgré cela, que cet inconvénient sera compensé par d'autres avantages plus considérables que le mal qui pourra résulter de ce nouveau système. Il y a bien des châtimens édictés contre les voleurs et il y a bien toujours des gens qui volent malgré la crainte de la punition qui les attend, s'ils sont découverts.

Nous devons espérer que les enfants respecteront assez la loi pour ne pas la violer de gaité de cœur. Aujourd'hui les choses en sont rendues à un point tel que l'on voit tous les jours des enfants aller prendre leur coup dans les auberges tout comme les grandes personnes. Ils prennent ainsi des habitudes de vice et d'immoralité qui sont un grand danger pour la société, et un malheur peut-être irréparable pour eux-mêmes. On ne peut donc pas être trop sévères.

Je n'ai pas l'intention de protéger les aubergistes, et si je vote pour ce projet de loi, c'est parce que je crois qu'il aura dans l'ensemble un effet salubre.

L'honorable M. **Gagnon**.—L'honorable député voudrait-il me permettre de lui poser une question ? Si la loi

est adoptée, le mineur sera-t-il obligé de répondre pour établir la violation de la loi des licences ? S'il ne l'est pas, n'est-il pas vrai que dans chaque cas où les mineurs seront les seuls témoins on ne pourra pas, par la même, arriver à faire de preuve, et que par conséquent, les coupables resteront impunis ?

L'honorable M. **Pelletier**.—Cet argument est fort, il n'y a pas de doute. On pourrait peut être déclarer, comme pour les causes des élections contestées, que le juge pourra donner un certificat d'indemnité au témoin qui s'incriminerait. Du moment que le mineur déclarerait qu'il ne veut pas s'incriminer, le juge pourra lui donner un tel certificat et le forcer à répondre. Est-ce que ce ne serait pas là un bon moyen de tourner cette difficulté ?

L'honorable M. **Gagnon**.—J'avoue que cette suggestion a beaucoup de bon, et si on veut l'adopter, je serai prêt à accepter ce projet de loi. On pourrait dire que cette mesure s'appliquera lorsque le dénonciateur ou le principal témoin sera un mineur.

L'honorable M. **Turcotte**—*député de Trois-Rivières, procureur général*.—Je comprends que le but de ce projet est de protéger les mineurs.

L'honorable M. **Taillon**.—Ce n'est pas ça du tout ; on veut user de représailles en faveur de l'aubergiste contre les mineurs qui les ont dénoncés.

L'honorable M. **Turcotte**.—La loi telle qu'elle est, atteint l'aubergiste qui vend au mineur. Et maintenant il s'agit de protéger le mineur négligé par ses parents. J'irai plus loin, car quand il s'agit d'enfants qui seront des citoyens plus tard, on ne peut pas prendre trop de précautions pour les préserver de toutes les vicieuses habitudes qu'ils contractent si facilement. J'irais même plus loin que ne le propose ce projet de loi, et je serais prêt à punir

ceux qui font usage de tabac, parce que cette habitude a les plus déplorables résultats sur le développement de l'enfance, si on en croit les autorités médicales.

Où est donc le mal de protéger l'enfant contre lui-même en l'empêchant de prendre de la boisson ? Tous les jours nous passons des lois pour la protection de certains gibiers, de certains poissons, on fait même des lois pour conserver la vie à certains petits oiseaux, et vous ne voudriez pas protéger l'enfance contre les habitudes dégradantes qu'elle contracte par la fréquentation des cabarets ? Où est l'odieux dans ce projet de loi ? On a bien fait des lois sur les vols des enfants, pourquoi n'en ferions-nous pas une pour les empêcher de devenir ivrognes ? Voici un enfant qui, au fond, vol le pays en ruinant sa santé, est-ce qu'il ne mérite pas d'être puni ?...

M. **LeBlanc** — *député de Laval*. — Sparte... Lacédémone... l'état se faisant père de famille..

L'honorable M. **Turcotte**. — Je dis que dans ce cas l'enfant ruine sa santé et que nous avons le droit de le protéger contre lui-même, et pour le plus grand avantage de la société en général. L'expérience prouve que les enfants de douze ou quinze ans ne vont pas seul à seul dans les auberges. Au contraire, ils les fréquentent par groupes. Ils y passent des nuits, et on voit là comment ils arrivent à contracter des habitudes vicieuses qui influent sur toute leur vie, et en font des citoyens qui deviennent une charge pour la société plutôt que d'en être les soutiens.

Le principe de ce projet de loi est juste. Mettons le à l'étude et je suis convaincu que le pays nous approuvera.

On dit qu'il n'est pas juste de faire payer aux parents la légèreté de leurs enfants. Mais n'est-il pas vrai que tous les jours, il y a des enfants qui volent par étourderie et qui

vont pour cela en prison, et jamais personne n'a songé à rappeler les lois qui punissent ainsi ces enfants. Je le dis sans hésitation, prenons des mesures efficaces pour protéger l'enfance, elle a grand besoin de la paternelle sauvegarde de lois sages et prudentes.

On veut promouvoir la cause de la tempérance et l'on craint que ce projet de loi ne fasse faire un pas retrograde à cette belle cause. Je ne puis partager ces alarmes, au contraire je prétends que si vous faites goûter de la prison à ces enfants qui menacent de tourner mal, vous aurez fait beaucoup pour la cause de la tempérance.

L'honorable M. **Flynn**—*député de Gaspé*.—M. le Président, il peut y avoir quelque chose de fondé dans ce qu'on a dit en faveur de la demande de l'honorable député de Chateauguay, mais je ne crois pas que l'on puisse accepter ce projet de loi tel qu'il est rédigé. On propose d'ajouter à l'article 926 des statuts refondus le paragraphe suivant :

“ Tout mineur qui se fait délivrer des boissons enivrantes
“ dans une auberge, un restaurant, une taverne dans les
“ mines, une buvette de bateau à vapeur ou un buffet de
“ chemin de fer, est passible, pour chaque offense, d'une
“ amende n'excédant pas vingt piastres et à défaut de paiement, d'un emprisonnement n'excédant pas quinze jours.”

Ceci s'applique à tous les mineurs, je ne crois pas que nous devrions accepter une telle rédaction. D'après le droit commun il y a une distinction à faire entre les enfants de quatorze ans ou plus et ceux qui ont moins que quatorze ans. On parle du vol, mais la loi a bien soin de fixer un minimum d'âge, je crois que c'est seize ans. Dans tous les cas, il y a un minimum.

Je me demande pourquoi nous irions faire une telle loi ? Au fond il y a une question d'éducation. Or je n'aime pas à intervenir dans le domaine de la famille. Je ne puis par-

tager l'avis de l'honorable procureur général, car il vient d'exprimer une opinion que je ne voudrais pas défendre. J'espère que jamais la Législature ira jusqu'au point de faire passer une telle idée dans le domaine de la législation. Je suis bien prêt à admettre l'idée de l'intervention de l'autorité publique dans certains cas pour aider l'autorité paternelle, mais encore faut-il agir avec la plus grande prudence et la plus grande circonspection.

Nous pourrions peut-être dire que pour être trouvé coupable de cette infraction à la loi il faudra avoir atteint l'âge de dix-huit ans, ou, dans tous les cas, fixer un minimum quelconque en bas de vingt et un ans.

Mais je n'aime pas du tout l'idée de ce projet de loi tel que rédigé. Il s'agit d'une question si importante qu'il faudra l'étudier avec le plus grand soin.

Quant à la question de procédure, soulevée au commencement de ce débat, je ne crois pas qu'il faille un message du Lieutenant Gouverneur. Tout de même, il n'y a pas de doute que c'est une mesure dont le Gouvernement devrait se charger à cause de son importance et parce qu'elle touche à une loi de revenu. Il faudrait donc, pour bien faire, que le Gouvernement serait prêt à nous dire : " Nous croyons cette mesure bonne, dans l'intérêt public et nous vous demandons de l'adopter, " Comme cela, nous serions en face d'une situation bien définie, où l'équivoque n'aurait pas de place.

L'honorable M. **Turcotte**.—Comme je l'ai dit, il y a du bon dans la pensée qui a inspiré ce projet de loi, mais le Gouvernement n'est pas prêt à l'accepter tel qu'il est. Nous pourrions le renvoyer au comité de législation, qui en ferait une étude approfondie et prendrait ce qu'il y a de bon.

L'honorable M. **Taillon**.—Je ne puis accepter cette suggestion. Déjà on a ainsi renvoyé tous les projets de loi

les plus importants à ce comité ; ce moyen peut être commode pour s'éviter la tâche de se prononcer directement sur le mérite d'une mesure quelconque, mais ce n'est pas suivre la coutume parlementaire, qui veut que le principe d'un projet de loi soit adopté avant d'être renvoyé à l'étude d'un comité. Chacun sa responsabilité. La procédure fait une exception très sage pour les projets de loi d'intérêt particulier, parce qu'alors les intéressés peuvent avoir besoin de se faire entendre devant le comité. Mais ici le cas est tout-à-fait différent. Le comité adoptera peut-être ces projets et ce ne sera pas les plus compétents à se prononcer qui auront pris une décision qui emportera une autorité toute spéciale, si l'on tient compte de la pratique qui veut que la Chambre adopte sans y regarder de trop près ce qu'un comité lui recommande. Rendus ici, ces projets passeront donc tant bien que mal et nous aurons mis dans les statuts des lois qui n'auront pas été mûries autant qu'elles auraient dû l'être.

Si on veut continuer ce système, je m'y opposerai. Il est grand temps de changer notre mode de procéder, car depuis que la session est commencée, pas un projet de loi n'a été discuté tel qu'il aurait dû l'être ; or ce système n'offre aucune garantie sérieuse, il faut en finir.

L'honorable M. **Turcotte**.—Si je suggère de renvoyer ce projet de loi au comité de législation, ce n'est que dans le but d'en faire faire une étude complète et approfondie. Quand cette étude aura été faite et que le projet aura été modifié suivant les vues du comité, le Gouvernement verra alors ce qu'il aura à faire. Il s'agit d'une question humanitaire et non pas politique, il s'agit de protéger l'enfance exposée aux dangers de l'ivrognerie. Or en ce moment nous nous demandons quel est le meilleur moyen d'y arriver. On dit qu'il y a du bon dans ce projet de loi. Pourquoi ne pas mûrir l'idée qui a inspiré ce projet de légis-

tion ? Comme l'a dit l'honorable député de Gaspé, je crois qu'il faudrait faire une distinction quant à l'âge du mineur ; là dessus je suis prêt à rencontrer l'honorable député, mais nous ne sommes pas pour prendre inutilement le temps de la Chambre pour discuter cette question, qui, après tout, quelque importante qu'elle soit, n'est qu'un détail.

L'honorable M. **Taillon**.—L'intention est bonne . . . mais c'est tout ce qu'il y a de bon dans ce projet.

L'honorable M. **Turcotte**.—Si l'intention est bonne, comme l'admet l'honorable chef de l'opposition, je trouve que c'est déjà beaucoup. Quant à ce qu'il y a d'inacceptable, l'étude que le comité fera de ce projet de loi nous permettra d'y remédier.

L'honorable M. **Taillon**.—C'est inutile, vous n'atteindrez pas votre but. Vous placez le père entre le sentiment du devoir, et le fait qu'il pourra être exposé à payer l'amende pour son enfant. Si ce père est pauvre il se dira : je n'ai pas les moyens de payer, et comme je ne veux pas que mon enfant aille en prison, je ne dénoncerai pas l'aubergiste coupable. Vous mettez donc cet homme dans la pénible position de ne pas surveiller l'éducation de son enfant, d'une manière pratique au moins.

L'honorable M. **Turcotte**.—J'avoue que c'est une objection grave celle-là, mais on y a déjà répondu. Ainsi on a suggéré d'assimiler ce cas à celui d'un témoin, qui, au cours d'une enquête sur une pétition d'élection refuse de répondre parce qu'il pourrait s'incriminer.

C'est un cas exceptionnel que celui que suppose l'honorable chef de l'opposition, mais il faut bien admettre aussi que ce n'est qu'un cas isolé. Le comité pourra y voir, et nous tâcherons tous ensemble de faire une loi qui accordera la plus grande protection possible aux mineurs.

L'honorable M. **Lynch**—*député de Brome*.—Ce projet de loi déclare ce qui suit : “ Tout mineur qui se fait délivrer des boissons enivrantes dans une auberge, un restaurant, une taverne dans les mines, une buvette de bateau à vapeur ou un buffet de chemin de fer, est passible, pour chaque offense, d'une amende, n'excédant pas vingt piastres, et à défaut de paiement, d'un emprisonnement n'excédant pas quinze jours.” Or j'attire votre attention, M. le Président, sur l'article 41 du règlement de cette Chambre :

“ Un *bill* demandant la construction de travaux publics, l'octroi d'une somme de deniers, ou pourvoyant à un objet nécessitant un crédit permanent ou l'imposition d'une charge permanente sur le peuple, ou à la remise par décharge ou composition d'une somme de deniers dus à la couronne ou à la concession d'une propriété de la couronne, ou autorisant un emprunt, sur le crédit de la Province, ne peut être présenté tant que la proposition qu'il comporte n'a pas été préalablement examinée en comité général et acceptée par la Chambre.

“ Les *bills* dans lesquels l'application d'une somme de deniers peut être incidemment nécessaire, sont présentés avec les clauses relatives aux deniers imprimés en italique. Ces clauses sont examinées en comité général, sous forme de résolutions ; si elles sont acceptées par la Chambre, elles sont renvoyées au comité général saisi du *bill*. ”

Or je prétends, fondé sur cet article que ce projet de loi, est irrégulièrement présenté à la Chambre, et qu'il ne peut être l'objet de nos délibérations.

M. le **Président**.—L'objection de l'honorable député est celle-ci ; il faudrait que ce projet de loi serait précédé de résolutions pour que la Chambre en soit régulièrement saisie. Je ne suis pas prêt à donner ma décision maintenant, j'espère que la Chambre voudra bien me permettre d'étudier

la question car il s'agit d'un cas où l'application du règlement est assez difficile à faire.

La discussion se trouve par là même ajournée.

CONSTITUTION PAR LETTRES PATENTES DES COMPAGNIES
DE CHEMIN DE FER.

L'ordre du jour appelle la seconde délibération sur le projet de loi pour modifier les articles 4,653, 4,696 des statuts refondus de la Province de Québec.

L'honorable M. **Mercier**—*député de Saint-Hyacinthe, premier ministre et président du conseil exécutif.* — J'ai l'honneur de proposer que ce projet de loi soit maintenant adopté en deuxième délibération.

Je propose de modifier deux clauses de la loi concernant la constitution légale des compagnies à fonds social. Cette loi contient une exception qui nous arrête à chaque instant. Je désire donner au Lieutenant Gouverneur en conseil le pouvoir de constituer légalement toutes les compagnies pour des fins provinciales. Pour cela il ne s'agit que de faire disparaître les mots " les compagnies d'assurance et de chemins de fer."

L'honorable M. **Lynch**—*député de Brome.*—Est-ce que cette loi donnera au Gouvernement le droit de constituer des compagnies de chemin de fer?

L'honorable M. **Mercier.** — Oui. Je viens de parler des inconvénients de la loi actuelle; je vais vous en donner un exemple. Prenez le chemin de fer de Témiscamingue, il a fallu passer par toute la longue et ennuyeuse procédure usitée, pour avoir une charte pour ce petit bout de chemin de fer.

L'honorable M. **Lynch.** — Si vous ne compreniez dans votre loi, que les chemins de fer subventionnés par la Province, j'y verrais peut être moins d'objection. Mais vous

demandez un pouvoir général qui s'appliquera indistinctement à toutes les compagnies. C'est donc tout à fait différent.

L'honorable M. **Mercier**.—L'honorable député dit que si nous ne comprenions que les chemins de fer subventionnés, il y aurait moins d'objection à adopter ce projet de loi. Comment pourrions-nous le savoir, car une compagnie ne demande à être subventionnée qu'après son organisation définitive, et l'octroi d'une subvention est du ressort exclusif de la Chambre qui peut la refuser ou l'accorder selon qu'elle le juge à propos. Je ne vois pas d'objection sérieuse qui puisse engager la Chambre à rejeter ma proposition.

On sait ce qui est arrivé à Manitoba. Comment et pourquoi les autorités fédérales ont-elles désavoué une charte de compagnie de chemin de fer ? Ne sait-on pas que ces autorités ont désavoué cette charte parce que l'on craignait que l'entreprise dont cette compagnie s'était chargée pourrait nuire aux intérêts du Pacifique. Ce conflit en matière aussi grave nous donne la mesure de l'importance que nous devons attacher à la protection de nos droits comme Province. Il faut être bien fort pour soutenir la lutte terrible qui est déjà engagée et dont la vigueur ne fera que s'accroître avec le temps, si nous voulons conserver intacte l'autonomie provinciale.

Quant à ce qui regarde le côté purement provincial, pour ainsi dire, de cette mesure, je ne doute pas que les grandes compagnies préféreront toujours s'adresser directement à la Législature.

Mais j'en reviens à l'autre aspect de la question ; je suppose que le Gouvernement fédéral pour une raison ou pour une autre, désavoue une loi qui autorise la construction d'une certaine voie ferrée qui, dans l'opinion de cette Législature, sera dans l'intérêt général de la Province. Si nous ne changeons pas la loi, comme j'ai l'honneur de le proposer, il nous faudra attendre à la session suivante pour

faire revivre la chartre, ainsi mise de côté par le désaveu. Tandis que si le pouvoir, que je demande, est accordé au Lieutenant Gouverneur en conseil, le point peut être réglé immédiatement par un simple arrêté, et par là même on sauvera un temps très précieux.

A l'heure qu'il est nous pouvons constituer légalement des compagnies ayant un capital de plusieurs millions, le fait est qu'il n'y a pas sous ce rapport, de limites de fixées ; ces compagnies peuvent posséder les trois-quarts de la Province, et cependant, nous ne pouvons autoriser une compagnie à construire le moindre petit bout de chemin de fer, quand nous pouvons donner l'existence légale à des associations de l'importance de celles dont je viens de parler. Je considère cette mesure comme très importante pour la Province. Je désire que la loi soit ainsi modifiée afin que le Gouvernement puisse, à tout moment, être en état de protéger l'intérêt public quand cela sera nécessaire.

L'honorable M. **Taillon**—*député de Montcalm, chef de l'opposition.*—L'honorable premier ministre a eu l'occasion, comme il le dit, d'étudier la législation de toutes les autres Provinces sur ce sujet, avantage que nous n'avons pas eu pour la bonne raison que nous ne prévoyions pas, que nous ne pouvions pas prévoir que cette étude pourrait nous être d'une utilité pratique. Comme c'est un projet de loi qui mérite une discussion sérieuse, nous ne pouvons pas la faire sans avoir eu l'occasion d'étudier, nous aussi, les lois des autres Provinces sur le même sujet. Pour cette raison, je demanderai à l'honorable premier ministre de ne pas insister pour que nous commencions cette délibération ce soir.

Il s'agit de la seconde lecture et comme l'adoption du principe se trouve par là même directement en jeu, il importe beaucoup pour nous que la proposition soit ajournée à une autre séance.

L'honorable M. **Mercier**.—Je me rendrai avec plaisir à la demande de mon honorable ami. Comme il s'agit de la seconde lecture il n'y a pas de doute, conséquemment, que l'adoption de ma proposition entraîne l'adoption du principe de cette mesure.

Je demande, M. le Président, afin d'éviter des entrées inutiles dans le procès-verbal, que ma proposition soit considérée comme non-avenue.

La proposition est, en conséquence, considérée comme non-avenue.

Le projet de loi pour modifier la loi des chemins de fer est adopté en deuxième délibération et renvoyé au comité de législation.

Deux projets de loi pour modifier le code municipal sont adoptés en deuxième délibération et renvoyés au comité spécial du code municipal.

Le projet de loi concernant la protection des bois contre le feu, est examiné en comité général et rapporté à la Chambre.

La troisième délibération est renvoyée à demain.

La séance est levée.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE

Séance du mardi, le 29 janvier 1889.

SOMMAIRE :—Incident à propos d'un écrit publié dans *La Presse*, au sujet de la discussion soulevée à propos de l'abolition de la cour de circuit à Chapeau, dans le comté de Pontiac.—**MM.** Turcotte, Nantel, Mercier et Blanchet.—Troisième délibération sur le projet de loi concernant la protection des bois contre le feu ; **MM.** Taillon, Duhamel et Deschêrne (Témiscouata).—Explications incidentes sur la distribution de la somme votée en règlement de la question des biens des Jésuites :—**MM.** Lynch, Mercier et Gagnon.—Suite de la discussion sur les diverses propositions relatives à la loi sur les terres publiques et en particulier à la clause accordant aux porteurs de licences, un délai de trente mois pour couper le bois marchand sur les lots concédés aux colons :—**MM.** Lynch et Mercier.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. F. G. MARCHAND.

La séance est ouverte à trois heures et vingt-cinq minutes.

L'APPRÉCIATION DE " LA PRESSE " SUR LE DÉBAT A PROPOS
DE L'ABOLITION DE LA COUR DE CIRCUIT A CHAPEAU.

L'honorable M. **Turcotte**—*député de Trois-Rivières, procureur général*.—M. le Président, vous me rendrez, ainsi que tous mes honorables collègues, j'en suis certain, le témoignage que je n'ai pas pour habitude de prendre souvent le temps de la Chambre pour discuter ou pour me plaindre des dires des journaux, cependant il est des cas où il est impossible de garder le silence. Si je relève la fausseté de l'écrit dont je vais donner lecture, c'est aussi dans l'intérêt de la dignité de la Chambre particulièrement outragée par le sans gêne injurieux avec lequel on parle de ses délibération, et le faux jour sous lequel on les représente devant le public. Je me permettrai, pour ces raisons, d'attirer l'atten-

tion sur l'écrit suivant que je trouve dans *La Presse* de Montréal, numéro du 24 janvier courant :

“ M. Poupore a attiré l'attention de la Chambre l'autre jour sur le fait que le Gouvernement avait décidé d'abolir la cour de circuit de Chapeau. M. Poupore a fait voir la légèreté avec laquelle le procureur général vient de priver de son unique tribunal de juridiction supérieure, une région très importante dont les habitants devront parcourir d'immenses distances pour pouvoir arriver à la décision de leurs procès.”

“ M. Turcotte a avoué qu'il ne connaissait pas trop l'affaire et qu'il y verrait !! Ne pas oublier que cette matière dépend du ministère du procureur général.”

Il y a autant de faussetés qu'il y a de lignes dans cet écrit. Je ne sais si je suis assez peu doué pour ne pas me faire comprendre quand je parle, mais il me semble — et j'en appelle ici au témoignage de n'importe lequel de mes honorables collègues — que je me suis exprimé bien clairement à l'occasion du débat dans lequel on m'attribue un rôle si peu digne de la position que j'ai l'honneur d'occuper. J'ai dit bien explicitement que le Gouvernement avait aboli dès le 14 décembre dernier, la cour de circuit à Chapeau, et cela à la demande de tous les avocats et du juge de ce district judiciaire. J'ai dit aussi que j'étais sous l'impression que l'honorable député de Pontiac avait été consulté lorsque cette demande m'avait été transmise, et comme je n'avais reçu de lui aucune protestation quelconque, j'en avais conclu qu'il donnait son consentement à l'abolition de cette cour. Je n'ai donc pas traité la question à la légère. Au contraire, le Gouvernement n'a agi qu'après avoir reçu la requête du barreau d'Ottawa, confirmée par l'honorable juge Würtele. Lorsque cette question a été discutée l'autre jour, je n'avais pas sous la main copie de cette requête, mais je

profiterais de cette occasion pour en faire part à la Chambre.
La voici :

“ A l'honorable procureur général de la Province de
“ Québec : — Les soussignés requérants exposent respec-
“ tueusement :

“ Qu'ils pratiquent comme avocats dans le district d'Ot-
“ tawa et dans le comté de Pontiac ;

“ Qu'il y a dans le dit comté de Pontiac deux cours de
“ circuit, l'une siégeant à Portage du Fort et l'autre au vil-
“ lage de Chapeau, toutes deux ayant juridiction concu-
“ rente pour le dit comté ;

“ Que la dite cour de circuit à Chapeau est devenue pres-
“ qu'inutile, tandis que les affaires à la cour de circuit à
“ Portage du Fort ont constamment augmenté, pendant que
“ celles de la cour à Chapeau diminuaient, comme cela
“ appert d'après les rapports des dites cours pour les trois ou
“ quatre dernières années.

“ Que, de plus, la cour des magistrats de district siége au
“ village de Chapeau cinq fois par année, ce qui est suffi-
“ sant pour rencontrer les besoins de la justice dans cette
“ partie du comté ; ainsi les séances de la cour de circuit à
“ Chapeau ne dureraient pas plus que deux heures lors des
“ deux ou trois derniers termes, tandis que celles de la cour
“ à Portage du Fort se sont continuées jour et nuit pendant
“ toute une semaine, démontrant par là même l'importance
“ de la dernière cour et l'inutilité de la première.

“ Que s'il s'élevait une contestation importante dans cette
“ partie du comté, les parties intéressées pourraient partir
“ de là le matin et arriver à Portage du Fort avant midi, en
“ temps pour l'audience de la cour, ce qui n'entraînerait
“ aucun déni de justice sérieux, pendant que les avocats pra-
“ tiquant à Aylmer, qui suivent la cour à Portage du Fort,
“ ne suivent pas la cour à Chapeau, par suite des inconvé-

" nients que ce voyage occasionne et au peu d'affaires qu'il
" y a.

" En conséquence vos pétitionnaires demandent humble-
" ment que vous vouliez bien prendre les mesures néces-
" saires pour abolir la dite cour de circuit au village de
" Chapeau, et augmenter le nombre des termes de la dite
" cour de circuit à Portage du Fort, de trois à quatre termes
" par année, la date du terme additionnel devant être fixée
" à la discrétion et au bon plaisir du juge président.

" Et vos pétitionnaires ne cesseront de prier.

" Portage du Fort, 30 juin 1888.

" (Signé). Allen B. C. L., Thomas Foran, W. R. Kenney,
" A. Rochon, M. P. P. ; D. R. Barry, T. J. O. Grondin,
" J. A. Beaudry, J. E. Bauset, L. M. Champagne, J. M.
" McDougall, Henry Aylen et Asa Gordon.

" Il y a réellement si peu d'affaires à la cour de circuit à
" Chapeau, que je crois qu'elle pourrait être abolie sans
" dommage ni inconvénient pour la population de la partie
" supérieure du comté de Pontiac.

" Aylmer, 21 septembre 1888. .

" (Signé), J. WÜRTELE, J. C. S."

Voilà, M. le Président, sur quoi je me suis appuyé pour
demander au cabinet de décréter l'abolition de cette cour.
Puis-je donner une meilleure preuve que je connaissais la
question et que je n'ai pas agi à la légère. En face de ce
document, que devient l'accusation de *La Presse*? . . .

L'autre jour j'ai dit que les objections formulées par
l'honorable député de Pontiac avaient toutes et chacune
d'elles leur réponse dans la requête sur laquelle j'avais basé
ma décision. On a maintenant la preuve, dans ce que je viens
de lire, si mon affirmation était oui ou non fondée.

Je ne connais pas, naturellement, le nom de celui qui a écrit cela dans *La Presse*. Je ne sais s'il a agi de mauvaise foi ou s'il est trop sourd pour entendre ce qui se dit en Chambre, ou encore, s'il n'a pas assez d'intelligence pour comprendre les explications qui y sont données, dans tous les cas, ce qu'il a écrit là sont des mensonges et l'honorable député de Pontiac a admis lui-même que la demande dont je parlais et dont je viens de mettre le texte même devant la Chambre, m'avait été faite. Cette attaque contre moi est non-seulement fausse, mais elle est même ridicule. Ce sont autant de sottises qui font apparaître leur auteur sous un jour bien peu favorable vis-à-vis du public intelligent.

Au lieu de chercher, par le mensonge, à rabaisser la dignité de cette Chambre, et à détruire le respect que l'on doit avoir pour ses délibérations, on ferait bien mieux de suivre la ligne de conduite du *Journal de Québec*, qui, avec une courtoisie de fond et de forme qui lui fait honneur, apprécie comme suit nos travaux et la manière dont nous conduisons nos délibérations :

“ Il est à remarquer que les discussions qui ont été faites
“ jusqu'à présent ont été en général très dignes, et quelles
“ ont été tenues à un niveau élevé. Il semble que les
“ députés aiment à mettre plus de science dans leurs
“ discours, à les préparer avec plus de soin encore que dans
“ le passé.

“ Le fait mérite d'être noté, car il n'est pas sans importance. On a dit parfois que nous avions trop de Gouvernements, et qu'il ne nous était pas possible d'avoir, dans toutes nos Chambres, les hommes dont nous aurions besoin.

“ Les partisans de l'union législative ont souvent invoqué cet argument. L'événement ne paraît pas, néanmoins, leur donner raison, et nos Législatures ont pu subir, sans trop de désavantage, des comparaisons avec d'autres corps

“ législatifs beaucoup plus en vue. Il est bon que la députation provinciale prouve qu'elle est à la hauteur de la tâche qui lui incombe d'après notre constitution.”

M. le Président, j'ai droit au respect de mes honorables collègues, et tous ceux qui m'ont fait l'honneur de m'écouter l'autre jour savent que l'écrit de *La Presse* est faux et mensonger. J'espère que l'auteur de ces lignes, s'il n'était pas sourd ou de mauvaise foi, s'empressera de rectifier et qu'on ne reviendra pas à la charge avec de telles accusations.

M. Nantel—*député de Terrebonne*.—M. le Président...

M. le **Président**.—... L'ordre du jour...

L'honorable M. **Mercier**—*député de Saint-Hyacinthe, premier ministre et président du conseil exécutif*.—J'espère, M. le Président, qu'on va permettre à l'honorable député de Terrebonne de donner des explications, car on sait qu'il est intimement lié avec la rédaction de *La Presse*.

M. Nantel. — Cela me regarde assez directement, je l'admets... C'est là une matière d'appréciation et non de faits. L'honorable procureur général peut croire qu'il a bien agi et que sa conduite a été basée sur des raisons sérieuses, mais d'autres peuvent croire le contraire. La preuve que l'honorable procureur général n'a pas pris toutes les précautions qu'il aurait dû prendre, c'est qu'il vient de nous dire qu'il croyait que mon honorable ami le député de Pontiac savait la chose, tandis qu'il en ignorait le premier mot, avant que cette abolition de la cour de circuit à Chapeau fut devenu un fait accompli. Or il me semble que le moins que l'honorable procureur général aurait pu faire, c'était d'être de consulter le représentant du comté intéressé. Je crois que dans des cas de ce genre, on devrait, au préalable, consulter le député intéressé. Je puis me tromper à tout événement, c'est mon opinion, et j'ai droit de l'exprimer dans un journal. Je ne dis pas que c'est moi qui ai écrit

l'entrefilet incriminé, seulement je prétends que j'ai le droit de dire ce que je pense, dans un journal, de tel ou tel fait qui se passe devant cette Chambre.

L'honorable procureur général se chagrine parce que *La Presse* a dit qu'il avait agi avec légèreté et il prétend que c'est faux. Mais la preuve que cette accusation est fondée au moins en bonne partie, c'est qu'il a admis lui-même qu'il ignorait qu'il y avait une bâtisse convenable pour loger la cour de circuit à Chapeau. Voilà des faits très importants dans une question qui n'est pas excessivement importante en elle-même.

Je crois que l'honorable procureur général se trompe lorsqu'il dit que cet écrit est entièrement faux. Il n'est ni injuste ni mensonger; c'est tout simplement une matière d'appréciation. De plus, en insultant les journaux, dont la tâche est déjà assez pénible, l'honorable procureur général ne prouvera pas qu'il agit toujours avec réflexion.

L'honorable M. **Mercier**—*député de Saint-Hyacinthe, premier ministre et président du conseil exécutif.*— M. le Président, je crois qu'il n'y a pas un homme qui respecte plus que mon honorable ami le procureur général, la liberté de la presse, et le dernier reproche que l'on devrait lui faire c'est qu'il songe à la restreindre en quoique ce soit. S'il a pris la parole, ce n'est que pour relever une assertion fausse d'un certain journal, et non pas pour nier à la presse le droit qu'elle possède d'apprécier la conduite des hommes publics.

L'honorable député de Terrebonne, qui, évidemment, est l'auteur de cet écrit, cela saute aux yeux des moins clairvoyants, vient nous dire qu'il n'y a là que des appréciations. Je ne suis pas de son opinion.

L'honorable député de Pontiac a admis lui-même que l'honorable procureur général avait agi de bonne foi, et qu'il avait été induit en erreur. Mais quant à dire que

mon honorable collègue avait agi à la légère, qu'il ne connaissait pas le premier mot de la question avant qu'elle eût été soulevée ici par l'honorable député de Pontiac, il y a toute la différence du monde, et personne ne peut nier que ce sont là autant d'affirmations fausses et mensongères.

Il n'entre pas dans l'intention de l'honorable procureur général, ni d'aucun de mes autres collègues ou de moi-même, de nuire en quoi que ce soit à la liberté de la presse. Que les journaux nous critiquent tant qu'ils le voudront, nous les laisserons faire en toute liberté, mais au moins qu'ils respectent les lois de la vérité, sinon de la charité chrétienne. C'est là tout ce que nous demandons.

L'honorable M. **Blanchet** — *député de Beauce*. — M. le Président, je ne prends pas la parole pour justifier ou critiquer l'écrit relevé par l'honorable procureur général, mais je désire attirer l'attention sur un autre point. Il ressort de cette discussion que dans une question, qui ne regarde pas la politique, mais seulement la bonne administration de la justice, le député du comté intéressé n'a pas même été consulté. Quand il s'agit de la distribution des fonds votés pour la colonisation, je comprends que le cas est différent, mais on ne peut invoquer ici les mêmes raisons. Dans le cas de l'abolition de la cour de circuit à Chapeau, dans le comté de Pontiac, ni les citoyens, ni le député de ce comté n'ont été consultés. Je dis que c'est une conduite qui n'est pas conforme à la tradition suivie jusqu'à présent et qu'il importe beaucoup qu'elle ne se perpétue pas à l'avenir.

L'incident est clos.

LA DISTRIBUTION DES FONDS VOTÉS EN RAPPORT AVEC LE
RÉGLEMENT DE LA QUESTION DES BIENS DES
JÉSUITES.

L'honorable M. **Lynch** — *député de Brome*. — M. le Président, puis-je nous en sommes sur les incidents, il vaut

autant en épuiser immédiatement la liste. Je désirerais savoir où en est rendue la distribution des fonds votés en règlement de la question des biens des Jésuites ? Le Gouvernement serait-il assez bon de nous dire où en est cette question ? Je comprends qu'il ne peut plus y avoir la moindre raison de retarder la mise en opération des mesures à prendre à ce sujet, après la signification faite par les autorités fédérales qu'elles ne se proposaient pas de désavouer la loi passée à la dernière session de cette Législature.

L'honorable M. **Mercier**—*député de Saint-Hyacinthe, premier ministre et président du conseil exécutif.*—M. le Président, c'est avec plaisir que je me rends à l'invitation de l'honorable député, de faire connaître à la Chambre, ce qui a été fait jusqu'ici au sujet de la loi adoptée à la dernière session.

Nous avons écrit à M. Rexford, secrétaire du comité protestant du conseil de l'instruction publique, pour ce qui regarde la somme de \$60,000 mise à la disposition de ce comité ; nous avons aussi écrit à Son Eminence le Cardinal Siméoni à Rome, au révérend Père Turgeon, en qualité de procureur de Sa Sainteté le Pape, et à Son Eminence le Cardinal Taschereau, les informant de la décision prise par les autorités fédérales quant à ce qui concerne l'exercice du pouvoir de désaveu à l'égard de cette loi. Nous les avons aussi informés que le Gouvernement était prêt à recevoir les instructions qu'ils voudraient bien nous transmettre quant à la distribution ou à l'emploi qui devra être fait de la somme de \$400,000 votée à la dernière session de cette Législature. Voilà tous les renseignements que je suis en état de donner pour le moment. Nous attendrons les réponses de ces autorités pour agir.

L'honorable M. **Gagnon** — *député de Kamouraska, secrétaire et registraire de la Province.*—Toutes les lettres ont été expédiées à l'exception de celle adressée à M.

Rexford, mais elle va être mise à la malle dans l'instant. Des ordres ont été donnés à cet effet.

L'incident est clos.

LA PROTECTION DES FORÊTS CONTRE LE FEU.

L'ordre du jour appelle la troisième délibération sur le projet de loi concernant la protection des forêts contre le feu.

L'honorable M. **Duhamel**—*député d'Iberville, commissaire des terres de la couronne*.—J'ai l'honneur de proposer que ce projet de loi soit maintenant adopté en troisième délibération.

L'honorable M. **Taillon**—*député de Montcalm, chef de l'opposition*.—Le Gouvernement peut-il nous dire comment ce nouveau service va coûter ?

L'honorable M. **Duhamel**.—J'ai déjà eu l'occasion de dire à la Chambre que je ne croyais pas que nous serions obligés de faire des nominations nouvelles, c'est-à-dire, que j'ai lieu de croire, d'après les renseignements que j'ai recueillis des meilleures sources possible, que nous n'encourons pas de dépenses additionnelles au moins pour un chiffre appréciable. Nous croyons que nous pourrons, au moins pour commencer, faire l'affaire avec le personnel de gardes forestiers que nous avons. Cependant je ne voudrais pas mettre la Chambre sous une fausse impression, et l'engager à croire que nous ne dépenserons pas un sou ; ainsi il n'y a pas de doute qu'il faudra faire quelques dépenses.

Quant au principe de ce projet de loi, c'est, au fond, la même législation que celle qui a été votée à la demande de l'ancien Gouvernement. Nous demanderons l'autorisation de dépenser \$5,000 c'est-à-dire, la même somme qui a déjà été votée, sous les administrations précédentes. Le seul changement que nous avons fait a été de rendre obligatoire

la participation des marchands de bois quant à ce qui concerne le paiement de la moitié des frais qu'entraînera la mise en vigueur d'un système efficace de protection pour nos forêts. On sait que par l'ancienne loi, les marchands de bois n'étaient pas obligés de défrayer une partie de cette dépense. Au reste nous avons suivi en cela, la suggestion faite par l'honorable député de Pontiac, et ce qui semblait être aussi le désir de l'honorable député de Brome lui-même.

M. Deschênes—*député de Témiscouata*. — Comment obliger les marchands de bois à contribuer au maintien de ce service ? Quand le colon met le feu à ses abatis dans le temps fixé par la loi, comment pouvez-vous obliger les marchands de bois à payer pour la protection des forêts contre les ravages que ces feux pourront y faire ?

L'honorable **M. Duhamel**. — Mais c'est précisément pour ces cas là que nous payons la moitié des frais, autrement le Gouvernement n'aurait guère à y voir.

M. Deschênes.—Comment arrêterez-vous les progrès d'un incendie, quand il aura pris des proportions considérables ?...

L'honorable **M. Duhamel**.—Il n'y a pas seulement que les colons qui mettent le feu dans les bois ; il y a aussi les marchands, ou en général ceux qui exploitent la forêt. Il faut aussi compter avec les chasseurs. Ces gens qui parcourent la forêt, qui y font du feu pour cuire leurs aliments ou dans tout autre but, sont une source de grands dangers.

D'après l'ancienne loi, si le service qu'elle créait, avait été organisé et si les marchands de bois avaient consenti à mettre le Gouvernement en position d'exécuter sa loi, l'argent qui avait été voté au lieu de retomber dans le trésor à l'expiration de l'exercice, aurait été dépensé. Cette année, au lieu de mettre toutes ces dépenses à la charge des marchands de bois, nous nous obligeons d'en payer la moitié.

L'honorable **M. Taillon**.—L'honorable commissaire des terres vient de nous dire qu'il y aura un crédit spécial dans le budget pour faire face aux dépenses que cette loi va entraîner. Je réserverai donc mes remarques sur ce sujet lorsque le budget nous sera soumis.

Le projet de loi est définitivement adopté dans les formes réglementaires.

LES COLONS ET LE DÉLAI DE TRENTE MOIS ACCORDÉ AUX
MARCHANDS DE BOIS.

L'ordre du jour appelle la suite de la discussion sur les propositions concernant le projet de loi pour modifier les lois relatives aux terres publiques et au délai de trente mois accordé aux porteurs de licence pour couper le bois sur les lots concédés pour les fins de la colonisation.

La proposition suivante de l'honorable M. Pelletier est mise aux voix :

Que tous les mots après que dans l'amendement soient retranchés et remplacés par les suivants : que tout en concourant dans le rapport du comité général, cette Chambre espère que, quand un essai loyal aura été fait de la loi actuelle, le Gouvernement fera retrancher l'article 1343 des statuts refondus de la Province de Québec, s'il est démontré que les colons en souffrent ou qu'il entrave la colonisation.

Ont voté pour : MM. Bazinet, Bisson, Boyer, Cardin, David, Déchène (de l'Islet), de Grosbois, Dumais, Duhamel, Forest, Gagnon, Girouard, Gladu, Lafontaine, Laliberté, Lareau, Lemieux, Legris, Lussier, Martin (de Rimouski), Mercier, Morin, Murphy, Pelletier, Pilon, Rhodes, Rinfret, Robidoux, Rocheleau, Shehyn, Sylvestre, Tessier, Trudel et Turcotte.—34—

Ont voté contre : MM. Beauchamp, Blanchet, Casgrain, Deschênes (de Témiscouata), Desjardins, Duplessis, Faucher de St-Maurice, Flynn, Hall, Lapointe, Lych, Martin (de Bonaventure), McIntosh, Nantel, Robertson, Spencer, Taillon et Tourigny.—r8.

L'Assemblée législative a adopté.

La proposition de M. Picard ainsi modifiée est mise aux voix.

L'honorable M. **Lynch**—*député de Brome*. — M. le Président, je manquerais à mon devoir, si je ne prenais pas part à ce débat. Il a été signalé par un incident qui lui donne un caractère exceptionnel, et qui a donné à cette discussion un intérêt tout particulier. Cet incident, tout le monde, j'en suis certain, le déplore, et personne ne le regrette plus que moi.

L'autre jour, emporté, j'aime à le croire, par la chaleur du débat et aussi peut-être dans une large mesure, par la vivacité de son tempérament, l'honorable secrétaire de la Province a prononcé des paroles regrettables à tous égards. J'aime à croire qu'elles ne lui ont pas été inspirées par la réflexion ni par l'intention de me blesser personnellement. Il a dit que j'étais, comme je le suis encore du reste, un Anglais et un protestant, et que comme tel, les Canadiens-Français et les catholiques ne pouvaient obtenir de moi, la justice à laquelle ils avaient droit. C'est la première fois, M. le Président, que j'entends dire dans une assemblée délibérative comme celle-ci, qu'on ne peut être Anglais et protestant sans qu'immédiatement on soit soupçonné de partialité à l'égard de ceux qui ne sont ni Anglais ni protestant. Depuis un grand nombre d'années, deux nationalités ayant des croyances religieuses différentes vivent côte à côte sur cette terre du Canada sans que jamais les hommes publics de l'une ou l'autre nationalité aient fait appel aux sentiments ou aux préjugés de race ou de religion. C'est

grâce à cette prudente conduite, à cette sagesse de nos hommes d'Etat que nous devons, d'avoir vécu si longtemps dans une paix aussi profonde et que nous avons de marcher d'un pas assuré dans la voie du progrès et de la réalisation de nos espérances de grandeur et de gloire futures.

Heureusement nous n'avons jamais entendu de ces appels aux passions ; mais sommes-nous donc rendus à l'heure où, oubliant les leçons du passé, mettant de côté les enseignements de l'histoire et de l'expérience, nous devons avoir à lutter sur un terrain aussi brûlant que celui-là ? Jusqu'ici je me plais à le reconnaître, la majorité de cette Province s'est montrée sympathique et généreuse envers la minorité anglaise et protestante.

(Ici l'orateur est pris d'une subite indisposition, et il est forcé pendant quelques instants d'interrompre son discours).

M. le Président, je me vois forcé de solliciter l'indulgence de cette Chambre et de lui demander de bien vouloir me permettre de proposer l'ajournement du débat. Mes forces trahissent ma volonté, et je ne me sens pas capable de continuer mes remarques.

J'ai donc l'honneur de proposer que le débat soit ajourné.

L'honorable M. **Mercier**—*député de Saint-Hyacinthe, premier ministre et président du conseil exécutif.*— Nous n'avons pas d'objection à accorder l'ajournement du débat, mais comme je n'étais pas présent lorsque l'honorable député a parlé, il me permettra bien de lui demander quelle est la raison qui l'engage à faire cette proposition.

L'honorable M. **Lynch**.—Ce sont des raisons personnelles...

L'honorable M. **Mercier**.—Oh ! très bien alors...

L'honorable M. **Gagnon**—*député de Kamouraska, secrétaire et registraire de la Province.*—Accordé avec plaisir.

L'honorable M. **Mercier**.—Si l'honorable député de Brome, veut reprendre son discours ce soir, nous y consentons volontiers.

Le débat est ajourné.

(L'honorable M. Lynch est transporté peu après, hors de l'enceinte de la Chambre, souffrant d'une syncope.)

Le projet de loi pour modifier les articles 1973 et 2010 des statuts refondus de la Province de Québec relatif à l'instruction publique est adopté en deuxième délibération.

LA TRAVERSE ENTRE QUÉBEC ET LÉVIS.

L'ordre du jour appelle la seconde délibération sur le projet de loi pour assurer une traverse régulière entre la cité de Québec et la ville de Lévis.

L'honorable M. **Pelletier** — *député de Dorchester*.— En l'absence de l'honorable député de Shefford, je propose que ce projet de loi soit maintenant adopté en deuxième délibération.

L'honorable M. **Taillon**—*député de Montcalm, chef de l'opposition*.—De quoi s'agit-il dans ce projet de loi. . .

L'honorable M. **Pelletier**.—C'est pour la traverse entre Québec et Lévis.

L'honorable M. **Taillon**.—Je n'ai pas eu le temps de le lire.

Je demande que cette proposition ne soit adoptée que sur division.

La proposition est adoptée sur division.

La séance est levée.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE

Séance du mercredi, le 30 janvier 1889.

SOMMAIRE :—Dépôt de projets de loi.—Délibération et rappel au règlement sur le projet de loi pour assurer une traverse régulière (ferry) entre la cité de Québec et la ville de Lévis : MM. Tessier, Gagnon, Murphy, Polletier, Flynn, Duhamel, Lemieux, Déchêne (l'Islet), Casgrain, de Grosbois, Faucher de Saint-Maurice et le Président.—Discussion sur le projet de loi pour modifier la loi des licences en ce qui concerne les mineurs : MM. Taillon et le Président. Le projet est retiré.—Délibération sur le projet de loi pour modifier l'article 5905 des statuts refondus, en ce qui concerne la révision des jugements : MM. Robitoux et Blanchet.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. F. G. MARCHAND.

La séance est ouverte à trois heures et vingt minutes.

PROJET DE LOI POUR FAIRE DISPARAITRE CERTAINES
INHABILITÉS PROVENANT D'INFRACTIONS A LA
LOI ÉLECTORALE.

M. Lemieux—*député de Lévis*.—J'ai l'honneur de proposer qu'il me soit permis de déposer sur le bureau de la Chambre, un projet de loi pour faire disparaître certaines inhabilités provenant d'infractions à la loi électorale.

Plusieurs voix à gauche.—Ecoutez ! écoutez ! . . .

M. Lemieux.—Ce n'est que la reproduction de la loi adoptée en 1882.

Voix à droite.—Ecoutez ! Ecoutez ! . . .

L'honorable **M. Taillon**—*député de Montcalm, chef de l'opposition*.—C'est-à-dire que vous voulez tout simplement mettre de côté les condamnations des tribunaux, et réhabiliter vos amis frappés hier . . . Allez-y messieurs, faites main basse sur tout . . .

LA SAISIE DES SALAIRES DES EMPLOYÉS PUBLICS.

L'honorable M. **Lynch**—*député de Brome*.—J'ai l'honneur de proposer qu'il me soit permis de déposer sur le bureau de la Chambre, un projet de loi pour modifier la loi concernant la saisie des salaires des employés publics.

M. **Robidoux**—*député de Chateauguay*. — J'ai l'honneur de proposer qu'il me soit permis de déposer sur le bureau de la Chambre, un projet de loi pour abroger les articles 692, 693, 694, 695, 696, 697 et la sous-section 2 de l'article 5931, des statuts refondus, concernant la saisie du salaire des employés publics.

LES REGISTRES DE L'ÉTAT CIVIL.

L'honorable M. **Gagnon**—*député de Kamouraski, secrétaire et registraire de la Province*.—J'ai l'honneur de proposer qu'il me soit permis de déposer sur le bureau de la Chambre, un projet de loi, pour modifier certains articles du code civil, relatif aux registres de l'état civil.

Ce projet est la conséquence ou le complément naturel de l'autre projet de loi qui est devant la Chambre, relativement à la statistique des naissances, mariages et causes de décès. Avec la modification que je propose, la loi me donnera à l'avenir le droit de fournir à toutes les paroisses, les registres en formules imprimées d'avance, que l'on n'aura qu'à remplir.

Ces divers projets de loi sont adoptés en première délibération.

LA RÉOLUTION DU CONSEIL MUNICIPAL DE BELLECHASSE ET L'ACHAT DE GRAINS DE SEMENCE.

M. **Faucher de Saint-Maurice**—*député de Bellechasse*.—J'ai l'honneur de proposer qu'une adresse soit votée à Son Honneur le Lieutenant Gouverneur, le priant

de faire déposer sur le bureau de la Chambre, copie de la résolution passée à une session générale du conseil municipal du comté de Bellechasse, tenue à St. Michel le 12 décembre 1888, concluant à ce que le Gouvernement vienne en aide aux colons pauvres de St-Nérée, de St-Damien, de St-Cajétan d'Armagh, de Mailloux, de St-Magloire et de Buckland en leur accordant également les argents destinés à la colonisation et aux travaux publics ordinairement employés à la réparation des chemins, pour être employés à acheter des grains de semence.

M. le Président, je n'ai pas l'intention de revenir sur le débat qui a eu lieu l'autre jour, et au cours duquel l'honorable premier ministre s'est plu à rendre hommage au sens pratique et à l'excellence de la suggestion faite dans la résolution prise par le conseil municipal de ma division électorale.

Comme l'honorable premier ministre, je crois que la demande du comté de Bellechasse renferme une suggestion qui mérite d'être étudiée par la Chambre, et c'est là le seul motif qui m'engage à faire mettre ce document devant elle.

Cette proposition est adoptée.

A six heures la séance est suspendue jusqu'à huit heures.

LA TRAVERSE ENTRE QUÉBEC ET LÉVIS.

M. de Grosbois—*député de Shefford*.—J'ai l'honneur de proposer que la Chambre se forme maintenant en comité général pour examiner le projet de loi pour assurer une traverse régulière (ferry) entre la cité de Québec et la ville de Lévis.

M. Tessier — *député de Portneuf*. — M. le Président, avant d'adopter cette proposition, je crois que la Chambre doit se demander si ce projet de loi, dont on nous propose d'examiner les articles en comité général, est bien dans

l'ordre. Je crois qu'il me sera facile de vous démontrer, M. le Président, qu'il ne doit pas être l'objet d'une autre délibération parce que la procédure qui le concerne est entachée d'une irrégularité fatale à son adoption définitive, quand même il serait acceptable sous d'autres rapports, ce que je suis loin d'admettre.

Que dit l'article 2 de ce projet ? Il décrète :

“ 1. Nonobstant toutes loi à ce contraire et nonobstant
“ tout contrat, marché ou règlement intervenu entre la cité
“ de Québec ou la ville de Lévis et la dite “ The Quebec
“ and Levis Ferry Company,” il sera loisible à toute per-
“ sonne ou compagnie de tenir une ligne de bateaux à
“ vapeur pour le transport des personnes, chevaux, voitures,
“ animaux, marchandises et effets entre la cité de Québec
“ et la ville de Lévis.”

C'est donc un projet de loi qui, de sa nature, a le double caractère de la législation publique et particulière. Il est présenté comme législation publique uniquement, et c'est là ce qui en rend la procédure irrégulière, mais on ne peut pas prétendre qu'il n'affecte pas des intérêts particuliers, notamment ceux de la cité de Québec. En effet, vous verrez, M. le Président, que le privilège qu'on nous demande de supprimer non seulement pour l'avenir, mais même dans ses effets présents, quand ces effets prennent leur source dans des contrats légaux, vous verrez dis-je, que ce privilège a été conféré à la cité de Québec, par le Parlement du Canada-Uni. C'est par la 29 Victoria, chapitre 57,

Voici comment se lit cette clause :

“ Le conseil pourra aussi faire des règlements pour régler
“ menter les traverses ou passages et les passeurs sur le
“ fleuve St. Laurent entre la cité et tout lieu situé dans un
“ rayon de douze milles de la cité ; faire des tarifs de droit
“ de péage à être perçus et exigés par les dits passeurs ;
“ accorder des licences aux dits passeurs et exiger le taux

“ou la somme qui sera payée pour l'obtention de chaque
“licence, et l'époque où elle sera renouvelée chaque année,
“moitié de la somme devant appartenir à la dite corpora-
“tion, et l'autre moitié à la municipalité où aboutira le
“passage; et imposer une amende pour toute infraction
“aux dispositions de tel règlement. ”

Et le paragraphe suivant ajoute :

“ Mais rien n'empêche le dit conseil, s'il le trouve plus
“avantageux à la dite cité de faire un règlement pour auto-
“riser la vente et adjudication par encan public du droit
“exclusif de traverser les passagers; marchandises, animaux
“et objets quelconques entre la dite cité et la ville de
“Lévis, pendant un terme qui ne peut excéder neuf ans. . ”

Agissant en vertu du pouvoir que lui conférait cette loi, la cité de Québec a donné un contrat par lequel elle a accordé et garanti à une compagnie le droit exclusif de faire la traverse entre les deux rives. Ce droit exclusif ou monopole est sujet à des conditions onéreuses qui sont autant de garanties pour le public. Les deux corporations de Québec et de Lévis retirent un revenu fort considérable de cette source, en se divisant le montant que la compagnie concessionnaire paie pour l'exercice de ce droit exclusif de tenir cette traverse. Il n'y a donc pas de doute possible que les droits des deux corporations municipales peuvent être gravement affectés par ce projet de loi si jamais il était adopté dans sa forme et teneur actuelles. Pour suivre la vraie procédure, pour ne pas le voir tomber par défaut de forme, il faudrait donc que l'on suivrait à l'égard de ce projet de loi la procédure que la pratique parlementaire impose pour les projets de loi d'une nature mixte comme celui-ci. Il faudrait adopter cette procédure parce qu'elle seule permettrait aux corporations municipales de Québec et de Lévis de se faire entendre par leurs avocats, et qu'il ne serait pas juste de passer une telle législation, qui affecte si directe-

ment leurs intérêts sans leur donner l'occasion de plaider leur cause.

« Voyons, maintenant, quelles sont les avis des auteurs de droit parlementaire sur cette question. Je prends Bourinot, le meilleur traité au point de vue du droit parlementaire canadien, et voici ce que je trouve à la page 611 :

“ In the English House of Commons, there is a class of “ local bills, quasi private, distinguished as “ hybrid bills.” “ They are brought in, by order, as public bills, but their “ further progress is subject to the proof of compliance with “ the standing orders before the examiner, and to the pay- “ ment of fees. They are generally bills for carrying out “ national works, or relating to crown property, or other “ public works in which the Government is concerned or “ they sometimes deal with matters affecting the metropolis. “ The rules of the Canadian houses do not make any “ special provision for this class of bills. The Toronto “ Esplanade bill, just mentioned, would probably belong to “ this class, since the house found it necessary to refer it to “ a select committee, with a view to protect the private “ interests involved. In the cases where bills have affected “ both public and private interests, a different course has “ been followed. In the session of 1875, the premier (Mr. “ Mackenzie), moved for leave to introduce a public bill “ to rearrange the “ capital of the Northern Railway of “ Canada, to enable the said company to change the gauges “ of its railway, and to provide for the release of the Govern- “ ment lien on the road on certain conditions.” Objection “ having been taken that some of the provisions affected “ private interests and altered the powers of the company “ in very material points, the speaker decided that the bill “ ought to be withdrawn. Separate bills were subsequently “ passed by the house—one relating to the Government “ lien, was treated as a public bill, and the other, relating “ to the gauge and capital, as a private bill.”

A la page 613, je lis encore ce qui suit qui vient à l'appui de ma manière de voir :

" In 1880, the minister of justice introduced a bill to
" remove a difficulty that had arisen as to the title of the
" Quebec, Montreal, Ottawa and Occidental railway, which
" had been already the subject of dominion legislation. The
" Government of Quebec, by whom that road had been
" acquired, believed it to be necessary to obtain additional
" legislation from the Dominion Parliament with respect to
" that portion of the railway extending from Montreal to
" Quebec, just as it had been previously obtained in the
" case of the part between Montreal and Aylmer. Objection
" was taken, on the second reading, that the bill affected
" private interests, and the case of the Northern Railway bill
" was adduced as a precedent. The bill was then withdrawn.

M. le Président, il me semble que le principe émis par Bourinot, s'applique au cas qui est devant la Chambre. En conséquence, je vous prie de déclarer que ce projet de loi est hors d'ordre.

L'honorable M. **Gagnon** — *député de Kamouraska, secrétaire et registraire de la Province.* — M. le Président, l'honorable député de Portneuf aurait dû tout d'abord se demander si ce projet de loi est nécessaire au point de vue des intérêts publics. Or je crois qu'il ne peut y avoir là-dessus, le moindre doute : l'intérêt public requiert l'adoption d'une telle mesure. Elle décrète que le monopole cessera dès qu'elle sera adoptée, c'est-à-dire que la compagnie qui traite le public du haut de sa grandeur, ne sera plus la seule qui pourra tenir cette traverse. Voilà la question qui est devant la Chambre.

Je ne comprends pas l'objection que mon honorable ami vient de soulever. A tout événement je maintiens que ce projet de loi est constitutionnel et je puis démontrer que vous n'auriez pas, M. le Président, raison de le mettre de

côté comme on vous demande de le faire. En effet, par la constitution, les droits municipaux et de traverse nous sont accordés. La cité de Québec a accordé le monopole de la traverse entre les deux rives à une certaine compagnie. Pendant la saison d'été, le service qu'elle fait ne donne pas lieu à des plaintes, au moins en ce qui concerne le public voyageur de la partie est de la Province. Mais quand vient l'hiver, cette compagnie prend tous les moyens possibles pour empêcher qu'un pont de glace se forme devant la ville, et quand elle a réussi ainsi à mettre le public complètement à sa merci, elle fait le service entre les deux rives quand bon lui semble. On pousse l'insolence plus loin encore, et ses employés ne daignent pas même nous dire quand les bateaux traverseront. Il m'est arrivé d'être obligé de rester à Lévis quand il me fallait être ici pour des séances du cabinet.

Tous les comtés de la rive sud en bas ou vis-à-vis de Québec, sont intéressés dans cette question, tous veulent et ont droit d'avoir une bonne traverse. La côte nord elle-même a intérêt à ce que le service se fasse régulièrement. Je ne m'étendrai pas sur les raisons que je pourrais donner à l'appui de cette prétention, pour le moment, je ne veux répondre qu'à l'objection soulevée par l'honorable député de Portneuf.

M. le Président, il me suffira de citer la même autorité que lui pour faire voir qu'elle ne s'applique pas du tout. S'il s'agissait de modifier une loi générale dans l'intérêt particulier de certains individus, ce serait bien différent, mais tel n'est pas le cas ici. Et voici ce que dit Bourinot, page 609 :

"As a rule, it may be stated that when bills treat of matters
"of general policy, such as sanitary, or police, or commercial,
"or fiscal regulations, they may be considered as public
"measures. In fact, all bills affecting the general interests
"of the community, and involving considerations of public

" policy, are out of the category of private bills dealing with
" the special interests of corporations or associations."

Je prétends qu'il ne s'agit pas ici d'une mesure affectant les intérêts municipaux de Québec, de Lévis, ni les intérêts particuliers des traversiers, mais qu'il s'agit tout simplement de l'intérêt général, que c'est le public qui demande cette législation " on general policy " comme le dit Bourinot.

Quant aux intérêts des villes que je viens de nommer, ils sont protégés puisque le projet de loi déclare que la compagnie n'aura pas droit de prendre une action en dommage à raison de l'abolition du monopole dont elle jouit.

Pour moi, il est manifeste que ce projet est dans l'intérêt général. C'est un projet de loi d'intérêt public. Ici le cas est tout différent de celui que l'honorable député de Portneuf a cité. Ce sont des gens qui ne remplissent pas les conditions de leur monopole. Or, dans ce cas, n'avons-nous pas le droit de dire qu'à l'avenir ce service si important pour une partie très considérable du public, sera sous notre contrôle immédiat. Parce que la corporation de Québec exerce maintenant ce contrôle, que nous lui avons délégué, cela ne veut pas dire que nous ne pouvons pas le reprendre quand nous le jugeons convenable. Nous pouvons bien décréter que les communications entre les deux rives seront complètement libres à l'avenir et personne ne pourrait y trouver à redire.

Par ce projet de loi, nous n'enlevons pas à Québec les pouvoirs qui lui ont été conférés pour la bonne administration de ses affaires intérieures ; nous ne lui enlevons pas sa chartre non plus. Tout ce que nous voulons, c'est une traverse régulière et efficace. Nous voulons permettre à une autre compagnie de prendre la place de celle qui a ce monopole, nous voulons d'une autre compagnie qui traitera mieux le public généralement et les deux villes entre lesquelles ce service se fait.

Le fait est, M. le Président, que ce projet de loi est plutôt dans l'intérêt direct de Québec, que de nature à lui nuire. Il m'est arrivé souvent de voir des gens aller à Montréal plutôt que de coucher à Lévis, parce que la compagnie refusait de les traverser, sous prétexte que la glace ne le permettait pas, tandis qu'une heure ou deux après ce refus, les bateaux descendaient ou remontaient le fleuve pour passer la nuit à briser le pont de glace qui commençait à se former soit à Sillery, soit près de l'Ile d'Orléans, à l'endroit appelé : " la clef. "

Si on demandait de renvoyer ce projet de loi à un comité spécial, je comprendrais l'à propos d'une telle suggestion. Mais chercher à le faire mettre de côté parce qu'il est irrégulier, c'est là une prétention inadmissible. Je dis donc, M. le Président, que vous ne devez pas rejeter ce projet de loi, à raison de l'objection soulevée.

La règle qui doit vous guider est bien simple. Je l'ai citée dans Bourinot, page 609, tandis que dans les cas cités par l'honorable député de Portneuf, il s'agissait de gens qui voulaient avoir des pouvoirs particuliers pour leur avantage privé, en faisant déclarer par le Parlement que la loi générale s'appliquerait à eux tout spécialement. Le cas cité à la page 611 de Bourinot, évidemment se rapporte à un projet de loi d'intérêt particulier, or ce n'est pas ce qui est devant vous.

Que veut ce projet de loi ? Il décrète que le monopole de la traverse entre Québec et Lévis n'existera plus à l'avenir parce qu'il n'a plus sa raison d'être. En effet, la raison pour laquelle on avait donné le pouvoir à la corporation de Québec de vendre, pour un certain nombre d'années, le droit exclusif de tenir la traverse, était que l'on croyait par là même, assurer un bon service entre les deux rives. Or, nous avons la preuve que ce but n'est plus atteint. Que devons-nous attendre de plus ? Le fait que les corpora-

tions de Québec et Lévis ne seront pas responsables des dommages que cette loi pourra causer à la compagnie, prouve mieux que toutes les autorités du monde, que ce projet de loi est public. Dans ce cas, même en supposant que des intérêts privés pourraient en souffrir, je dis que l'intérêt public doit dominer ces intérêts particuliers.

Tant que nous n'aurons pas un pont à Québec, ce monopole sera la ruine des deux rives.

L'honorable député de Portneuf n'a pas pu citer un seul précédent contre ce projet de loi. Maintenant, à part les raisons que je viens de donner, je crois que c'est là l'un de ces cas, où s'il y a du doute dans l'esprit de l'honorable Président, il doit laisser à la Chambre de décider elle-même.

Il ne peut être question du principe de ce projet, puisqu'il a été voté lorsque la seconde lecture a été prise.

M. Murphy—*député de Québec-ouest*.— Je m'empresse de dire, M. le Président, qu'aucun des intéressés de la compagnie de la traverse, ne m'a demandé de parler en leur faveur, ou de combattre ce projet de loi. Si je prends la parole c'est donc dans le seul but de rendre justice à qui de droit.

Je ne puis endosser les accusations formulées contre la compagnie par l'honorable secrétaire de la Province. Cependant, je crois que la suggestion qu'il a faite de renvoyer ce projet à un comité spécial est bonne, et que la Chambre ferait bien de l'accepter. De la sorte les intéressés de part et d'autre pourront être entendus, et nous pourrions juger la question en pleine connaissance de cause. De la sorte aussi les intérêts en jeu pourront être mieux protégés. J'espère donc que l'on va renvoyer ce projet à l'étude d'un comité spécial comme la chose vient de nous être suggérée.

L'honorable **M. Pelletier**—*député de Dorchester*.— M. le Président, cette opposition qui se manifeste tout-à-coup, a bien lieu de nous surprendre après ce qui s'est passé.

Ce projet de loi a été adopté en seconde délibération sans la moindre opposition, et si l'entrée au procès-verbal indique qu'il n'y a pas eu unanimité, c'est parce que l'honorable chef de l'opposition a dit qu'il ne connaissait pas ce projet ; pour cette raison il a demandé que la proposition fut déclarée adoptée sur division.

La compagnie de la traverse a commencé par traiter ce projet de loi comme elle traite le public, c'est-à-dire avec une morgue et un mépris insultants. Elle a dit partout qu'elle se moquait de notre Législature, qui n'est autre chose, suivant ces messieurs, qu'un grand conseil municipal. Voilà ce qu'elle a fait au lieu de venir carrément combattre les assertions que contient cette mesure. Quand une compagnie traite ainsi le public, il n'y a rien de surprenant à ce que ce dernier se révolte et prenne sa cause en mains, avec la ferme détermination de la faire triompher.

L'honorable député de Portneuf prétend que ce projet est hors d'ordre parce qu'il n'est pas d'intérêt public, suivant l'interprétation donnée à notre règlement. Il me semble contrairement à l'opinion de mon honorable ami, que s'il y a une mesure d'intérêt général, c'est bien celle-ci. Si on venait demander l'établissement du privilège que nous voulons détruire, je comprendrais la force de la thèse soutenue par mon savant collègue, mais c'est tout le contraire, puisqu'il s'agit de débarrasser le public d'un monopole préjudiciable à ses intérêts. Il n'y a pas de compagnie ni d'individus qui demande l'adoption de ce projet de loi. Non, M. le Président, c'est un député, usant de son droit d'initiative parlementaire qui nous soumet ce projet, et il a eu comme il a encore le concours actif de tous les membres de cette Chambre qui se trouvent intéressés dans cette question, soit personnellement, soit pour le compte de leurs électeurs.

On dit que cette mesure va faire dommage aux intérêts de la corporation de Québec. Je ne veux rien dire contre

ce corps municipal, mais il m'est bien permis de rappeler dans ce débat que Québec a passé un contrat par lequel la compagnie concessionnaire du monopole en question, est libre de ne pas faire son service après cinq heures du soir en hiver. Si on n'a pas voulu lui imposer des conditions plus avantageuses pour le public, devons-nous nous croiser les bras et ne pas prendre des mesures pour laisser traverser ceux qui sont prêts à donner un meilleur service que cette compagnie-là ? . . . Sommes-nous comme dans un bois ? . . . Après cela il n'est pas surprenant que Québec soit arriéré !

Ici, il n'y a heureusement qu'un seul journal qui ose défendre la compagnie de la traverse, et c'est le *Chronicle*. Et ce journal n'a pas même le respect d'aucun parti dans cette Chambre. Il ne compte guère, et son avis ne vaut rien comme organe de l'opinion publique.

Cette compagnie a été attaquée parce qu'elle ne faisait pas le service comme elle aurait dû le faire. Viendra-t-on me dire que c'est dû aux difficultés des passages ? mais c'est un fait bien connu ici que plus il y a de glace, plus ces bateaux traversent quand il faut briser le pont, que ces glaces pourraient former.

Quelle est la dernière raison qu'elle a donnée ? La voici : Elle dit : Que les compagnies de chemins de fer dont le terminus aboutit à Lévis, paient ce que nous leur demandons et nous traverseront quand le besoin s'en fera sentir.

Pour vous donner, M. le Président, une idée de la manière dont cette compagnie traite le public, permettez-moi de vous citer le fait suivant : Vous allez bien poliment demander à l'un des employés quand l'un des bateaux va traverser. On vous répond qu'il est impossible de traverser, et si, croyant à la sincérité de cette réponse, vous vous éloignez du bateau, vous le voyez quelques minutes à peine après que vous l'avez quitté, prendre le large et traverser en droite ligne à Québec, ou *vice-versa*. Est-ce là chercher

à donner satisfaction au public voyageur ? Est-ce la manière dont nous devrions être traités par cette compagnie, qui après tout, n'est pas là seulement pour réaliser de gros dividendes pour ses actionnaires, mais aussi pour être polie envers le public et l'accommoder le plus possible. Si, comme je le désire, ce projet de loi va devant un comité spécial, nous ferons alors le procès de cette compagnie, et je vous en promets de belles !... C'est une honte, c'est une infamie de voir la façon dont le public est traité, et je m'étonne qu'on ait pu endurer cela si longtemps. Il faut venir au secours des voyageurs, de ceux qui veulent venir à Québec, mais qui ne souffrent que trop du mauvais vouloir de ceux à qui on a vendu ce monopole. L'honorable député de Portneuf se constitue le défenseur de la compagnie de la traverse. Je voudrais bien savoir s'il croit, en agissant ainsi, travailler dans l'intérêt de ses électeurs ? Il n'y en a pas un seul qui soit exposé à souffrir des mauvais traitements que cette compagnie inflige au public. De quel droit vient-il donc contrecarrer les efforts de ceux qui travaillent à réformer ces abus ?...

L'honorable député de Québec-ouest a suggéré de nommer un comité spécial qui serait chargé de l'étude de cette question. Ce comité pourrait faire comparaître les intéressés de part et d'autre, et nous faire un rapport complet. L'idée me paraît acceptable. Dans tous les cas, notre cause est juste et nous ne craignons pas de rencontrer les autorités de la compagnie. S'il faut se protéger contre les corporations de Québec et de Lévis, nous nous protégerons.

L'honorable M. Flynn—*député de Gaspé*.—M. le Président, ce projet de loi affecte des intérêts privés, et je n'en veux d'autre preuve que le texte même. On y parle de contrat et de droit d'action ; donc il existe un contrat qui se trouverait violé si on adoptait cette législation, et, en même temps, on nous demande de déclarer que ceux dont les

droits seraient ainsi mis de côté, ne pourront pas poursuivre pour obtenir compensation des dommages dont ils auront souffert. Franchement, je n'ai jamais vu un projet de loi aussi révolutionnaire que celui-ci !... C'est la première fois qu'on nous demande de ne pas pourvoir à une indemnité pour les dommages qui pourraient résulter pour les intérêts en jeu. Je ne nie pas à la Chambre son droit de supprimer un monopole ou un privilège quelconque, du moment qu'elle croit que l'intérêt public l'exige, mais encore faut-il pourvoir à une indemnité pour le tort que cette mesure pourra causer aux particuliers qui ont des droits acquis au maintien de ce monopole.

Ce projet de loi affecte des intérêts particuliers, par conséquent la procédure suivie est irrégulière. Voici ce que dit à ce sujet l'article 51 de notre réglemant. A la fin du premier paragraphe, je lis ce qui suit :

“ ... ou l'autorisation de faire quoique ce soit de nature
“ à affecter les droits ou la propriété d'autres individus, ou
“ se rapportant à une classe particulière de la société etc. . .
“ doit être précédée d'un avis spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande. . . . ”

L'honorable M. **Duhamel** — *député d'Iberville, commissaire des terres de la couronne.*—Donnez-nous maintenant la définition d'un projet de loi public. . . .

L'honorable M. **Flynn**.—Je ne saisis pas bien le sens de l'interruption de l'honorable commissaire des terres. . .

Je maintiens que la pratique de cette Chambre veut que, chaque fois que les droits particuliers sont affectés, ceux qui les représentent doivent avoir l'occasion d'être entendus. A ce point de vue, il n'y a pas de doute que l'objection soulevée par l'honorable député de Portneuf, est fondée.

L'honorable M. **Pelletier**.— Si le Gouvernement nous soumettait une mesure pour abolir les taux de péage

sur les chemins à barrières, ne serait-ce pas un projet de loi public?...

M. Murphy.—Mais alors il faudrait pourvoir au paiement d'une indemnité à ceux qui se trouveraient à perdre par l'abolition des taux de péage.

L'honorable **M. Flynn.**—J'espère bien que nous n'en sommes pas rendus au point où un Gouvernement irait faire une telle loi sans pourvoir à une indemnité.

M. le Président.—Me serait-il permis de poser une question, afin de m'éclairer dans la décision que je vais être appelé à rendre?....

Est-ce que cette compagnie a un contrat en vertu de la loi?

M. Tessier.—Oui, M. le Président, le contrat existe en vertu de la loi que j'ai lue et sur laquelle j'ai eu l'honneur d'attirer votre attention.

M. le Président.—Je désire savoir si le monopole en question existe en vertu du statut même?....?

M. Tessier.—Oui, M. le Président....

L'honorable **M. Gagnou.**—La charte de Québec permet-elle de donner ce monopole?....

M. Tessier.—Il serait trop long de lire toute la charte mais il me suffira de relire la disposition suivante, que j'ai citée tout à l'heure :

“ Le conseil pourra aussi faire des règlements pour régler
“ menter les traverses ou passages et les passeurs sur le
“ fleuve St. Laurent entre la dite cité et tout lieu situé dans
“ un rayon de douze milles de la cité ; faire des tarifs de
“ droit de péage, à être perçus et exigés par les dits pas-
“ seurs ; accorder des licences aux dits passeurs et exiger
“ les taux ou la somme qui sera payée pour l'obtention de
“ chaque licence, et l'époque où elle sera renouvelée

“ chaque année, moitié de la somme devant appartenir à la
“ dite corporation et l'autre moitié à la municipalité où
“ aboutira le passage ; et imposer une amende pour toute
“ infraction aux dispositions de tel règlement.

“ Mais rien n'empêche le dit conseil, s'il le trouve plus
“ avantageux à la dite cité de faire un règlement pour
“ autoriser la vente et adjudication par encan public du
“ droit exclusif de traverser les passagers, marchandises,
“ animaux et objets quelconques entre la dite cité de
“ Québec et la ville de Lévis, pendant un terme qui ne
“ peut excéder neuf ans. ”

Voilà l'autorité en vertu de laquelle le contrat avec la compagnie de la traverse a été passé, et personne ne me contredira quand je dirai que rien ne peut être plus positif, plus clair que ce texte.

Puisque j'ai la parole, j'en profite pour protester immédiatement contre les insinuations que l'honorable député de Dorchester a faites sur mon compte. Il a laissé entendre que je n'étais que le défenseur de la compagnie de la traverse. Ce n'est pas le cas. Je crois que ce projet de loi est injuste pour la cité de Québec, et c'est là le seul motif qui m'a engagé à le combattre. Je crois que la Chambre ne serait pas justifiable d'adopter la procédure que l'on propose. Pourquoi ceux qui trouvent tant à redire ici et dans les journaux, ne se sont-ils pas plaint au conseil de ville de Québec ou aux tribunaux ordinaires ? Comme l'a dit l'honorable député de Gaspé, s'il y a un projet de loi qui affecte des intérêts privés c'est bien celui-ci. On aurait donc dû d'abord procéder par des avis dans les journaux, tel que le veut le règlement.

M. Lemieux—*député de Lévis*.—M. le Président, si ce projet de loi avait pour but de procurer un meilleur service pour la traverse entre Québec et Lévis, je l'appuieraï de toutes mes forces.

Mais tel n'est pas le cas. De plus il va beaucoup plus loin que n'a été n'importe lequel des projets de loi qui ont été soumis à cette Chambre. Ce qu'il comporte est cent fois plus arbitraire que le principe, partout condamné, de la rétroactivité des lois. Il enlève des droits conférés par des lois et par des contrats authentiques, et on ajoute que ceux que l'on dépouille sans se donner la peine de les consulter, n'auront pas le droit de porter leur cause devant les tribunaux pour avoir au moins une indemnité pour les dommages dont ils auront eu à souffrir. On va encore plus loin : on enlève du coup des privilèges à deux corps municipaux sans démontrer qu'ils ont mérité de les perdre. On dépouille les corporations de Québec et de Lévis de privilèges dont seules, en vertu de la loi, elles ont joui depuis un grand nombre d'années.

L'honorable secrétaire de la Province a demandé si le monopole de la traverse était autorisé par la charte de Québec. Or, M. le Président, il suffit de lire la loi pour se convaincre que l'état de choses actuel est parfaitement légal, et que c'est en vertu d'une législation que les contrats existants ont été faits. Aussi la légalité de ces contrats n'a jamais été contestée. Et quand la compagnie a pris des poursuites contre ceux qui traversaient en opposition à ses bateaux, les writs de prohibition qui ont été l'objet d'un appel, ont toujours été maintenus par les tribunaux supérieurs.

Maintenant une question se pose naturellement quand on discute ce sujet de la traverse entre Québec et Lévis, et la voici : avons-nous le droit de réglementer la navigation sur le fleuve Saint-Laurent ? Je serais prêt à soutenir la négative. Ce pouvoir a été accordé à la cité de Québec par l'ancien parlement du Canada-uni. Mais d'après la nouvelle constitution, le Parlement fédéral seul a le droit de légiférer sur ce sujet.

Pour moi, M. le Président, ce point est réglé par l'article 91, sous-section 10 de la loi constitutionnelle de 1867.

Le code municipal dit que les municipalités ont le droit de réglementer les traverses sur les rivières, mais je fais une distinction entre les rivières et le fleuve Saint-Laurent. La question s'est présentée dans une cause tout récemment. La paroisse de Saint-Lambert, dans mon comté avait passé un règlement concernant la traverse de la petite rivière qui divise cette paroisse. L'honorable député de Beauce, avocat de ceux qui demandaient que ce règlement fut mis de côté, a soutenu qu'il était nul, mais le juge Andrews a décidé que c'était là un monopole et que le conseil municipal avait le droit de le créer, en vue du bien général de ses administrés.

Pour revenir maintenant à la question, on dit que cette mesure n'affecte pas des droits privés. Mais la cité de Québec, à qui on a délégué le droit de réglementer tout ce qui concerne cette traverse, n'est-elle pas intéressée? Le prix de vente de cette traverse est également partagé entre les corporations de Québec et de Lévis. Voilà des parties privées que vous léserez par votre mesure, puisque vous leur enlevez une ressource annuelle importante, au moins en ce qui concerne la corporation de la ville de Lévis.

L'honorable député de Dorchester, avec l'autorité qu'on lui connaît, s'est exprimé sur cette question. Il a demandé à l'honorable député de Portneuf de quel droit se mêlait-il de cette affaire. Je ne sais si la même question me sera posée, dans tous les cas, je m'empresse de dire que je parle au nom des intérêts de mon comté, et on ne contestera pas que Lévis est ici directement mis en cause.

L'honorable député de Dorchester a parlé de l'abolition des taux de péage sur les chemins à barrières et il a essayé de faire un rapprochement entre la mesure projetée et celle qui nous occupe. Mais comme on le lui a fait voir immédiatement, il n'y a pas de comparaison possible entre les

deux. Jamais on n'a songé d'abolir les taux de péage sur les chemins à barrières, sans accorder une indemnité à ceux qui ont mis leur argent dans ces entreprises et qui comptaient sur les taux de péage pour se rembourser de leurs avances. Qui voudrait prendre sur soi de proposer une telle mesure sans pourvoir en même temps aux moyens d'indemniser ceux qui en souffriraient ?...

L'honorable M. **Duhamel**.—Mais on ne prend pas les bateaux de la compagnie de la traverse...

M. **Lemieux**.—En voilà quelque chose de distingué, en voilà une raison... Qui aurait pu s'imaginer qu'on irait jusqu'à dire une...mais je m'arrête, M. le Président, ne voulant pas qualifier comme elle le mérite, la pensée qu'exprime cette interruption... "On ne prend pas les bateaux de la compagnie de la traverse !!!..." Il ne manquerait plus que cela ! Beau dommage qu'on ne fasse pas des lois pour dépouiller les citoyens de leur propriété tout en leur refusant toute espèce d'indemnité et tout droit d'action. N'est-ce pas, M. le Président, que nous inaugurons là un bel état de choses dans une Province civilisée comme la nôtre ! Vraiment, l'honorable commissaire des terres de la couronne n'est pas sérieux lorsqu'il invoque un tel argument en faveur de ce projet de loi !... Ces messieurs prennent les moyens de ne pas faire marcher les bateaux, d'en faire une valeur improductive et ils s'écrient triomphalement, comme des gens qui ont fait une merveilleuse découverte : "mais on ne prend pas les bateaux."

Je vous le demande, M. le Président, à quoi vous servirait d'avoir des bateaux si la Législature de votre Province prenait les moyens de vous empêcher de faire aucun argent avec ?... J'espère qu'on ne viendra plus avec un tel argument qui, plus que tout le reste, prouve la faiblesse de la cause que l'on défend.

M. le Président, on est bien sévère pour cette compagnie. Je ne suis pas ici son avocat ni ai-je mission de la défendre. Je ne représente pas le journal le *Chronicle*, ni la *Justice*, ni les intéressés, c'est-à-dire les actionnaires de la compagnie. Mais je ne puis m'empêcher de songer, en face des critiques que l'on fait au sujet du service actuel de la traverse, au temps où nous n'avions que des canots pour faire le même service et où des accidents fatals venaient presque chaque hiver jeter le deuil dans les familles. Nos courageux canotiers, les plus habiles peut-être du monde entier, faisaient bien leur possible pour servir le public, mais que voulez-vous, c'était le système lui-même qui laissait à désirer, et l'habileté la plus consommée ne pouvait suppléer aux déficiences et aux nombreux dangers que présentait un tel système.

Tout de même, malgré les améliorations énormes qui ont été faites dans le service de la traverse, on a peut-être raison de se plaindre. Alors, je dis à l'honorable député de Shefford : présentez-nous une loi pour régulariser les voyages des bateaux traversiers, en tenant compte du contrat et des obligations qu'il impose aux parties contractantes, mais n'allez pas du même coup dépouiller des gens de leur avoir et des droits réels dignes de tout notre respect.

On parle, comme si c'était la chose la plus facile du monde, on parle d'une autre compagnie pour remplacer celle que l'on veut mettre de côté. On dit : mais d'autres prendront la place que nous aurons fait libre, et le public sera mieux servi. Sait-on que pour tenir une traverse comme celle que nous avons, il faut un capital de trois cent mille piastres. Or \$300,000, c'est une jolie somme que l'on ne trouve pas à un moment d'avis. De plus, quelle garantie aurent les capitalistes qui pourraient faire une telle avance, si vous maltraitez ainsi la compagnie actuelle ? Qui leur assurera que demain, on ne leur en fera pas autant, et où

ira leur argent ? D'ailleurs, je ne crains pas de dire qu'il n'y a pas une compagnie qui donnera en été, à l'automne et au printemps, un meilleur service que celle que nous avons. Et si en hiver, il y a quelques fois des irrégularités que je voudrais, moi aussi, ne pas voir se produire, s'il y a quelque chose qui cloche, il faut tenir compte des rigueurs de la saison et des difficultés qui résultent du mauvais temps et de l'accumulation des glaces. Encore une fois, je ne défends pas la conduite de la compagnie, j'explique la situation, je parle le langage du bon sens. Je ne suis pas l'adversaire d'une sage réforme, au contraire je donnerai mon concours empressé à toutes mesures qui me paraîtront raisonnables, mais si on veut avoir mon approbation pour ce projet de loi, jamais on ne l'obtiendra, à moins qu'on lui fasse subir de profondes modifications.

L'honorable M. **Duhamel** — *député d'Iberville, commissaire des terres de la couronne.*—Je me rappelle avoir eu une discussion qui ressemblait beaucoup à celle-ci, au cours de laquelle l'honorable secrétaire de la Province avait fait remarquer au chef de l'opposition, que l'argument dont il se servait n'était pas sérieux. Lui qui s'est tant amusé de ce qui vient de se passer, pourrait en faire son profit . . .

L'honorable M. **Taillon** — *député de Montcalm, chef de l'opposition.*—Quelle est, s'il vous plaît, la signification de cette parabole ? . . .

L'honorable M. **Duhamel**.—Pour ceux qui comprennent ou qui sont en état de comprendre, mes paroles sont très claires. Quant aux autres, je ne suis pas obligé de me faire maître d'école, je les laisse dans leur ignorance. . . .

M. le Président, on dit qu'il ne faut pas adopter ce projet de loi parce qu'il blesse des droits acquis. Je ne nie pas la force de cet argument, mais pourquoi ne m'a-t-on pas répondu lorsque j'ai demandé s'il n'est pas également vrai que l'intérêt public est grandement intéressé à réformer

l'état de choses actuel. Quand j'ai demandé si les plaintes formulées n'étaient pas le résultat direct en quelque sorte du monopole exercé, et si la Chambre ne pouvait pas intervenir pour protéger le public contre les abus dont cette compagnie se rendait coupable, on n'a rien dit.

On a beau faire du sarcasme tant que l'on voudra, on a beau faire des farces plus ou moins réussies, jamais on ne pourra me convaincre ni convaincre la majorité de cette Chambre, qu'un contrat particulier entre la corporation de Québec et une compagnie, peut tenir quand même devant les légitimes exigences de l'intérêt public. Ce ne sont pas des farces qui détruiront cet argument.

Il n'y a pas à se le cacher, un mal existe et il faut y remédier. Malgré les précautions dont il s'entourait, le mot a échappé à l'honorable député de Lévis. Il nous a avoué que la compagnie jouissait d'un monopole. Quand on veut trop faire rire, il nous arrive ainsi de laisser échapper des mots qui nuisent à sa cause. On ne peut faire deux besognes à la fois. Cette admission ne peut être refutée par des arguties quelque subtiles qu'elles soient. . . .

M. Murphy. — Il y a monopole, c'est vrai, et l'honorable commissaire des terres se trompe s'il croit avoir fait une grande découverte. S'il y a monopole, comme la chose est admise, il y a aussi des conditions qui sont clairement exprimées et qui tempèrent ce que ce monopole pourrait avoir de reprehensible aux yeux du public. Ces conditions sont la protection des voyageurs, et il est du devoir de la corporation de Québec de voir à ce qu'elles soient toutes remplies à la lettre.

Je laisse à l'instant le maire de Québec, et il me prie de dire que la corporation de cette ville s'oppose à ce projet de loi.

M. Déchêne—député de L'Islet.—M. le Président, la compagnie jouit d'un monopole non en vertu de la loi ni

de la charte de Québec, mais d'un contrat. La charte de Québec n'est pas abrogée par ce projet de loi ; on n'y touche pas du tout.

Le monopole est créé au bénéfice et avantage de Québec et de Lévis, qui ont vendu les intérêts du public à une compagnie qui tire de cette exploitation le plus d'argent possible. Et fait assez remarquable, parmi les défenseurs des prétendus intérêts de Québec, il n'y a qu'un seul député de cette ville qui se soit rangé de leur côté.

On dit aussi qu'on ne peut refuser à la compagnie le droit ordinaire de faire valoir sa cause devant les tribunaux, si elle se croit lésée par cette loi. Soit, je suis prêt à retrancher l'article quatre, lorsque le projet sera examiné en comité général. Et je crois pouvoir dire que mon opinion sur ce point est partagée par tous les intéressés dans cette proposition. Je ne vois pas en vertu de quel principe, nous, qui habitons les paroisses du bas du fleuve, nous devrions souffrir des arrangements ou des engagements qu'il peut plaire à la corporation de Québec de prendre pour son plus grand avantage particulier. Nous ne pouvons pas en justice nous soumettre au bon plaisir de Québec et de Lévis.

Je dis que nous ne sommes pas bien servis par cette compagnie et qu'il faut que ces abus cessent.

L'honorable M. **Gagnon** — *député de Kamouraska, secrétaire et registraire de la Province.*—M. le Président, nous avons pour nous appuyer, un précédent créé par ceux-là mêmes qui nous combattent. S'il y a quelqu'un qui veut nous faire déjuger sur le point en litige, c'est l'honorable député de Lévis lui-même. Je veux parler de la loi concernant les commis-voyageurs. Lorsque la question de l'abolition de la taxe imposée sur ces commis a été discutée, on a soulevé la même objection que dans ce cas-ci, et qu'avez-vous décidé, M. le Président ? Voici qu'elle a été votre décision. Je ne lis que ce qui a rapport à l'objection soulevée

maintenant par l'honorable député de Portneuf, qui prétend que ce projet de loi participe du double caractère de projet d'intérêt public et d'intérêt privé, en d'autres termes, que c'est un projet de loi *hybride* comme les désignent les auteurs de droit parlementaire. La même objection avait été soulevée à propos de la loi concernant les commis-voyageurs. On disait aussi qu'elle affectait les intérêts particuliers des villes de Québec et de Trois-Rivières, parce que ces villes se trouveraient privées du revenu que leur rapportait la taxe que l'on voulait abolir au bénéfice des commis-voyageurs.

Voici comment vous avez disposé de cette objection :

“ C'est à tort que l'on a voulu donner au *bill* maintenant
“ soumis à la Chambre, ce caractère *hybride* en invoquant
“ le fait qu'il enlève à certaines municipalités le droit d'im-
“ poser une taxe sur certaines classes de la société. S'il
“ fallait adopter cette manière de voir, notre Législature
“ serait restreinte dans son action, et serait tenue, toutes
“ les fois qu'elle serait appelée à adopter une mesure
“ d'intérêt général, de faire la recherche et l'étude de toutes
“ les lois conférant des droits aux corporations ou aux
“ individus, pour s'assurer si elle n'y porte pas atteinte.
“ L'intérêt général serait ainsi subordonné à l'intérêt parti-
“ culier, et la procédure parlementaire entravée.

“ Comme exemple et comme précédent, je pourrais citer
“ la législation sur les licences. Autrefois les corporations
“ municipales, les unes par leurs chartes particulières, les
“ autres par la loi générale, avaient le privilège d'imposer
“ d'une manière illimitée, les débitants de boissons alcool-
“ ques. Notre loi des licences a restreint ce privilège à des
“ taux qu'elles a indiqués, en enlevant, par là même, à ces
“ corporations des droits acquis et particuliers de leur
“ nature. Et cependant il n'a jamais été question de donner
“ à cette loi le caractère d'un projet de loi *hybride*.”

Voilà qui décide de l'objection soulevée par l'honorable député de Portneuf.

Je ne dis pas que nous ne pouvons pas faire des changements à ce projet de loi en entrant dans certains détails, comme par exemple, que la compagnie devra tenir un bateau à la disposition du public jusqu'à sept heures du soir. Tout cela sont des changements de nature peut-être à satisfaire ceux qui se plaignent de la compagnie, mais la question n'est pas rendue là. Le principe de ce projet de loi est adopté puisque la seconde lecture en a été votée. D'ailleurs, tout ce qu'il s'agit de savoir, se résume en deux mots : avons-nous, oui ou non, le droit de faire disparaître un monopole comme celui-là ?

L'honorable député de Lévis a soulevé la question constitutionnelle ; elle est trop claire pour que je m'attarde à la traiter longuement ici.

M. **Lemieux.**—Je dis qu'il y a exception pour le passage d'eau entre Québec et Lévis et autres du même genre.

L'honorable M. **Gagnon.** — Voyons ce que dit la constitution. La section 92 sous section 8, déclare que les institutions municipales dans la Province sont sous le contrôle exclusif de la Législature. Or cette compagnie tient ses pouvoirs d'une corporation municipale qui est sous notre contrôle.

Je me rappelle que la corporation de Québec a poursuivi cette compagnie parce qu'elle brisait le pont de glace. Qu'a-t-on fait ? On est allé devant le Parlement fédéral et là on a obtenu une loi qui permet de briser ce pont aussi souvent qu'on le voudra. C'était une mesure dans le sens de la liberté de la navigation. Or que demandons-nous par ce projet de loi ? Nous demandons que la navigation soit complètement libre, que chacun puisse mettre autant de

bateaux que l'on voudra pour faire le service entre les deux rives. Ce n'est donc que le complément de la loi fédérale dont je viens de parler.

Ce que nous voulons c'est de supprimer un monopole dont on abuse au préjudice du public. Comme nous agissons au nom de l'intérêt général nous déclarons en même temps que les corporations municipales de Québec et Lévis ne seront pas obligées de payer aucun dommage à raison de la décision que nous prenons. Voilà la raison d'être de cette disposition.

Je reviens à la question d'ordre, et je dis que votre décision de 1887, M. le Président règle ce point. Dans l'affaire des commis-voyageurs, il s'agissait de toutes les municipalités qui avaient le pouvoir d'imposer spécialement cette classe de personnes, d'un côté il y avait l'intérêt des commis-voyageurs, de l'autre l'intérêt général de toute la Province, et vous avez décidé que l'intérêt public devait l'emporter. Le cas est le même ici. L'honorable député de Gaspé lui-même l'a si bien senti qu'il n'a pas osé dire que c'était une mesure privée, et je pariais dix contre un qu'il ne le dira pas.

Je sais très bien que si c'était une proposition de loi où l'intérêt général ne domine pas, il faudrait avoir donné des avis dans les journaux, tel que le prescrit notre règlement, mais ce n'est pas le cas. S'il s'agissait, par exemple, de demander à la Législature, le droit de tenir une traverse, ce serait tout différent. C'est tout le contraire, puisque nous demandons la suppression d'un monopole, c'est-à-dire, liberté pour tout le monde, de tenir un service traversier entre Québec et Lévis.

Envisageons, si vous le voulez, la question à un autre point de vue. En admettant la prétention que ce n'est pas une mesure d'intérêt général, il faudrait procéder par pétition; qui se chargerait de la chose?... si je demandais la

chose par pétition, on me dirait : vous n'êtes pas directement intéressé dans cette affaire-là, par conséquent votre demande est inadmissible. Je ne pourrais parler que pour l'intérêt public, or c'est précisément ce que je fais en ce moment. Voilà la distinction qu'il faut faire entre un projet de loi d'intérêt public et un projet de loi d'intérêt particulier.

Je suppose qu'on dise tout simplement dans ce projet de loi que la traverse entre Québec et Lévis ne sera plus un monopole vendu à certains particuliers ; n'est-ce pas que la question se présenterait comme celle soulevée à propos des commis-voyageurs ?

L'honorable député de Lévis a bien vite oublié le précédent qu'il a contribué à créer en 1887, j'ai meilleure mémoire que lui. Le fait est que je me rappelle encore les accents chaleureux avec lesquels il plaidait la liberté du commerce ; je ne m'en cache pas, j'ai voté alors contre son projet de loi, mais c'est à mon tour aujourd'hui, à invoquer les principes de liberté en faveur de ce projet de loi. Je demande au nom du peuple, depuis Gaspé jusqu'à Montréal, d'abolir ce monopole, et de rendre la traverse libre. Québec n'est pas comme une autre ville, c'est la capitale de la Province, et, bon gré mal gré, il faut y venir pour y transiger les affaires publiques. Donnez donc des communications faciles, et rendez l'accès de la capitale libre de tout monopole.

M. Casgrain—*député de Québec.* — Il s'agit de savoir, M. le Président, si la question d'ordre soulevée par l'honorable député de Portneuf, doit être maintenue ou écartée. Je ne défendrai pas cette compagnie, car j'ai été assez maltraité par elle pour ne pas avoir à rompre le silence en sa faveur. Je pourrais citer un cas qui prouve guère en sa faveur. Au cours de la dernière élection tenue dans Mégantic, revenant à Québec en compagnie de mon honorable ami le député de Shefford, nous avons passé l'un et l'autre, toute la journée à Lévis, et le soir nous avons eu un

canot pour nous traverser à Québec, nous avons dû payer quatre piastres par tête. A peine étions-nous au milieu du fleuve, que le bateau opérait sa traversée sans la moindre difficulté. Voilà un cas bien évident de mauvaise volonté, mais pour le moment nous avons autre chose à considérer. Il s'agit de savoir si ce projet de loi est public ou privé. L'honorable commissaire des terres de la couronne a dit qu'il fallait parler sérieusement ; me voilà bien désappointé, moi qui ai pris son discours pour une farce d'un bout à l'autre. Il a semblé dire qu'un Gouvernement pouvait prendre la propriété des citoyens, sans songer même à les indemniser.

L'honorable M. **Duhamel**.—Je n'ai jamais rien dit de semblable.

M. **Casgrain**.—C'est ce qui ressort de vos paroles.

Je prétends que ce projet de loi est ce que les auteurs parlementaires appellent *hybride*. C'est un projet de loi qui affecte tout à la fois, et des intérêts privés et publics. Il affecte des intérêts privés en ce qu'il touche à un contrat. Il s'agit tout simplement de savoir si nous allons faire une loi qui dépouillera des citoyens de droits qui leur sont garantis par un contrat. Dans le premier paragraphe de l'article 51 du règlement on voit qu'un projet de loi d'intérêt particulier est celui qui autorise à faire " quoique ce soit de nature à " affecter les droits ou la propriété d'autres individus, ou se " rapportant à une classe particulière de la société. " Et Bourinot ajoute la définition suivante :

" Private bills are distinguished from public bills inas-
" much as they directly relate to the affairs of private indi-
" viduals or of corporate bodies, and not to matters of
" public policy or to the community in general. They must
" pass through the same stages as public bills, but at the
" same time are subject to various standing orders in both
" houses of Parliament. Certain judicial functions have

“ been entrusted to committees to which all petitions and
“ bills of a private nature are referred, under the rules, with
“ the view of carefully protecting all the interests involved
“ in the proposed legislation. The parties whose private
“ interests are to be promoted appear as suitors before a
“ select committee, to whom the bill has been referred,
“ whilst those who apprehend any injury, and are opposed
“ to the legislation sought for, are admitted as adverse
“ parties in the suit. The analogy which the proceedings
“ bear to those of courts are sustained by the fact that certain
“ fees must be paid by the promoters of a private bill before
“ the house will permit its passage. All persons whose
“ interests are affected by the measure must have due notice
“ of its nature, so that they may have every opportunity to
“ present themselves before the house, and dispute, if
“ necessary, its passage. It will be the object of the writer
“ to explain as clearly as possible, in the following pages
“ the rules and practice of the houses with respect to this
“ important class of bills.

Et à la page 611, l'auteur parle des projets de loi *hybrides* :

“ In the english house of Commons, there is a class of
“ local bills, *quasi* private distinguished as *hybride* bills.
“ They are brought in, by order, as public bills, but their
“ further progress is subject to the proof of compliance with
“ the standing orders, before the examiner, and to the
“ payment of fees.”

J'ai fait ces citations, M. le Président, dans le but d'établir que ce projet de loi ne doit pas être traité comme une mesure d'intérêt public seulement. Je n'ai absolument aucune sympathie pour les intérêts de la compagnie de la traverse, mais je ne crois pas que la Chambre serait justifiable de s'éloigner des règles de la justice et de l'équité.

M. de Grosbois—*député de Shefford*.—Je commence à croire, M. le Président, que mon projet de loi va éprouver

autant de difficultés à passer devant cette Chambre, que les bateaux en ont à traverser au milieu de la glace.

Si j'ai présenté ce projet de loi c'est que j'ai été à même de voir les misères sans nombre que la compagnie faisait éprouver au public, voilà le seul motif qui m'a engagé à agir.

Un mot maintenant sur la question de procédure.

Quand je me suis décidé à présenter ce projet de loi, j'ai consulté l'honorable secrétaire de la Province, qui s'y connaît en fait de pratique parlementaire. C'est dire que dans mon opinion, la question d'ordre soulevée ne peut être maintenue.

M. Lemieux.—L'honorable secrétaire de la Province a cité votre décision de 1887 M. le Président. Je considère que ce n'est pas le même cas du tout, car il s'agissait d'une toute autre question.

Je suis porté à croire que ce projet de loi, est d'intérêt particulier. Pour tous ceux qui connaissent les faits, il n'y a pas de doute que ce projet affecte des intérêts privés. Donc le précédent cité ne s'applique pas.

M. Faucher de Saint-Maurice—*député de Bellechasse.*—Je viens de lire ce projet de loi et comme député d'un comté de la rive sud, je crois avoir mon mot à dire sur cette question. Je partage l'opinion de ceux qui disent que c'est un projet de loi *hybride*. Je ne suis pas opposé à ce projet, mais je crois qu'il faudrait, avant d'aller plus loin, savoir à quelle espèce de législation nous avons affaire.

M. le Président.—On devra avouer que la discussion s'est éloignée de la question d'ordre soulevée par l'honorable député de Portneuf. Si je ne l'ai pas arrêtée, c'est que j'espérais toujours qu'on reviendrait à la question qui seule devait occuper l'attention.

La Chambre ne s'attend pas à ce que je décide maintenant l'objection que l'on a si longuement discutée. Diverses opinions ont été exprimées. Aussi pour cette raison, j'espère qu'on trouvera bon que je prenne quelque temps pour étudier la question.

Le débat est ajourné.

LA LOI DES LICENCES ET LES MINEURS.

L'ordre du jour appelle la suite de la deuxième délibération sur le projet de loi pour modifier l'article 926 des statuts refondus de la Province de Québec.

L'honorable M. **Taillon**—*député de Montcalm, chef de l'opposition*.—M. le Président, c'est le même projet de loi que nous avons discuté l'autre jour. Je n'ai pas changé d'opinion depuis. Je persiste à croire que ce projet est inacceptable parce qu'il ne fait pas une distinction indispensable. Il y a mineur et mineur. Ainsi il n'est guère admissible que l'on puisse se tromper sur l'âge d'un enfant de quatorze ou quinze ans, et ce sont les cas où cette loi ferait le plus de mal. Je ne vois pas la nécessité de faire une loi pour venir au secours de quelques cas favorables, eu égard aux circonstances dans lesquelles ils peuvent se produire, et exposer les enfants à contracter le vice de l'ivrognerie. Et c'est le danger qui les menacera si vous réussissez à faire adopter cette modification à la loi des licences, car vous livrez ces enfants à la cupidité des vendeurs de boissons au verre.

On dit aussi qu'avec cette loi, les mineurs n'iront pas boire pour ne pas s'exposer à ses rigueurs. Je prétends, au contraire, qu'ils y iront quand même, et là où votre loi sera pernicieuse au plus haut point, c'est qu'elle aura pour effet d'empêcher le père de faire punir l'aubergiste coupable, puisqu'il craindra que la même condamnation atteigne également son enfant, et de se trouver alors dans la pénible

position de le laisser aller en prison, ce qui est une flétrissure, ou de payer l'amende, ce qui sera pour lui un autre sacrifice non moins considérable, s'il est pauvre.

Il ne faut pas voir qu'une seule ville, car cette loi devra, si elle est votée, s'appliquer aussi bien aux campagnes qu'aux villes.

Ainsi, pour rendre plus clairement ma pensée, je me suppose dans un village où il n'y a qu'un aubergiste. Le père sait qu'on a vendu de la boisson à son enfant, et comme c'est un homme qui tient à bien élevé sa famille, il craint les conséquences de cette première légèreté de son fils, qui pourra avoir de bien déplorables conséquences et il veut en prévenir le retour. Que devra-t-il faire ? Si votre loi est en vigueur, il lui sera impossible d'agir sans se mettre dans l'alternative, ou de payer l'amende pour son fils ou de le laisser aller en prison, puisque la condamnation de l'aubergiste entraînera forcément celle du mineur. Vous fermez donc la porte du tribunal à ce père de famille. Si c'est un pauvre homme cela ne l'empêche pas d'être honorable et de vouloir donner une bonne éducation à son enfant. Il se fera ce raisonnement-ci : " Si je dénonce l'aubergiste coupable, mon fils sera peut-être condamné à la prison, car je n'ai pas les moyens de payer l'amende." Où est le père qui voudra envoyer son enfant en prison ? ...

Voilà pourquoi je dis que cette loi n'atteindra pas le but que vous désirez.

On sait qu'en général on n'est pas disposé à être sévère pour ceux qui abusent de leur licence. De même aussi, on sait comme on a recours peu souvent aux rigueurs de la loi contre les membres de sa famille. La femme qui a le malheur d'avoir un mari ivrogne peut le faire interdire, la loi va jusqu'à lui donner ce droit pour sa protection et celle de ses enfants, et cependant, personne n'ignore qu'il

est assez rare que la femme sévisse contre les aubergistes qui vendent de la boisson à son mari.

M. le **Président**.—La Chambre me permettra de lui faire observer que je n'ai pas posé la question, et que l'autre jour, la discussion a été ajournée à raison d'un rappel au règlement au sujet de la procédure suivie à l'égard de ce projet de loi.

L'honorable M. **Taillon**.—Oh ! M. le Président, j'ai fini mes remarques.

La presse s'occupe beaucoup de ce temps-ci de cette question. Je ne sais ce qu'en pensent mes honorables collègues, pour moi, dans tous les cas, je la considère comme une question très importante et qu'il faut étudier très sérieusement.

Le projet de loi est retiré.

LA REVISION DES JUGEMENTS.

L'ordre du jour appelle l'examen, en comité général, du projet de loi pour modifier l'article 5905 des statuts refondus de la Province de Québec, concernant la révision des jugements.

M. **Robidoux**—*député de Chateauguay*.—J'ai l'honneur de proposer que la Chambre se forme maintenant en comité général, pour examiner ce projet de loi.

Ce projet m'a été envoyé par un juge de la cour supérieure à Montréal...

L'honorable M. **Blanchet**.—*député de Beauce*.—C'est fîmagine pour faire disparaître tout doute ?...

M. **Robidoux**.—Oui.

La proposition est adoptée.

La Chambre siège en comité général, procède à l'examen des articles de ce projet de loi, puis la suite de la délibération est renvoyée à la prochaine séance.

LES REGISTRES DE L'ÉTAT CIVIL.

L'honorable M. **Gagnon** — *député de Kamouraska, secrétaire et registraire de la Province.* — J'ai l'honneur de proposer que demain la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération certaine résolution relative aux registres de l'état civil.

Cette proposition est adoptée.

La séance est levée.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE

Séance du jeudi, le 31 janvier 1889.

SOMMAIRE :—Le bref d'appel accordé à l'honorable M. McShane.—

Proposition relative au dictionnaire généalogique de l'abbé Tanguay : MM. David, Gagnon et Faucher de Saint-Maurice.—Proposition relative à la construction d'un embranchement de chemin de fer de Saint-Gabriel à la Rivière aux Pins : M. Casgrain.—Proposition relative à l'établissement d'une école supérieure d'éducation commerciale et d'industrie : MM. David, LeBlanc, Faucher de Saint-Maurice, Blanchet, Desjardins, Hall, Dechêne, Lussier, Taillon et Mercier.—Suite de la délibération sur le projet de loi concernant la traverse entre Québec et Lévis ; MM. Murphy et Gagnon. Proposition de M. Lafontaine, concluant au rejet de ce projet de loi : MM. Lafontaine, David, Pelletier Lemieux, Mercier, Gagnon, Bernatchez, Murphy, Turcotte, Faucher de Saint-Maurice, Taillon, Desjardins, Deschênes (Témiscouata), de Grosbois et Flynn.—Proposition de l'honorable M. Mercier, concluant au renvoi de ce projet de loi à un comité spécial. Rejet de la proposition de M. Lafontaine. — Adoption de la proposition de l'honorable M. Mercier.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. F. G. MARCHAND.

La séance est ouverte à trois heures et vingt-cinq minutes.

LE BREF D'APPEL DANS L'AFFAIRE DE L'HONORABLE
M. JAMES MCSHANE.

M. le **Président**.—J'ai l'honneur de donner communication à la Chambre, du bref suivant qui m'a été transmis par M. le greffier des appels de Montréal :

Canada, }
Province de Québec, }

*VICTORIA, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-uni
de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la foi.*

Au juge en chef et aux juges de notre cour supérieure
pour le Bas-Canada,

SALUT :

Vu que dans l'instance ci-devant pendante en notre dite

cour supérieure pour le Bas-Canada, siégeant en la cité de Montréal, dans le district de Montréal, entre : Auguste Thomas Brison, médecin du village de Laprairie, dans le dit district de Montréal, pétitionnaire, et Odiion Goyette, cultivateur de la paroisse de St. Constant, dit district, défendeur, et l'honorable James McShane, membre de l'Assemblée législative de la Province de Québec, commissaire des terres pour la dite Province, mis en cause, et Aimé Bourassa, cultivateur de la dite paroisse de Laprairie, mis en cause, et l'honorable Pierre J. O. Chauveau, shérif des cité et district de Montréal, intervenant.

Le dit honorable James McShane, ainsi qu'il nous le représente, est lésé par le jugement rendu en la dite instance, le troisième jour de janvier mil huit cent quatre-vingt-neuf, le condamnant comme coupable de manœuvres frauduleuses en contravention à l'acte électoral de Québec, à des pénalités s'élevant à quatre cent piastres, sa mise en cause ayant été ordonnée à la poursuite du dit pétitionnaire au cours de la contestation de l'élection pour le comté de Laprairie d'un membre à l'Assemblée législative de Québec tenue le huitième jour de juillet dernier (1888.)

Nous, voulant que le dit jugement soit révisé par notre cour du banc de la reine pour le Bas-Canada, et que pleine et ample justice soit rendue, nous commandons que vous ou aucun de vous, transmettiez sous votre seing et le sceau de la cour supérieure, tous les papiers et documents originaux produits, et les procédés faits en la dite cause, avec un transcript de tous les ordres, ordonnances et procédures qui se trouvent au dossier de la dite cause et dans les registres de notre dite cour supérieure, concernant cette dite cause, à notre cour du banc de la Reine, siégeant en juridiction d'appel, afin que les juges d'icelle les aient devant eux, au palais de justice, en notre cité de Montréal, dans la Province de Québec, le dix-neuvième jour de février pro-

chain pour être ordonné ce que de droit, suivant les lois et la coutume suivies dans cette dite Province.

EN FOI DE QUOI, nous avons fait apposer aux présentes le sceau de notre dite cour du banc de la reine.

Donné en notre cité de Montréal, ce trentième jour de janvier, mil huit cent quatre-vingt-neuf et dans la cinquante-deuxième année de notre règne.

(Signé),

L. W. MARCHAND,

Greffier des appels.

(Vraie copie),

L. W. MARCHAND,

Greffier des appels.

GEOFFRION, DORION, LAFLEUR & POIRIER,

Avocats de l'appelant.

L'ÉLECTION DE M. GOYETTE.

M. le **Président**. — J'ai l'honneur d'informer la Chambre que j'ai reçu du greffier de la couronne en chancellerie, le certificat de l'élection de Odilon Goyette, écuyer, nommé pour représenter le district électoral de Laprairie.

LES COMPTES PUBLICS.

L'honorable M. **Shehyn** —*député de Québec-est trésorier de la Province*. — J'ai l'honneur de déposer sur le bureau de la Chambre, l'état des comptes publics de la Province de Québec pour l'exercice finissant au 30 juin 1888.

LE DICTIONNAIRE GÉNÉALOGIQUE DE M. L'ABBÉ TANGUAY.

M. **David** —*député de Montréal-est*. — J'ai l'honneur de proposer qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre, copie de la correspondance et des requêtes de Messieurs Eusèbe Sénécal et Fils, relativement au dictionnaire généalogique de M. l'abbé Tanguay.

M. le Président, je n'ai qu'un mot à dire à l'appui de cette proposition, car je compte que l'honorable député de Bellechasse va être assez bon de suppléer à ma faible improvisation.

Comme on le voit, il s'agit du dictionnaire généalogique de M. l'abbé Tanguay, c'est-à-dire d'une œuvre qui mérite l'encouragement et les éloges du Gouvernement et du pays en général. D'après les renseignements que l'on m'a donnés, j'ai compris qu'une requête avait été envoyée au Gouvernement par un certain nombre de citoyens éminents, de membres du clergé et d'hommes politiques qui tous méritent la haute considération de cette Chambre. C'est la copie de cette requête et de la correspondance dont je demande le dépôt sur le bureau de l'Assemblée législative.

Il est un fait incontestable, M. le Président, c'est qu'il n'y a pas une œuvre qui mérite plus que celle-là l'attention du Gouvernement de cette Province.

Tout dernièrement, un journal américain disait qu'il n'y a pas de pays qui, comme notre Province, possède ce que nous avons touchant l'origine de deux millions d'hommes environ. Et il ajoutait que ce travail inouï devait être hautement apprécié par les autorités publiques et par le pays tout entier. Cette compilation unique dans son genre puisqu'elle se rapporte aux développements successifs de tout un peuple à travers près de trois siècles, a été faite par un prêtre distingué qui y a consacré vingt-cinq ou trente années de sa vie. Et le journal dont je viens de mentionner l'opinion déclarait que c'était un travail admirable sous tous les rapports. Il disait que le compilateur avait été obligé de consulter plus de cinq cent mille actes de baptêmes, mariages et sépultures. Il n'est pas étonnant qu'il y ait eu là assez d'ouvrage pour occuper toute la laborieuse carrière de M. Tanguay, quand le même travail aurait pu absorber la vie de plusieurs hommes.

Aujourd'hui, l'auteur du dictionnaire généalogique des familles canadiennes en est rendu à son quatrième volume. Cette simple mention indique suffisamment que c'est une œuvre qui exige beaucoup de capitaux, or dans notre pays, on sait que les imprimeurs ne sont pas riches, et que, conséquemment, ils ne peuvent faire des avances aussi considérables et attendre les rentrées éventuelles d'un écoulement plus ou moins lent. Je prends donc la liberté d'attirer l'attention du Gouvernement sur cette question. Il s'agit de savoir s'il ne devrait pas venir au secours de ceux qui ont entrepris cette publication. Il est inutile de prétendre qu'un particulier peut seul mener une telle entreprise à bonne fin.

Maintenant qu'est-ce qui nous ferait hésiter à faire notre part généreusement ? Est-ce une œuvre nationale ? Je dis : oui, et au plus haut degré, puisque c'est le livre d'or de toute une race. Si ce point n'est pas discutable, on ne peut pas différer d'opinion sur l'aide qu'il faut donner à cet ouvrage. Je considère que c'est le devoir du Gouvernement de contribuer de ses deniers et d'accorder à ce travail la somme d'encouragement qu'il donne à beaucoup d'autres ouvrages qui le méritent moins que celui-ci.

Pensez donc M. le Président, à l'immense avantage qu'il y aura pour les générations qui nous suivront, de posséder une semblable compilation ! Pensez donc comme cet ouvrage sera précieux lorsque nous compterons dix millions d'âmes ; et un journal a été même jusqu'à dire que notre race est tellement féconde, que dans un siècle nous serons cinquante millions. On pourra toujours se renseigner sur les origines de ces millions de citoyens au moyen de ce travail incomparable. Aussi je suis convaincu que le Gouvernement croit à la nécessité de venir en aide à cette entreprise.

Tout ce que l'on veut, c'est que la Province achète un certain nombre de copies de ce dictionnaire. Comme je suis l'un de ceux qui ont fait des livres, et par conséquent,

dans le cas d'en vendre, je déclare de suite que je n'ai pas d'objection à ce que le Gouvernement me mette de côté pour consacrer tous ses fonds à l'encouragement de cette grande œuvre nationale.

L'honorable M. **Gagnon** — *député de Kamouraska, secrétaire et registraire de la Province.*—M. le Président, je suis heureux de dire que j'ai beaucoup admiré l'éloquence de mon honorable ami, et la chaleur communicative avec laquelle il a parlé de ce travail. Le Gouvernement rend hommage aux labeurs vraiment prodigieux de Mgr Tanguay. Il a élevé un monument qui passera certainement à la postérité la plus lointaine.

Nous sommes en correspondance avec les messieurs Sénécal. D'après les renseignements qu'ils nous ont transmis, il y aura pas moins de sept volumes, et le prix de la série sera de vingt-huit à trente piastres. On voit qu'il n'y a pas moyen de payer un tel prix, pour un nombre un peu considérable de séries, surtout s'il fallait prendre sur l'argent consacré à l'achat des livres donnés en prix. Le montant ne serait pas assez considérable pour y suffire, en tenant compte des besoins qu'il faut satisfaire quand même. Déjà nous avons décidé d'encourager l'œuvre de la bibliothèque du code civil. Nous en avons acheté cent séries à raison de \$60.00 par série. C'est un présent qui ne coûtera que \$60.00 au Gouvernement et qui aurait coûté \$80.00 à chacun des députés qui aurait voulu avoir ce travail si précieux.

Pour le moment, je ne suis pas en état de dire ce qui sera fait. Pour ma part, je suis bien prêt à faire pour ce dictionnaire ce qui a été fait pour la bibliothèque du code civil. Je pourrais prendre cent séries, ce qui fera \$3,000. C'est déjà beaucoup.

Je serais heureux d'entendre les honorables députés exprimer leur opinion ; cela pourrait aider le Gouvernement à s'éclairer sur la décision qu'il doit prendre.

Il est impossible de donner un tel ouvrage en prix ; d'ailleurs en supposant que l'idée serait réalisable, les fonds mis pour cet objet, seraient vite épuisés.

Si la Chambre voulait exprimer son avis sur la suggestion que j'ai eu l'honneur de faire, le Gouvernement serait peut-être plus à l'aise pour prendre une décision sur la demande de l'honorable député de Montréal-est.

On pourrait peut-être dire qu'il n'est pas juste que les députés se fassent ainsi des présents. J'ai pour principe que, quand on achète un ouvrage, les députés doivent l'avoir. Quand j'étais dans l'opposition, j'ai toujours réclamé la chose et je m'empresse maintenant de pratiquer ce que je prêchais autrefois. C'est surtout les députés qui ont besoin des renseignements que ces livres contiennent.

Je puis assurer à mon honorable ami le député de Montréal-est, qui a si bien fait valoir sa cause, que je serai le premier à applaudir si la Chambre est d'opinion qu'il faut consacrer une certaine somme à acheter un certain nombre de séries de ce dictionnaire généalogique ; et pour cela je dis que le chiffre de \$3,000, que j'ai mentionné, ne serait pas trop élevé.

M. Faucher de Saint-Maurice—*député de Bellechasse*.—M. le Président, l'œuvre magistrale de renseignements de Mgr. Tanguay est, sans contredit, le travail le plus complet dans son genre, qu'il y ait dans le monde entier. A part Vénise, le Canada est le seul pays au monde qui ait son livre d'or et qui puisse retracer l'origine de son peuple jusqu'aux premiers temps de son établissement sur le sol vierge et fécond de l'Amérique. C'est l'histoire de la grande famille canadienne.

Voici une appréciation très juste que je trouve dans l'introduction qu'il y a en tête du premier volume : Elle fait connaître et le but, les difficultés vaincues et le mérite conquis si noblement par Mgr Tanguay. Je lis :

" L'ouvrage entrepris par M. l'abbé Tanguay est vrai-

ment colossal et unique en son genre. Il donnera la généalogie de toutes les familles canadiennes, depuis l'établissement de la colonie jusqu'à nos jours : ce sera notre *Livre d'or*, avec cette différence qu'à Vénise on ne tenait compte que des familles nobles ; mais dans ce *Dictionnaire*, la famille la plus humble figurera comme les plus illustres. Leur commune gloire sera d'être venues sur cette terre lointaine, apporter la civilisation et implanter une race vertueuse et énergique.

“ L'exécution d'un pareil ouvrage offrait sans doute certaines facilités relatives. Nous sommes assez près des origines puisqu'aucune de nos familles ne remonte au-delà de 1608. Plus tard, nous aurions été dans les conditions des autres peuples où les origines se perdent après quatre-vingt ou cent ans.

“ Chez les anciens, les Juifs avaient des tablettes généalogiques très exactes. Ils les conservaient avec un soin jaloux. Dans les guerres, les persécutions, la captivité, ils cachaient ces tablettes avec le même empressement qu'ils mettaient à soustraire les vases sacrés à la profanation des païens. Malheureusement elles n'ont pu échapper aux usurpateurs qui avaient intérêt à les détruire. Les Juifs n'ont guère, aujourd'hui, de généalogies certaines, que celles qui se trouvent dans l'Écriture Sainte.

“ Dans les temps modernes, l'Irlande, cachée dans les brumes du nord, peut se vanter de posséder seule, croyons-nous, les généalogies de ses principales familles ; mais non de toutes. L'origine, sans doute, en remonte assez haut. Il y a un orgueil bien légitime à établir authentiquement sa généalogie à travers dix siècles, et plus, comme Torewalden, une des gloires de la statuaire, lequel prétendait descendre des premiers découvreurs de l'Amérique. Mais les Irlandais, emprisonnés dans leur île, naissants et mourant dans le même lieu, plus souvent sous la même hutte, peuvent assés

facilement recueillir les traditions de la famille et conserver les noms de ceux qui l'ont composée.

“ En Canada, principalement aux origines de la colonie, que de vicissitudes et de migration dans la vie d'un homme ! Né à l'extrémité orientale du Cap Breton, il se mariait en passant à Québec, et il s'en allait mourir au Détroit ou à la Nouvelle-Orléans. M. Tanguay a voulu suivre autant que possible, chaque individu à travers ses pérégrinations, et a indiqué le théâtre où s'est accompli chacun des actes solennels qui marquent l'existence de tout homme. Mais cela ne suffit pas.

“ Une personne peut avoir joué un rôle important dans le pays, pendant un séjour de quelques années. Elle ne s'est par mariée au Canada et n'a pas formé tige parmi nos familles, comme MM. d'Avaugour, de Tracy, etc., mais son nom est inséparable de notre histoire : il est d'ailleurs consigné aux registres. M. Tanguay devait nécessairement le faire entrer dans le *Dictionnaire*. Le personnage est obscur ; aucun souvenir brillant ne le tirera de l'oubli ; n'importe. Il a été parrain, témoin à une sépulture. Sa présence sera constatée. Un jour, quelque membre de sa famille, un historien peut-être, seront très heureux de découvrir, sans trop de recherches, des traces de son existence.

“ Pour rendre son travail aussi complet que possible, M. Tanguay a étudié d'abord les registres de toutes les paroisses de la Province de Québec. Après Québec, il a interrogé le Nouveau-Brunswick, la Nouvelle-Ecosse, les îles du golfe, Ontario, le Détroit, et si je ne me trompe, les établissements canadiens échelonnés sur le Mississipi. Il a donc fallu lire et analyser des milliers et des milliers d'actes.

“ Les divers recensements, souvent très détaillés, faits par ordre du Gouvernement français, ont aussi fourni des renseignements précieux. Souvent ils ont fait connaître des personnes qui ne figuraient point ailleurs. D'autres fois, ils

ont permis d'identifier des individus qui paraissaient sous un nom nouveau. Les greffes des notaires ont rendu plus d'un service, quand les deux premières sources faisaient défaut. Viennent ensuite les *Archives du dépôt de la Marine*, à Paris, que M. Tanguay est allé consulter en 1867 ; les ouvrages sur le Canada tels que Champlain, édition de Laverdière, Charlevoix, Ferland, Faillon, etc., etc.

“ On le voit, aucune source n'a été oubliée, et nous avons bien raison de dire plus haut que cet ouvrage est colossal, et unique en son genre.

“ Cependant qu'on ne s'y trompe pas. Ce n'est pas une production littéraire, destinée à charmer l'imagination, tout le monde le comprend. Mais quelques-uns pourraient croire qu'il renfermera des détails biographiques, anecdotes, etc., qu'ils n'auront qu'à ouvrir le livre, pour y trouver la vie de leurs ancêtres. Ce serait une grande erreur. Le *Dictionnaire* est généalogique et non biographique. Il donne la lignée de chaque famille ; il renferme, si l'on veut, l'histoire de chaque famille ; la date et le lieu du mariage du père et de la mère ; la date et le lieu de la naissance de chaque enfant, leurs noms ; la date et le lieu de leur mariage ; la date et le lieu de leur sépulture. Voilà les éléments de l'histoire de la famille : il n'y a plus maintenant qu'à les compléter par les recherches ou par les traditions. ”

Voilà, M. le Président, ce qu'est l'ouvrage de Mgr. Tanguay. Cela suffit pour convaincre la Chambre et le Gouvernement qu'il est de notre devoir d'encourager efficacement cette admirable publication.

Ce dictionnaire généalogique est un véritable monument, comme l'a si bien dit l'honorable secrétaire de la Province ; c'est aussi la plus belle preuve de la vitalité de notre race ; c'est encore la preuve la plus convaincante que, contrairement à ce que disent certains esprits peu renseignés, la France sait coloniser.

Quand vous le compulsez, vous vous sentez vengé des attaques de certains historiens qui ont écrit faussement que nous étions des descendants d'une immigration de contre-bande.

J'approuverai le Gouvernement s'il prend la décision de venir en aide à la publication de ce travail, et j'offre mes remerciements à l'honorable député de Montréal-est de m'avoir permis d'appuyer sa proposition.

La proposition est adoptée.

L'EMBRANCHEMENT DE SAINT-GABRIEL A LA RIVIÈRE AUX
PINS.

M. Casgrain—*député de Québec*. — J'ai l'honneur de proposer qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre, copie de toute correspondance entre le conseil municipal de Saint-Gabriel-ouest ou de Valcartier et le Gouvernement de cette Province, ainsi que de toutes pétitions adressées au dit Gouvernement, au sujet de la construction de l'embranchement de Saint-Gabriel à la rivière aux Pins, sur le chemin de fer du lac Saint-Jean.

M. le Président, je profite de cette occasion pour attirer l'attention du Gouvernement sur l'importance de cet embranchement de voie ferrée. Il y a là un beau pays dont le sol est d'une grande fertilité. Il y a aussi du bois de commerce en quantité considérable et, à ce point de vue, l'ouverture de ce territoire serait très importante pour le trésor puisqu'il y aurait pour lui une nouvelle source de revenu, provenant de richesses forestières inexploitées jusqu'à présent à cause des difficultés des communications.

L'année dernière, lorsque le Gouvernement a soumis à la Chambre sa politique de subventions aux chemins de fer, on m'avait dit qu'on y verrait. J'espère que cette année on trouvera moyen de donner à cette entreprise l'aide qu'on a accordée aux autres voies ferrées.

La proposition est adoptée.

L'ÉTABLISSEMENT D'UNE ÉCOLE SUPÉRIEURE D'ÉDUCATION
COMMERCIALE ET D'INDUSTRIE.

M. **David**—*député de Montréal-est.*— J'ai l'honneur de proposer qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre copie d'une requête d'un grand nombre de citoyens de Montréal, demandant une subvention pour aider les Frères des écoles chrétiennes à établir une école supérieure d'éducation commerciale et d'industrie.

M. le Président, il s'agit d'une œuvre digne en tous points de la plus sérieuse attention du Gouvernement et de la Province. Une requête signée par près de mille citoyens de toutes les classes et de toutes les nationalités de notre société, appuyant fortement la demande des Frères des écoles chrétiennes, a été transmise au Gouvernement. Il s'agit pour le Gouvernement d'accorder à ces Frères une certaine subvention pour les aider à établir une école supérieure, industrielle et commerciale. Voilà le projet.

M. le Président, nous devons au clergé et aux Frères des écoles chrétiennes les bienfaits d'une saine éducation. Sans eux, nous n'aurions jamais pu faire les progrès qui ravissent d'admiration ceux là même qui nous sont les moins sympathiques.

On sait qu'après la cession du pays à l'Angleterre, sans le zèle infatigable du clergé, et sans l'inaltérable dévouement de ces communautés de Frères enseignants, nous n'aurions pas eu l'éducation qui nous a grandi comme peuple et nous a permis de soutenir les luttes gigantesques et glorieuses qui sont maintenant du domaine de l'histoire et qui nous ont valu les précieuses libertés publiques dont nous jouissons aujourd'hui. Grâce au séminaire de Montréal, qui nous a donné des citoyens instruits, ce qui nous était si nécessaire, que dis-je, si indispensable, nous avons eu des défenseurs de nos droits opprimés, au barreau, dans les

réunions populaires et jusque dans l'enceinte sacrée des Assemblées délibératives que nous avions dans ce temps-là. Ce séminaire nous a procuré ces secours inappréciables sans qu'ils nous en ait coûté un sou de subvention publique.

Aujourd'hui, le zèle et le dévouement ne sont pas diminués, Dieu merci, les cœurs ne sont pas dégénérés, ils sont restés aussi généreux, aussi vaillants qu'autrefois, seulement ils ne suffisent plus parce que les besoins se sont multipliés. D'un autre côté, la lutte, pour avoir pris un caractère plus pacifique, n'en continue pas moins sur un autre terrain. Autrefois il nous fallait surtout et avant tout des hommes rompus par une haute éducation classique, aux combats de la tribune et aux savantes combinaisons de l'éloquence. Il nous fallait convaincre des adversaires intraitables, des ennemis presque. Mais aujourd'hui, ces rudes temps d'épreuve sont passés et s'il nous faut encore par-ci par-là faire acte d'énergie, ce n'est que pour défendre les conquêtes que nous avons faites. La liberté que nous avons est un moyen puissant entre nos mains, moyen qui centuple nos forces et nous rend presque invulnérables. Donc, ce qui était une nécessité de premier ordre autrefois n'occupe plus le même rang aujourd'hui. Ce qui faisait alors très bien pour rencontrer tous les besoins, ne suffit plus à présent et il nous faut changer notre système d'éducation si nous ne voulons pas rester en arrière dans la grande lutte de l'avenir, lutte pacifique il est vrai, mais dans laquelle il importe de remporter notre part de succès si nous voulons assurer notre avenir. De toutes parts s'élèvent des voix autorisées pour réclamer des changements dans notre système d'enseignement. Jusqu'ici il nous fallait surtout une éducation élémentaire et classique, nous avons eu l'une et l'autre. Mais le temps est arrivé où il nous faut un enseignement plus complet. Il faut prendre des mesures pour mettre notre population canadienne-française au niveau de la population anglaise qui demeure au

milieu de nous, au point de vue du commerce et des industries.

Certes, M. le Président, la population canadienne-française ne manque pas d'intelligence. Nos compatriotes de race française ne sont pas inférieurs aux Anglais, mais il nous faut avouer que nous n'avons pas cette éducation pratique qui fait que les Anglais sont nos supérieurs dans les affaires. Chaque race a ses aptitudes spéciales, je le sais. Certaines nations brillent dans les lettres, dans les arts, d'autres dans la carrière des armes, et la victoire suit partout leur drapeau ; d'autres encore, par le génie commercial et industriel. Il n'y a pas de doute que les Anglais ont pour eux l'intelligence des affaires. Il y a là entre eux et nous, une inégalité qu'il y aurait moyen de faire disparaître dans une certaine mesure au moins.

Lorsqu'on va visiter les Etats-Unis et que l'on demande ce que l'on pense généralement des Canadiens-Français, nous sommes heureux d'entendre dire aux autres nationalités que nos ouvriers ne sont pas inférieurs à ceux des autres races. Malheureusement il leur manque cette éducation pratique dont je parle, sans laquelle le génie même n'est rien. A la convention tenue à Rutland, j'ai eu l'occasion de causer avec un chef d'atelier américain qui me disait : " Ah ! monsieur, si vos compatriotes étaient instruits, ils seraient supérieurs aux ouvriers de n'importe quelle autre nationalité.

Je dis que le Gouvernement doit donner à l'artisan canadien cette éducation qui doit le rendre supérieur à ses concurrents dans la lutte sur le terrain de l'habileté professionnelle, dans les arts et métiers appliqués aux industries. L'occasion qui lui est maintenant offerte est excellente. Voici des hommes qui se présentent et s'offrent à donner cette éducation pratique devenue un besoin urgent. Leur passé nous est la meilleure garantie que nous puissions avoir qu'ils sauront remplir leur promesse.

Seulement, comme il s'agit de la création, au milieu de nous, d'un système spécial et nouveau pour le pays, comme cette éducation qu'ils veulent nous donner exige plus de dépenses que celle que nous avons, ils demandent que le Gouvernement leur vienne en aide. Ces bons Frères ont déjà établi des écoles de ce genre en France et aux Etats-Unis, et on a pu voir par les journaux d'Europe et d'Amérique que ce sont leurs écoles qui ont remporté le plus de succès. Beaucoup de personnes qui étaient préjugées contre les Frères, ont été obligées d'admettre qu'ils avaient la palme, et que leur enseignement était supérieur à tous les autres.

Dans ces circonstances, je dis que nous devrions être heureux de leur tendre la main. L'argent que nous leur donnerions pour fonder une école d'éducation supérieure commerciale et industrielle, nous ne le regretterions jamais. Quand on songe aux millions que l'on dépense ailleurs pour cette éducation populaire, nous devrions être heureux de trouver parmi nous des hommes si bien disposés. Si nous voulions faire ici pour les classes commerciales et industrielles ce qui est fait dans les autres pays qui servent d'exemple à l'univers civilisé, et si pour cela, il nous fallait recourir à l'enseignement donné par les laïques, nous devrions surcharger notre budget d'une dépense annuelle telle que notre population repousserait peut-être une semblable mesure. On peut se faire une idée de ce que serait cette dépense par ce que nous avons à l'heure qu'il est. Voyez donc, M. le Président, ce que nous coûtent les écoles normales. C'est une dépense annuelle de \$42,000 je crois, or les Frères ne nous demandent pas une telle somme. Qu'on me comprenne bien, je ne blâme pas le Gouvernement de dépenser \$42,000 pour les écoles normales, parce que ces écoles ont fait beaucoup de bien et qu'elles pourront peut-être en faire plus encore à l'avenir. Dans tous les cas, considérons ce qu'elles coûtent et cela nous engagera à aider les Frères.

M. LeBlanc.—*député de Laval.*—M. le Président, je me lève pour répondre à certaines remarques de l'honorable député de Montréal-est. Il a donné à entendre que les écoles normales étaient à peu près inutiles ; il a laissé croire que l'on pourrait employer d'une manière plus profitable l'argent que nous coûtent ces écoles. Bien que je n'aie aucunement mission de défendre les écoles normales, je ne puis, cependant, laisser passer ces remarques sous silence.

M. le Président, les écoles normales et les écoles des Frères ont chacun un but qui n'est pas du tout le même.

Les écoles normales ont été établies pour former des instituteurs et des institutrices. Il ne faut pas ôter le mérite des uns au bénéfice des autres. Je dis que les deux ont leur mérite. Chaque chose viendra à son temps. Il fallait d'abord organisé fortement le service de l'enseignement primaire. C'est ce qui a été fait. Je proteste contre les insinuations faites par l'honorable député de Montréal-est au sujet des écoles normales.

On veut fonder une école industrielle et commerciale pour le bénéfice de ceux qui se destinent aux industries et au commerce. Je n'ai pas un mot à dire contre un tel projet, seulement il ne faut pas le confondre avec les écoles normales, dont le but de leur fondation était la formation d'instituteurs et d'institutrices capables de diriger nos écoles primaires.

M. David.—Mais, M. le Président, je n'ai pas voulu le moins du monde attaquer les écoles normales. J'avais toujours pensé que ces écoles pourraient nous donner des instituteurs pour ces écoles industrielles.

Bien loin de les attaquer, comme le dit l'honorable député de Laval, je les ai défendues dans les journaux chaque fois que j'en ai eu l'occasion. Seulement il me sera bien permis d'ajouter aussi que j'ai toujours cru que ceux qui dirigent

les écoles normales auraient pu s'arranger de manière à former des instituteurs pour les écoles industrielles.

D'un autre côté, je suis bien prêt à admettre que ce n'est peut être pas la faute des écoles ; il peut se faire que ce soit la faute du Gouvernement. Je ne sais, ou encore, il peut se faire que les élèves de ces écoles normales aient les connaissances dont jé parle, mais qu'ils ne peuvent les utiliser faute d'établissements affectés spécialement à l'enseignement de ces connaissances pratiques.

A tout événement, voilà ma pensée et je n'ai jamais eu l'intention de dire autre chose que cela. Loin d'attaquer les écoles normales, je dirai qu'elles pourraient faire mieux si on leur donnait davantage.

M. Faucher de Saint-Maurice — *député de Bellechasse*. — M. le Président, ceux qui étudient ce qui se passe à l'étranger savent quel bien ces écoles y ont fait, mais ce n'est pas à dire que nous devons jeter la pierre aux écoles normales. Bien au contraire, nous savons tous quels avantages elles ont procurés à notre pays. Nous avons au milieu de nous deux des anciens élèves de ces maisons d'éducation, nos deux honorables collègues les députés de Laval et de Deux-Montagnes, qui, certes, font honneur à ces institutions.

M. le Président, j'ai commencé à puiser le peu de connaissances que j'ai aux écoles dirigées par ces modestes travailleurs de la pensée, les Frères des écoles chrétiennes. J'ai gardé d'eux le meilleur souvenir.

Leur devise est de faire le bien du peuple en lui servant en abondance le pain de l'intelligence.

Ils ont bien mérité la haute estime dans laquelle ils sont tenus par tous ceux qui les connaissent. A ce propos, qu'il me suffise de mentionner ici le nom du Frère Philippe qui était honoré des plus grandes amitiés de l'Europe, et le fait

que Sa Sainteté le Pape vient de canoniser l'illustre fondateur de cet ordre enseignant.

Leur dévouement ne connaît pas de bornes, et en 1870, un de ces bons Frères était dans les rangs de l'armée française combattant pour sa patrie comme simple soldat.

L'honorable M. **Blanchet**.—*député de Beauce*.—C'est là, M. le Président, une question bien importante pour la cause de l'éducation des masses et l'avancement du peuple. Les Frères ont fait beaucoup de bien déjà au milieu de nous, et nul doute qu'ils en feront encore plus s'ils reçoivent l'encouragement que l'on sollicite pour eux. Quand on songe à la grandeur de leur dévouement, à leur zèle, à leur science, aux nombreux citoyens qu'ils ont formés et qui, grâce à eux, ont fait leur chemin dans la société et sont parvenus aux premières places, on se demande avec étonnement comment il se fait que leur enseignement ne soit pas plus répandu qu'il ne l'est dans la Province.

J'ai déjà parlé plusieurs fois de cette maison. Dès 1882, à la première session où j'avais l'honneur de siéger dans cette Chambre, j'ai pris la parole sur une question comme celle qui nous occupe et je me suis prononcé en faveur de ces Frères. J'ai demandé dans la circonstance à laquelle je fais allusion, que l'enseignement dans les écoles élémentaires fut aussi pratique que celui donné par les Frères.

L'enseignement classique est maintenant solidement établi dans la Province. De fait, nous pouvons dire que le nombre des élèves de nos collèges classiques est relativement plus considérable qu'en Europe. Et ce système est complété par l'enseignement universitaire. Sous ce rapport nous pouvons rivaliser avec assez de succès avec l'étranger.

L'enseignement primaire a été établi dans la Province à une date assez récente ; il y a à peine trente ans, je crois. Bien que des efforts considérables aient été faits avec succès

pour le perfectionner, cet enseignement n'est pas cependant à la hauteur des besoins du peuple. Notre organisation générale manque à certains égards. Ainsi nous avons besoin d'une maison qui donnerait un enseignement pratique, c'est-à-dire, un enseignement qui tiendrait le milieu entre l'enseignement des sciences, et l'enseignement primaire.

Je crois que l'enseignement donné par les Frères est le plus pratique et le plus propre à développer les talents que nous avons. Grâce à Dieu, les talents ne manquent pas parmi nous. Ce qui manque, c'est l'instruction pour les faire valoir. Ce que je voudrais, M. le Président, ce serait non-seulement de donner une aide aux Frères, mais de plus, qu'on prendrait des mesures pour étendre l'action bienfaisante de ces maisons partout dans la Province.

Je suis heureux de faire ici des éloges aux écoles dirigées par ces Frères, et je suis convaincu que tous les citoyens, qui ont à cœur les intérêts des classes industrielles et commerciales, devraient venir en aide à cette institution et la mettre en position de combler la lacune qui existe dans notre système d'enseignement.

Déjà il y a des écoles des Frères dans plusieurs paroisses de mon comté. Elles ont formé un grand nombre d'élèves distingués, et l'un d'eux, est même parvenu à la haute position de sénateur du Canada.

Il arrive souvent que les enfants n'ont pas tous les mêmes aptitudes. On les fait suivre un cours classique et il ne manque pas de cas où on s'aperçoit, après quatre ou cinq ans, que l'élève ne fait aucun progrès par suite du peu de goût qu'il a pour ces études. C'est donc de l'argent perdu. Pour les parents riches ou à l'aise, ceci ne tire guère à conséquence, puisqu'ils ont les moyens de tenir leurs enfants dans les maisons d'éducation aussi longtemps que c'est nécessaire ; mais le cas est bien différent pour les parents

pauvres pour lesquels ces quatre ou cinq années perdues représentent une somme considérable de sacrifices de tous genres.

Si au contraire, nous avons des écoles comme celles que les Frères dirigent ou comme celle qu'ils veulent maintenant établir, les cultivateurs pourraient y envoyer leurs enfants et en faire des citoyens qui feraient leur chemin en exploitant des talents mûris par des études qui conviendraient à leur goût et à leurs aptitudes. De la sorte aussi, il n'y aurait pas de dépenses inutiles pour les parents.

M. le Président, nous vivons dans un siècle essentiellement pratique, et sur un continent où les tendances diffèrent beaucoup avec celles des nations européennes. Les progrès réalisés ici sont plus grands qu'en Europe, surtout en ce qui concerne la diffusion de l'enseignement primaire, car les Gouvernements ont fait beaucoup pour cet enseignement.

Les écoles des arts et métiers ont développé considérablement les talents naturels de notre population. Je puis dire en passant, que des citoyens de Québec ont fait des sacrifices personnels et pécuniaires pour établir solidement ces écoles. Feu l'honorable sénateur J. G. Ross a donné beaucoup d'argent dans ce but si louable. On ne peut pas trop louer ceux qui ont fait des efforts pour doter la Province de cet enseignement pratique, car cette question intéresse tout particulièrement l'avenir du peuple, et de sa diffusion dépend dans une large mesure le succès et la prospérité de nos classes laborieuses.

M. Desjardins — *député de Montmorency*. — M. le Président, je suis heureux de joindre ma voix au concert d'éloges si bien mérités que l'on vient d'adresser aux Frères des Ecoles chrétiennes. J'ai commencé à étudier à l'institut qu'ils tenaient à Lévis, il y a plusieurs années, et j'ai appris de bonne heure, à apprécier leur dévouement admirable à la

grande cause de l'éducation de la jeunesse. Je leur serai reconnaissant toute ma vie de leurs précieux enseignements. On a parlé des écoles normales. Je désire faire remarquer que les Frères ont aussi leurs écoles normales, qu'ils supportent avec ce qu'ils peuvent économiser sur leur maigre salaire. Dans cette Province, il y a 325 Frères employés à l'enseignement, 121 jeunes gens se préparent à se joindre à eux, et la formation des uns et des autres n'a rien coûté et ne coûte rien au Gouvernement. Après tous ces services, le Gouvernement ne voudra-t-il rien faire pour eux ?

Les Frères sont demandés dans 43 localités dans la Province de Québec, et 73 au Canada et dans les centres canadiens aux Etats-Unis. Ils sont souvent obligés de fermer la porte aux sujets, faute de ressources. Ils reçoivent les plus intelligents.

Veut-on savoir comment les Frères sont appréciés ailleurs ? Que l'on sache qu'il y a trois ans, le Gouvernement anglais a offert au supérieur des Frères, à Paris, le contrôle de 247 écoles dans les Indes. Bien que l'Institut des Frères compte 15,000 membres, dont 2,700 sont à se préparer à l'enseignement, les supérieurs se sont vus forcés à regret, de refuser ces offres qui étaient des plus avantageuses.

Les Frères enseignent toute leur vie et lorsqu'ils se sont usés à l'enseignement, il n'y a que les économies réalisées par les différentes communautés d'une Province sur le salaire annuel de \$200, pour pourvoir au soutien de la vieillesse.

Je vois avec plaisir l'unanimité de la Chambre à recommander la requête des citoyens de Montréal en faveur des Frères à la plus sérieuse considération du Gouvernement.

M. Hall—*député de Montréal-ouest*.—M. le Président, je ne dirai qu'un mot à l'appui de la demande formulée par mon honorable ami le député de Montréal-est.

L'école de Sainte-Anne à Montréal, dirigée par ces Frères, n'a été fondée que depuis douze ou quinze ans, et déjà on y compte cinq ou six cents élèves, et cette école n'a jamais rien reçu. Ces enfants reçoivent une bonne éducation, et sont formés d'une manière irréprochable. Les Frères ne leur demandent rien pour l'enseignement qu'ils reçoivent. Il n'y a que ceux qui ont les moyens de payer quelque chose, qui donnent vingt-cinq ou trente centins par mois. C'est tout ce qui est donné. Je tenais à mentionner ce fait devant la Chambre, car il plaide éloquemment en faveur de ces Frères.

M. Déchène— *député de l'Islet*. — M. le Président, si j'appuie cette demande, c'est que j'ai été à même d'apprécier les services que rendent ces Frères.

Il y a les Frères de la doctrine chrétienne et les Frères des écoles chrétiennes ; ce sont deux institutions différentes dans leur organisation, il ne faut donc pas se tromper au point de les confondre.

L'honorable député de Beauce a fait l'éloge des écoles dirigées par ces Frères et qui se trouvent dans son comté. Il a eu raison de faire l'éloge de ces écoles. Ce sont ces Frères qui donnent une éducation industrielle et commerciale dont nous avons tant besoin. Ils forment aussi des cultivateurs pratiques, car pour réussir en agriculture comme ailleurs, il faut avoir certaines connaissances quelque soit d'ailleurs, la carrière que vous embrassiez. Un cultivateur pratique et qui veut réussir, doit être en état de suivre par la presse ce qui se passe sur les marchés où il doit écouler ses produits, car tous ceux qui sont près des grands centres, peuvent se renseigner plus directement.

Ces écoles méritent donc d'être encouragées par le Gouvernement. Je sais, par exemple, ce qui se passe à Québec, où ceux qui ont l'avantage d'avoir une éducation pratique l'a reçoivent dans ces maisons.

Et ici, je ne saurais mieux faire, pour appuyer mon témoignage, que de faire appel à l'honorable député de Verchères qui s'y entend en fait de connaissances pratiques, et c'est avec plaisir que je lui cède la parole.

M. Lussier—*député de Verchères*.—M. le Président, je ne sais s'il est opportun pour moi de prendre la parole, après les éloquents et chaleureux appels que nous venons d'entendre de la part des orateurs qui m'ont précédé. Mais puisque je suis invité par l'un de mes honorables collègues, et comme aussi j'ai eu l'honneur d'être l'un des premiers dans cette enceinte, à faire valoir la cause de l'enseignement pratique tel qu'il a été défini au cours de ce débat, je ne crois pas devoir refuser de joindre ma faible voix à celles qui ont fait retentir les échos de cette Chambre, pour demander, moi aussi, au Gouvernement, de répondre généreusement et efficacement aux demandes qui lui sont adressées de toutes parts. Qu'il écoute le cri du cœur qui s'échappe spontanément pour ainsi dire de toutes les poitrines. Notre devoir ici, M. le Président, est de faire entendre nos voix en faveur des grandes causes qui doivent régénérer notre pays et conduire notre peuple au plus haut degré de prospérité et de grandeur matérielles.

Autrefois, tout était à créer, à organiser dans notre jeune pays. Nos illustres ancêtres avaient eu assez à faire que de défricher le sol que nous foulons aujourd'hui, la hache du défricheur d'une main, et le fusil du guerrier de l'autre. Tantôt contre les sauvages, tantôt contre les colons de ce qui forme maintenant la république voisine, nos pères, vécurent plus dans les camps et dans les embuscades, le couteau au poing et la hache de guerre à la ceinture, que paisiblement assis à leurs foyers cherchant dans la paix et la quiétude les meilleurs moyens de faire instruire leurs enfants. Ne les critiquons pas, car leur besogne a été rude et souvent ils ont marqué les étapes de leurs courses par

des jonchées de cadavres ennemis, monuments plus glorieux pour ces générations héroïques que tout ce que nous pouvons faire.

Après que notre pays eut passé sous la domination de l'Angleterre, et que de longues années de paix eurent permis à la poignée de Français restés fidèles au sol canadien, de se développer et de s'affermir dans leurs foyers, on songea à instruire la jeunesse, et à diriger son ardeur vers d'autres carrières que celle des armes, désormais close pour elle. D'ailleurs, le clergé devait se recruter autant que possible dans le pays même, puisque la France ne pouvait plus fournir, comme auparavant, son contingent. C'est alors qu'ont surgi ces nombreux collèges classiques qui font notre orgueil et qui ont sauvé notre nationalité en formant toute une armée de lutteurs. Mais aujourd'hui que cette partie de l'œuvre est accomplie, et bien accomplie, n'est-il pas temps de songer à créer un système complet pour donner à notre population un enseignement pratique industriel et commercial, enseignement qui lui a fait défaut jusqu'à présent pour la raison que je viens d'avoir l'honneur d'indiquer? Je dis oui, M. le Président, ce temps est arrivé. Ce n'est plus quelques voix isolées qui demandent cette réforme, c'est la voix de la grande majorité. Ce grand nombre qui réclame une mesure sage et prudente, le Gouvernement lui doit protection.

C'est le sort des enfants du peuple qui est en jeu et cela doit suffire pour émouvoir le cœur des ministres, qui tous sont sortis des rangs du peuple, qui s'y confondent tous les jours par leurs relations et les besoins de leur situation. Je sais qu'on ne parle pas en vain du peuple, de ses souffrances et de ses besoins au Gouvernement du jour. Je suis heureux de pouvoir dire que déjà, il a fait beaucoup pour le peuple, aussi je l'en remercie de tout mon cœur. Déjà ce Gouvernement national, et pour lui ce titre de "national" n'est pas un vain mot, déjà ce Gouvernement national a fait

beaucoup pour cette cause de l'instruction vraiment populaire. Mais qu'il me permette de lui dire que sa tâche est loin d'être terminée, au contraire elle ne fait que commencer tant nous devons avoir à cœur cette noble et grande cause.

J'ai été heureux d'entendre l'honorable député de Montréal se faire, avec autant de bonheur dans l'expression que d'élévation dans la pensée, se faire, dis-je, l'écho des demandes qui se produisent de toutes parts, et se faire, en termes si heureux, l'interprète des désirs de ces bons Frères de Montréal.

A tous ceux qui, après lui, sont venus chaleureusement appuyé cette demande, qu'ils me permettent de les remercier et de dire : " Vos voix éloquentes vont être entendues, je n'en doute pas, car vous plaidez devant des ministres tout gagnés d'avance à votre cause." Et si, comme je le souhaite et je l'espère, le Gouvernement se rend à nos demandes, qu'il soit certain qu'il recevra l'approbation du pays tout entier. Son magnifique programme a reçu déjà l'adhésion de la grande majorité des citoyens de cette Province, et dans ce programme il y a un mot qui, plus que tout le reste, lui gagnera tous les cœurs et le concours de toutes les volontés, et ce mot, M. le Président, c'est *éducation*. Education de l'enfant du peuple, éducation du pauvre, du déshérité des biens de ce monde, de celui qui végéterait misérablement et obscurément malgré tous ses talents, si les lumières de l'éducation ne viennent faire briller ces talents aux yeux de tous, et lui permettre de réaliser de grandes choses pour sa patrie et ses concitoyens.

La mission du Gouvernement est toute tracée, la voie lui est clairement indiquée, il n'hésitera pas à s'y engager avec le courage et l'énergique persévérance qui le distingue dans tout ce qu'il entreprend. Je suis donc certain qu'il ne faillira pas à un devoir aussi nettement tracé. Et la récompense pour un aussi grand service rendu à la nationalité qui lui a

confié ses destinées, au peuple qui lui a accordé son entière confiance, sera une reconnaissance qui ne se démentira pas, et qui produira pour ceux qui auront su la mériter, les plus heureux résultats.

L'honorable M. **Taillon**—*député de Montcalm, chef de l'opposition*.—M. le Président, il y a de ces questions qui ont le privilège de provoquer l'éloquence d'un grand nombre de députés. L'agriculture et la colonisation étaient, il n'y a pas longtemps encore, l'objet de longs mais aussi de forts intéressants débats. Mais je comprends qu'il doit, à plus forte raison, en être ainsi sur une question comme celle que nous discutons.

Si je prends la parole ce n'est pas que j'aie la prétention d'apporter du nouveau, après tout ce qui a été dit. Non, M. le Président, je cède plutôt au désir de témoigner de ma haute appréciation pour le mérite de ceux qui sont en quelque sorte en cause, et pour les services signalés qu'ils ont rendus au peuple de la Province.

Personne ne songe à donner un état des services de cette institution, sans doute parce que chacun a compris que l'auditoire était trop bien disposé en sa faveur, pour avoir besoin de cette preuve pour lui accorder toutes ses sympathies.

J'ai déjà dit ce que j'en pensais, et maintenant j'ajouterai ce que j'attends de cette institution. Tout d'abord, il ne faut pas oublier de tenir compte des moyens financiers à la disposition du Gouvernement. Mon intention n'est pas, je vous l'assure, M. le Président, de jeter de l'eau froide sur l'enthousiasme de ceux qui secondent les démarches des Frères, seulement je ne voudrais pas inviter les honorables ministres à faire une chose que l'on pourrait considérer comme une imprudence administrative. Je veux m'expliquer nettement afin qu'il n'y ait pas d'équivoque possible. Je veux bien que le Gouvernement vienne en aide au projet en

élaboration, mais à la condition que cela n'ait pas pour effet d'augmenter la dépense.

Je ne me contenterai pas seulement de dire ce qu'il faut faire sans lui indiquer ce que je crois être le moyen d'y arriver sûrement. Je lui dirai donc les moyens d'aider à cette entreprise sans grever le budget. Commençons par établir une distinction entre les institutions qui sollicitent l'aide du trésor public. Sachons distinguer parmi ces institutions celles qui sont locales et celles qui sont provinciales, celles dont l'action doit nécessairement être restreinte à une localité ou plus, et celles dont l'influence est, ou sera générale, et dont, conséquemment, la Province, comme tout, bénéficiera.

Loin de moi la pensée de déprécier en rien le rôle ou le bien que peuvent faire ces institutions locales. Non, mais la pensée que j'exprime là je l'ai exposée déjà en maintes circonstances. J'ai déjà dit, par exemple, que nos asiles pour le traitement des aliénés sont dans la catégorie des institutions ayant le caractère provincial, ou général. Je ne puis mieux faire comprendre ma manière de voir qu'en citant, comme tombant encore dans la même catégorie, les maisons qui reçoivent les aveugles et les sourds-muets. Je l'avoue, je crois que tous ensemble nous aurions pu faire plus que nous n'avons fait par le passé, pour faire triompher pratiquement cette pensée qui, après tout, est fondée sur un principe dont la justice ne peut être contestée. Si nous avions adopté cette manière de voir, nous aurions pu faire plus que nous n'avons fait pour certaines institutions qui n'ont pu accomplir tout le bien qu'elles avaient en vue, faute d'aide du trésor public. En éparpillant nos ressources un peu partout, nous nous trouvions sans grand moyen pour faire face aux demandes de ces maisons, qui méritaient toute notre sollicitude eu égard au bien qu'elles faisaient ou

qu'elles auraient pu faire à la généralité de la population. Ceux qui étaient à la tête de ces maisons avaient fait de grands sacrifices sans se rebuter, mais d'autres se sont découragés, et ont abandonné la partie, ce qui nous a fait perdre de précieux dévouements.

Le temps n'est-il pas arrivé de faire cette distinction ? Par ce moyen, sans que les dépenses soient augmentées, nous pourrions, par exemple, venir au secours de l'institution des frères des écoles chrétiennes dans la création d'une école supérieure d'éducation commerciale et industrielle.

Je suppose que cette école prendra des pensionnaires. Ceux qui destinent leurs enfants à la carrière commerciale ou industrielle les y enverront.

Nous avons déjà des maisons d'éducation qui ont un peu le caractère de celle que l'on veut fonder, mais elles sont situées dans les districts ruraux, et les parents, pour la plupart, préfèrent envoyer leurs enfants dans les grands centres, car là ils se trouvent en quelque sorte comme enveloppés dans une atmosphère d'activité commerciale et industrielle qui ne peut que fortifier leur amour des études spéciales qu'ils poursuivent. Jusqu'ici nous avions le " High School ", mais là on ne reçoit pas de pensionnaire, ce qui est un obstacle pour un grand nombre qui n'aiment pas à laisser faire la vie de pension dans une grande ville à un jeune homme, qui n'a encore que la frivolité et la légèreté de conduite d'un enfant. On comprend les craintes, fort légitimes après tout, d'un père, d'une mère, à la pensée qu'il leur faudrait confier un enfant de quinze ans à une pension où on n'exercera d'autorité aucune surveillance active. Je trouve dans cette situation une raison majeure d'encourager la fondation d'une école comme celle qui est projetée et qui devra être établie dans un grand centre. Comme on recevra des pensionnaires,

les parents pourront y envoyer leurs enfants sans crainte. Je suis convaincu qu'un telle institution, conduite comme elle le sera par ces Frères, rendra de grands services à notre population.

On donne des subventions aux collèges classiques ou aux maisons d'éducation locales, en suivant la classification que j'en ai faite tout à l'heure. Chaque année on vote une certaine somme pour ces institutions dont le champ d'action est en général fort limité. Ne serait-il pas plus sage de mettre fin à ce système et de consacrer ces fonds aux grandes institutions dont le caractère est provincial ? Je ne veux pas par là déprécier les services rendus par ces maisons que j'appelle locales, mais comme nous ne pouvons pas répondre à toutes les demandes, il faut choisir celles qui se recommandent le plus à notre sollicitude. Pour que cette distinction soit faite avec discernement il faut procéder d'après un système bien défini. Arrangeons-nous de manière à faire la charité, mais que nos dons produisent la plus grande somme de bien possible. Je ne me dissimule pas les difficultés de la tâche que j'indique. Il est fort possible que l'on continue à l'avenir, le système suivi par le passé. Il est si malaisé de mettre de côté les réclamations locales et les influences qu'elles mettent en jeu. J'ai passé par le pouvoir et j'en connais quelque chose, mais ce n'est pas une raison de ne pas opérer cette réforme. Il importe d'agiter cette question afin de préparer les esprits dans cette direction. La presse pourra nous aider à faire connaître ce que nous disons ici, et ce sera déjà beaucoup pour amener la réforme dont je parle. Je serai peut être blâmé pour avoir exprimé cette opinion. Il est possible que dans l'état actuel des esprits, l'idée que je voudrais voir triompher soit trop hardie. On devra au moins me donner crédit pour mes bonnes intentions.

Si le Gouvernement peut aider indistinctement toutes les institutions qui se recommandent à sa bienveillance, s'il

peut faire face à toutes les demandes sans obérer le trésor, très bien, mais je dis que si vous ne le pouvez pas, vous êtes dans l'obligation de faire une distinction et de donner votre aide à celles qui ont le plus de besoins à satisfaire ; et pour que cette distinction ne soit pas odieuse, il faut qu'elle soit basée sur un système dont la justice ne puisse être contestée....

M. David.—Vous avez raison.... c'est très juste.

L'honorable M. Taillon.—Il est possible que le Gouvernement ne puisse pas réussir cette année, à mettre ce système en opération, mais il aura droit de compter sur notre concours, le jour où il tentera cette réforme. Pour moi, j'ai commencé à lui prouver ma bonne volonté en me prononçant franchement.

Quelques fois on tourne en ridicule ces sortes de débats comme celui que nous faisons maintenant, et qui paraissent se prolonger outre mesure, mais jamais ces discussions ne sont trop longues. Ces questions sont trop importantes pour ne pas être traitées avec soin. Plusieurs fois nous nous sommes occupés de questions qui ne valaient pas celle-ci. J'attendrai ce qui va être dit, et si je trouve qu'il m'est nécessaire de faire de nouvelles observations, j'espère que l'on me permettra de prendre de nouveau la parole.

Il y a à Montréal une école des beaux arts appliquée à l'industrie. Qui sait s'il n'y aurait pas moyen de l'aider en rapport avec l'école supérieure que les Frères veulent fonder?

L'honorable M. Mercier—*député de Saint-Hyacinthe, premier ministre et président du conseil exécutif.*—M. le Président, je suis heureux des importantes suggestions de l'honorable chef de l'opposition, car la question qui occupe la Chambre, celle de l'éducation, est de la plus grande importance. Nous savons tous ce que font, à cet égard, dans notre pays, les Frères des écoles chrétiennes

C'est donc avec raison aussi que près de mille citoyens influents de Montréal, curés en tête, ont signé la requête qui nous occupe. J'en suis heureux, car les Frères sont de vrais amis du pays. Ils viennent de construire, à Montréal, sur l'ancienne propriété Delisle, juste ce que nous désirions : un collège superbe.

Chacun pourra voir dans la rue Sherbrooke une construction en pierres, à plusieurs étages, très spacieuse, très élégante, offrant toutes les garanties hygiéniques possibles, en un mot l'une des plus belles maisons d'éducation de la Province et du Canada. Déjà cette institution renferme un grand nombre d'élèves et fonctionne très bien. Les enfants, je le sais par plusieurs de mes amis qui ont là leurs fils, y sont bien élevés, bien instruits, sous tous les rapports, et sont l'objet de tous les soins désirables. Les Frères ont toujours eu de grands succès dans leur enseignement, en Europe, aux États-Unis et au Canada ; cela s'explique : visitez leur maison-mère, rue Cotté, qu'y trouverez-vous ? Nombre de Frères qui renoncent aux attrait du monde et à ses légitimes jouissances, afin de se rendre utiles à notre peuple et à notre pays. Quand ils quittent cet établissement, un léger salaire leur suffit et ils vont établir, dans la Province, des maisons semblables à celles que nous leur connaissons à Montréal et à Québec.

Je désire donc beaucoup que le Gouvernement fasse tout ce qu'il peut, pour encourager ces vrais éducateurs du peuple. Mais ainsi que l'a dit l'honorable chef de l'opposition, il faut consulter nos moyens : notre budget est grevé de dettes. Pour le moment, nous ne pouvons pas donner une somme considérable aux Frères qui le mériteraient si bien.

Le Gouvernement ne peut pas faire de promesses, mais il veut faire quelque chose. Je tiens que les Frères sachent que la Chambre comme le pays tout entier est unanime à reconnaître leurs longs et éminents services.

Ils ont droit à notre reconnaissance, et si la conversion de la dette peut arriver à une solution favorable, nous serons alors en mesure de prouver aux Frères que notre action ne se limitera pas à des paroles d'admiration et d'encouragement.

Déjà le budget est grevé d'un montant considérable pour le service de l'instruction publique. Il y a \$78,000 de votées pour l'éducation supérieure. Il est vrai que sur ce montant nous prenons une somme assez respectable pour venir en aide à l'institution des sourds-muets. Ensuite, il nous faut voter encore \$160,000 pour les écoles élémentaires. Voilà donc au-delà d'un quart de million dépensé annuellement et directement pour l'instruction publique. Tout le monde admet qu'il nous faudra avant longtemps songer à augmenter le montant affecté aux écoles élémentaires. Il est notoire qu'il n'y a pas de proportion entre les fonds votés pour aider à l'éducation supérieure et ceux donnés aux écoles primaires. Nous ne pouvons continuer ce système plus longtemps sans nous exposer à des critiques légitimes. Je ne dis pas que nous diminuerons un chapitre au bénéfice de l'autre, non, mais je prétends qu'avant longtemps il faudra changer cela et établir une proportion plus juste, plus raisonnable entre les sommes que nous donnons pour ces deux services.

Il ne faut pas se le cacher, nous ne donnons pas assez pour l'instruction du peuple. Aussi, depuis plusieurs années, Anglais et Français, tous nous demandent une somme plus élevée pour les écoles primaires. Cette année encore, nous avons reçu des demandes pressantes de porter la somme votée à \$200,000. Malheureusement, nos ressources ne nous permettent pas de répondre favorablement à ces demandes, dont, cependant, il est impossible de contester la parfaite légitimité.

Nous avons voté, l'année dernière \$460,000 pour régler la question dite " Biens des Jésuites ; " \$400,000 pour les

catholiques, \$60,000 pour les protestants, et nous aurons à payer cette somme dans le cours de l'année. Ajoutez à ces trois montants ce que nous paierons cette année à certaines maisons d'éducation et institutions de charité, et vous arriverez à près d'un million de piastres, pour cette année seulement, sous ce chapitre.

Un million, c'est une somme considérable et nous devons bien réfléchir avant de prendre de nouveaux engagements. Si nous pouvons régler certaines questions auxquelles nous travaillons, s'il nous était permis de régler avantageusement la question de la conversion de la dette, s'il y avait moyen d'établir une trêve entre les deux partis, de réunir les deux côtés de la Chambre, de faire marcher à l'unisson toutes les volontés et tous les cœurs, nous pourrions alors facilement réaliser toutes nos aspirations. Le trésor regorgerait alors, nous aurions une somme considérable que nous pourrions mettre à la disposition, non seulement de l'agriculture et de la colonisation, mais aussi de l'éducation du peuple.

Je ne veux pas décourager les amis des Frères, au contraire. Je veux qu'on sache que le Gouvernement est disposé à faire tout ce qu'il pourra pour la cause qu'ils représentent. Je veux aussi que tout le monde reconnaisse les services qu'ils rendent au pays. Dieu merci, on ne les considère pas comme des Frères ignorants ici ; on les considère, au contraire, comme des instituteurs savants, qui, avec un zèle que la foi chrétienne inspire, laissent de côté la vie que nous menons dans le monde, pour se livrer exclusivement, et pour un salaire nominal, au service de la noble cause de l'instruction du peuple. Dans l'ancienne maison des Frères, vous voyez là, M. le Président, une foule de religieux. Sont-ils occupés à gagner de l'argent pour améliorer leur sort ou pour jouir des choses que nous offrent les arts et l'industrie ? Ou encore, cherchent-ils les honneurs, la renommée et la gloire ? Non, ils travaillent

dans le silence de leur modeste résidence, à s'instruire pour devenir des professeurs, pour instruire à leur tour les enfants du pauvre, du déshérité de la fortune. Suivant les traditions de leur fondateur, ils se dévouent avec ardeur à la haute et bienfaisante mission qu'ils se sont imposée. Tout ce qu'ils ambitionnent, c'est de répandre autour d'eux les connaissances qu'ils ont acquises. Au moins, me direz-vous, quand ils sont capables d'enseigner, ont-ils une position qui les paie, leur travail reçoit-il une juste rémunération? Non, ils ont presque rien et le plus modeste employé qu'ils forment, gagnent dix fois plus qu'eux.

Ils vont fonder d'autres maisons. Ils continuent l'apostolat de l'enseignement sans autre récompense que la satisfaction du devoir accompli. Les enfants qui reçoivent cette instruction deviennent des hommes capables, des citoyens utiles à leur pays, qui décuplent ses forces et agrandissent sa prospérité et sa richesse. Grâce aux sages leçons, à la discipline salubre, aux bons exemples de ces Frères, ces enfants, devenus des hommes, des pères de famille, apportent dans les carrières qu'ils ont choisies, les excellentes habitudes de régularité, de persévérance au travail qu'ils ont contactées dans leur bas âge. Grâce aux connaissances qu'ils ont acquises, leurs efforts, fécondés par une intelligence, développée par l'instruction, produisent des plus heureux résultats.

Tout le monde admire et applaudit au dévouement et au succès des Frères, tous nous souhaitons l'expansion complète de leur œuvre, car nous savons quels fruits précieux en retire notre population.

On a parlé du rôle que le clergé a joué dans ce pays, et de la part qui lui revient dans la consolidation de notre avenir.

Je l'ai déjà dit, mais il y a de ces vérités qu'on ne saurait

répéter trop souvent, tant il importe de les graver dans l'esprit de tous

Remontons, pour quelques instants, le cours des années, et ouvrons les premières pages de notre histoire. C'était quelques jours après la défaite, alors que la France voyait son roi énervé par un règne de mollesse et de luxure, aux pieds d'une Pampadour. Méconnaissant la valeur du Canada comme colonie, il nous cédait à l'Angleterre, las sans doute des reproches mérités que faisaient entendre cette poignée de braves qui soutenaient si glorieusement l'honneur de la France, trahie par ses maîtres. Il y avait ici 70,000 colons français, exténués par dix années de guerre. En voyant partir ce drapeau fleurdelisé, symbole chéri de la patrie, drapeau qu'ils avaient rougi de leur sang, le sombre découragement s'empara de leur cœur, découragement justifié par le départ simultané des grands, des nobles, des officiers, de tous ceux, en un mot, qui donnaient de la force et du prestige ; de tous ceux qui pouvaient les protéger, les aider, les relever ; de tous ceux qu'ils avaient aimés et dont ils avaient partagé les anxiétés et les périls des derniers combats.

Est-il étonnant de constater que la plupart auraient alors voulu retourner en France, fuir la domination étrangère, et ne pas servir sous un drapeau ennemi ? Mais, à un moment donné, la Providence permit que ce découragement, qui s'était emparé de l'âme de tout un peuple, ne fut que passager. Aussi, après avoir vu se perdre petit à petit, dans le lointain de l'horizon, la dernière voile du dernier vaisseau remportant en France ce que la colonie avait de plus illustre, ainsi que les glorieux débris de cette poignée de héros qui avaient à jamais immortalisé le nom français en Amérique, lorsque l'âme encore tout émue des suprêmes adieux, les Canadiens-Français, se tournèrent vers leur modeste demeure, récemment saccagée par l'Anglais, et aperçu-

rent le clocher de l'église, ils entendirent le prêtre les inviter à la prière et à s'en remettre à la protection du Dieu des nations ; alors, M. le Président, nos pères s'écrièrent dans un incomparable élan de foi et d'espérance : " Nous pouvons rester, notre nationalité ne périra pas, puisque le prêtre catholique demeure avec nous. "

Alors ce prêtre se multiplie pour suffire à tous les besoins, pour réparer les ruines faites par sept années de guerre, il supplée à l'absence de ceux qui avaient eu jusqu'alors la direction du peuple, il ranime le courage des colons. Mais là ne s'arrête pas son zèle : il plonge dans l'avenir, et pressentant les combats que nous aurions à soutenir, il amasse, sou par sou, ce qu'il faut pour fonder ces écoles, ces collèges classiques, véritables casernes d'où va sortir la future légion canadienne, armée de pied en cap, disciplinée et vigoureuse, pleine de prudence et d'audace, pour marcher à la conquête des grandes libertés politiques dont notre génération a hérité. Audelà d'un million de piastres fut ainsi versé par les fondateurs des collèges qui forment les citoyens, des couvents où nos religieuses qui secondent si admirablement notre clergé, apprennent à nos filles à devenir des femmes et des épouses modèles. Et aujourd'hui, grâce à Dieu, le nom français est aussi respecté qu'il l'était autrefois.

De son côté aussi le clergé protestant a rivalisé de zèle, et nous avons vu s'élever, sous sa direction, des institutions admirables qui répandent à profusion les bienfaits de l'éducation. Il suffit de nommer McGill, Lennoxville, Morrin et d'autres maisons encore qui font honneur à la race anglaise. Tous se sont donné la main pour promouvoir la grande cause de l'instruction publique, dans cette Province.

Nous voulons toujours marcher sur les traces de nos devanciers, à cet égard ; nous voulons tous parcourir la voie ouverte par nos prédécesseurs ; continuer et déve-

lopper leur œuvre, la rendre encore plus efficace, en la complétant, et mettre tous les secours possibles au service de ces belles institutions qui sont notre force et notre gloire.

La proposition est adoptée.

A six heures la séance est suspendue jusqu'à huit heures.

LA TRAVERSE ENTRE QUÉBEC ET LÉVIS.

L'ordre du jour appelle la suite de la délibération sur la proposition demandant que la Chambre se forme en comité général pour examiner le projet de loi à l'effet d'assurer une traverse régulière (ferry) entre la cité de Québec et la ville de Lévis.

M. le Président donne comme suit sa décision sur l'objection soulevée à la dernière séance, savoir que ce projet ne peut être traité comme étant d'intérêt général, mais comme un projet de loi *hybride*, attendu qu'il se rattache à des intérêts privés.

M. le **Président**.—Le projet de loi qui m'est soumis tend à autoriser toute personne ou compagnie à tenir une ligne de bateaux à vapeur entre Québec et Lévis, nonobstant toute loi à ce contraire et nonobstant tout contrat etc., intervenu entre la cité de Québec et la ville de Lévis, et la compagnie dite "The Quebec and Levis Ferry Company."

On objecte que ce projet de loi porte atteinte aux droits acquis et aux intérêts particuliers des corporations plus haut indiquées, en autant qu'il tend à leur enlever certains privilèges exclusifs, qu'on prétend leur appartenir en vertu de la loi 29 Vict., chap. 57. D'autre part, on objecte à cette interprétation de la loi citée et l'on conteste l'irrévocabilité et même l'existence de ces privilèges exclusifs.

La question soulevée dépend donc de l'interprétation de l'acte 29 Vict., chap. 57, à l'égard des privilèges dont il est

question. C'est une question de droit plutôt qu'une question d'ordre. Elle échappe en conséquence à ma juridiction et je la sou mets à la décision de la Chambre.

La question est maintenant sur la proposition de M. de Grosbois, demandant que la Chambre se forme en comité général pour examiner ce projet de loi.

M. **Bernatchez**—*député de Montmagny*.—J'ai l'honneur de proposer en amendement, que tous les mots après " que " dans la proposition principale soit retranchés et remplacés par les suivants : " la Chambre ne se forme pas en comité général maintenant sur ce projet de loi, mais qu'il soit renvoyé à un comité spécial composé des honorables MM. Blanchet, Gagnon, Pelletier et de MM. Bernatchez, Faucher de St-Maurice, de Grosbois et Nantel, lequel comité aura le pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et documents. "

M. **Murphy**—*député de Québec-ouest*.—M. le Président, je suis en principe pour le renvoi de ce projet de loi à un comité spécial, mais, j'objecte au personnel tel que proposé. Je serai en faveur de cette proposition si on veut bien la modifier en mettant les noms des honorables députés de Portneuf, Lévis, Québec-centre et moi-même.

J'ai donc l'honneur de proposer que les noms suivants soient ajoutés à la liste des membres de ce comité : MM. Rinfret, Lemieux, Tessier et Murphy.

L'honorable M. **Gagnon**—*député de Kamouraska, secrétaire et registraire de la Province*.—Je suis heureux de voir l'honorable député accepter le principe de la proposition à l'effet de renvoyer ce projet de loi à un comité spécial, mais je regrette de ne pas pouvoir partager son opinion quant à la validité de sa proposition. Je soulèverai la question d'ordre, me fondant sur la règle 78 qui déclare qu'un député qui s'est prononcé contre une proposition de loi ne

peut faire partie d'un comité spécial chargé d'en faire l'étude. On comprend la sagesse d'une telle disposition, car il suffirait de mettre dans un tel comité une majorité de députés hostiles au projet de loi qui lui serait soumis pour que le projet serait étouffé secrètement, ce qui frustrerait la Chambre de l'exercice de son droit de juger en dernier ressort de l'opportunité ou de l'inopportunité d'une loi.

Sur les quatre membres que l'honorable député veut faire ajouter au comité proposé, trois se sont prononcés formellement contre ce projet de loi ; ce sont Messieurs Tessier Lemieux et l'honorable député de Québec-ouest lui-même.

Je demande l'application du règlement.

M. **Murphy**.—Est-ce qu'il y avait un avis sur l'ordre du jour pour permettre à l'honorable député de Montmagny de faire sa proposition ?

L'honorable M. **Gagnon**.—Il n'y a pas besoin d'avis quand il s'agit d'un projet de loi d'intérêt général.

M. le **Président**.—Je ne crois pas qu'il puisse s'élever le moindre doute sur l'application de la règle invoquée par l'honorable secrétaire de la Province. Cette disposition est aussi formelle qu'elle peut l'être, et je n'hésite pas à déclarer que la proposition de l'honorable député de Québec-ouest est hors d'ordre.

M. **Lafontaine** *député de Napierville*.—J'ai l'honneur de proposer que ce projet de loi ne soit pas renvoyé à un comité spécial, mais que la Chambre se forme en comité général pour étudier ce projet, dans six mois.

M. le Président, lorsque nous avons discuté ce projet de loi, j'ai entendu l'un de ceux qui l'appuient, demander à l'un de ses collègues, qui ne partageait pas ses vues : " Quel intérêt avez-vous à combattre ce projet de loi." S'il n'y a seulement ceux qui sont intéressés qui doivent prendre part

à ce débat, j'avoue que je ne dois pas parler et que mon devoir alors est de reprendre immédiatement mon siège. Mais j'ai toujours cru qu'ici le désintéressement, ou si l'on préfère, le défaut d'intérêt n'était pas l'occasion de reproches, mais qu'au contraire, c'était une qualification de plus à ajouter aux autres. Leur opinion à ceux-là ont au moins le mérite, à défaut d'autre, d'être désintéressée.

Nous avons discuté une bonne partie de la séance d'hier sur ce projet de loi, et maintenant encore nous sommes menacés de passer toute la soirée sur la même question. C'est pourtant un sujet qui a bien peu d'intérêt pour la Province en général. En consacrant tant de temps à ce projet de loi, nous lui faisons en vérité beaucoup d'honneur.

Quelles sont donc les graves raisons qui ont provoqué le dépôt de ce projet de loi ?

Voici ce qui en est, en deux mots :

Un voyageur arrive sur la rive sud en destination de Québec ; les heures des bateaux traversiers ne lui conviennent pas, et il en conçoit une très mauvaise humeur. Et de suite il se dit : “ Voilà une compagnie qui ne veut pas me traverser quand je le lui demande, je vais la régenter de la bonne manière ; je vais faire présenter un projet de loi à la Législature pour lui faire expier son crime.” Supposez maintenant que ce voyageur irrité est membre de cette Chambre, et vous aurez toute l'histoire de cette tentative de législation extraordinaire.

Quel argument fait-on valoir pour nous engager à voter ce projet de loi ? On dit que la traverse est monopolisée, que ce monopole ne devrait pas exister, qu'il n'a pas sa raison d'être. On dit aussi que la charte de Québec ne l'autorise pas à passer le contrat dont la compagnie se prévaut, que la corporation de Québec a, conséquemment, outrepassé ses pouvoirs et son autorité. Si ces assertions

sont vraies, pourquoi ne s'adresse-t-on pas aux tribunaux ordinaires pour faire annuler ce contrat ? Ce n'est pas à nous qu'il faut s'adresser pour obtenir cette résiliation. Qu'on en appelle aux cours de justice, c'est le seul moyen pratique de régler la question. La première raison invoquée n'a donc aucune valeur, car depuis quand sommes-nous ici pour examiner et résilier des contrats ? Comment pourrions-nous nous arroger le droit de mettre de côté un contrat. Si ce contrat n'est pas valide, est-ce à nous à décider la question de droit qui s'y rapporte ? Est-ce qu'il n'y a pas des tribunaux pour cela ? Est-ce que cette proposition de loi n'intervient pas les rôles. Sommes-nous ici pour faire des lois ou bien pour les interpréter ?

Que dit-on dans le préambule ?

"Attendu que le public souffre considérablement du monopole, actuellement exercé par la compagnie dite "The Quebec and Levis Ferry Company" ; que cette compagnie fait un service très irrégulier et absolument insuffisant, et qu'il en résulte pour le public des inconvénients et des dommages considérables."

Voilà des questions qui relèvent des tribunaux ordinaires. Sommes-nous les juges de ces questions ? Non. M. le Président, ce projet de loi n'a pu prendre naissance que par suite d'une confusion déplorable des droits de la Législature. Si la compagnie ne fait pas son devoir, ce n'est pas nous qui devons en être juges. Il y a dans notre Province trois pouvoirs distincts, et ceux qui se croient lésés, doivent aller devant le pouvoir judiciaire qui seul a le droit de se prononcer avec l'autorité voulue.

M. David—*député de Montréal-est.*—M. le Président, je n'ai qu'un mot à ajouter. Nous, députés de la région de Montréal, nous sommes peut-être plus que tout autre, en position de rendre un jugement impartial. Nous comprenons les inconvénients dont on se plaint, mais nous nous posons naturellement une question à laquelle nous sommes

anxieux d'avoir une réponse. Qu'allons-nous gagner si nous supprimons la compagnie que l'on dit être en défaut ? Il est vrai qu'elle ne fait pas son service comme elle devrait le faire, mais s'il fallait être toujours aussi sévère, savez-vous, M. le Président, que ce système nous menerait beaucoup plus loin qu'on ne le pense. Si, par exemple, on faisait la même chose chaque fois qu'une compagnie de chemin de fer est en défaut, il ne resterait pas beaucoup de charte de telles compagnies. Toutes ou presque toutes seraient frappées, et où cela nous mènerait-il ? Ce sont des inconvénients, je l'admets, mais mon Dieu, il y en a tant dans le monde, que nous commençons à nous y faire.

M'est avis que si on met cette compagnie de côté, on aura beaucoup plus à se plaindre. Je sais bien que l'on va me dire qu'il y a d'autres capitalistes qui se chargeront de ce service, mais tout cela pourra prendre du temps à être organisé et dans l'intervalle, qui tiendra la traverse ? On veut détruire sans avoir rien à mettre à la place. Si on n'avait pas de bateau du tout, on serait beaucoup plus mal servi qu'à présent. Que dirait-on si on était obligé de revenir au système des canots ? Je suppose que la population de Québec attende avec grande hâte l'arrivée dans ses vieux murs, d'une de ces grandes artistes qui font la gloire de notre nationalité, d'une femme dont le nom est sur toutes les lèvres et dans tous les cœurs, et qui a traversé le monde en s'inondant de gloire, et que cette femme, couronnée par la renommée la plus illustre daigne visiter la ville des antiques souvenirs de notre histoire, et que, par le défaut de communication, elle tromperait l'attente générale et resterait forcément sur la rive sud, croyez-vous que la population de St. Roch, par exemple, si patriotique, si spontanée dans ses manifestations, pour tout ce qui a rapport à notre nationalité, croyez-vous, M. le Président, que cette population au cœur chaud et généreux, ne se révolterait pas en face d'un pareil état de choses ? . . .

Ce n'est pas une menace pour personne que j'exprime là. Mon Dieu, non, je ne fais que démontrer par une supposition tirée de l'événement du jour, événement qui absorbe tous les esprits, (1) les inconvénients qui résulteraient pour le public si nous allions supprimer cette compagnie.

Je crois donc que dans les circonstances, il vaut mieux renvoyer le projet de loi à six mois, quand ce ne serait que pour nous permettre de songer aux moyens de remplacer la compagnie que l'on nous demande de mettre de côté.

L'honorable M. **Pelletier**—*député de Dorchester*.— M. le Président, si, par un caprice de la compagnie, on ne faisait pas traverser les bateaux, alors nous pourrions être exposés aux inconvénients dont l'honorable député de Montréal-est vient de parler.

L'honorable député de Napierville m'a paru traiter mon honorable ami, l'excellent député de Shefford, un peu cavalièrement. Il nous a dit que si ce projet de loi a été proposé, c'est uniquement parce que l'honorable député de Shefford a eu un mouvement de mauvaise humeur causée par le refus de la compagnie de la traverser, de le transporter à Québec quand il le demandait. C'est peu charitable et n'indique guère de la courtoisie pour un collègue aussi estimable que l'honorable député de Shefford.

Nous appuyons ce projet de loi au nom de l'intérêt public ; à ce point de vue, tous les députés ont le même titre à le discuter. Si l'honorable député de Napierville demeurait à Québec, ou s'il se trouvait en position de souffrir comme nous des caprices de cette compagnie, il verrait les choses tout autrement.

(1) Madame Albani, la célèbre cantatrice canadienne, assiste à la séance, sur le parquet de la Chambre, et c'est évidemment à elle que l'orateur fait ici allusion.

Pour le moment, la question que nous avons à décider est bien simple. Lorsque ce projet de loi a été discuté la première fois, des raisons très sérieuses ont été données pour en justifier l'adoption. Je regrette que certains honorables députés aient traité cette question si légèrement. Il ne s'agit pas de mauvaise humeur. Il y a un mal sérieux auquel il faut remédier, s'il y a moyen. Il est bel et bon de dire que l'on veut violer des contrats, et que ce projet de loi, si humble et si modeste, est une mesure révolutionnaire, monstrueuse, tout ce que l'on voudra, mais il y a une chose qu'on ne changera pas, c'est que ce projet à l'appui de la grande majorité des citoyens de la rive nord comme de la rive sud. . . .

M. Murphy—*député de Québec-ouest*. — L'honorable député de Dorchester voudrait-il me permettre de dire un mot ? . . .

L'honorable **M. Pelletier**. . . Quand j'aurai fini, l'honorable député pourra parler aussi longtemps qu'il lui plaira, mais j'ai la parole et je la garde. Que l'honorable député de Québec-ouest ne soit pas surpris si j'en use ainsi à son égard, car je l'ai vu applaudir à l'amendement que nous discutons maintenant, ce qui me fait supposer qu'il serait le plus content du monde si la Chambre disposait aussi sommairement de ce projet de loi. L'amendement ne signifie rien moins que la mort de cette mesure, et on ne peut exiger que nous nous montrions conciliants pour ceux qui nous traitent de cette façon.

L'honorable député de Québec-ouest aurait tort de se considérer comme offensé à raison de la mise de côté de sa proposition. Si la question d'ordre a été soulevée, ce n'a été que pour sauver le principe de pratique parlementaire qui se trouvait violé, et non pas parce que la proposition de l'honorable député repugnait en elle-même, à qui que ce soit. Personne n'a la moindre objection aux députés qu'il a

proposés comme membres de ce comité. Je vais plus loin encore et si on voulait mettre d'autres noms sur la liste qui est soumise, y compris ceux suggérés par l'honorable député de Québec-ouest, je serais prêt à les accepter, dans tous les cas cette question pourrait être facilement réglée.

M. le Président, j'ai donné quelques-unes des raisons pour lesquelles j'appui ce projet de loi. De plus, j'ai lieu de croire que le bureau de commerce à Québec a l'intention, à sa prochaine réunion générale, de passer des résolutions demandant que ce projet de loi soit adopté. Il peut être inacceptable dans sa forme et teneur actuelles, mais le principe, qui est bon, est approuvé par la masse des citoyens. Je crois même que l'honorable député de Québec-ouest ne niera pas que dans l'état actuel des esprits, il pourrait bien arriver que le bureau de commerce passerait une résolution en faveur de ce projet de loi.

M. Lemieux — *député de Lévis*. — Il s'est toujours prononcé contre, cependant . . .

L'honorable M. **Pelletier**. — Oh oui . . . mais depuis, le personnel comme l'opinion du bureau de commerce ont changé, plusieurs faits me le prouvent.

M. Lemieux — *député de Lévis*. — J'y étais et vous, vous n'y étiez pas . . .

L'honorable M. **Pelletier**. — Pardon . . . j'y étais, c'est là où vous vous trompez.

On parle du contrat et de la loi ; mais n'appartient-il pas au comité spécial que l'on va nommer, d'étudier ce contrat et de s'assurer que la loi l'autorise ? . . . Ne lui appartiendra-t-il pas d'étudier soigneusement l'un et l'autre et de faire rapport à la Chambre.

L'honorable député de Napierville s'est montré bien sévère ; il nous a dit que ce projet de loi ne mérite pas

l'attention que nous lui avons accordée jusqu'ici. Qu'il me soit permis de dire à l'honorable député qu'il est dans une profonde erreur. Un projet de loi qui est appuyé et chaleureusement approuvé par toute la presse d'un district aussi important que l'est celui dont Québec est le centre, un projet réclamé par la presque unanimité du public de cette partie de la Province, depuis Québec jusqu'au Golfe, ne peut être trop longuement discuté par cette Chambre. Quand je parle de la presse, je ne fais pas de distinction de couleurs politiques, car les journaux libéraux aussi bien que nationaux, de même que les organes conservateurs, tous sont unanimes à réclamer l'application d'un remède énergique aux abus dont on souffre. De cet accord des volontés, j'en conclus que ce projet de loi ne peut pas être aussi mauvais qu'on veut nous le faire croire. Je ne parlerai pas très longuement sur ce point, car l'honorable député de Napierville a peut être eu raison lorsqu'il a trouvé à redire sur la longueur de cette discussion. En effet, pour nous, il ne nous paraît pas nécessaire de délibérer bien longtemps, tant la question s'impose à notre étude.

Comme je l'ai dit, la presse unanimement demande une réforme dans le service de la traverse, or, en face de cette manifestation du sentiment public par la voie des journaux, quel est notre devoir ? Nous appartient-il de nous croiser les bras ? Est-ce que nous ne devons pas, au contraire, étudier au moins la question et voir s'il n'y a pas moyen de rédiger un projet de loi acceptable.

Je prétends que c'est une question de justice et de simple courtoisie pour l'honorable député de Shefford qui s'est donné le trouble de venir au secours de la population en préparant et déposant ce projet de loi.

Il faut bien se convaincre qu'il ne s'agit pas ici de récriminations en l'air. Non, M. le Président, je puis vous dire, sans craindre d'être démenti, que le public souffre, que le

commerce de Québec souffre à l'heure qu'il est. Allez vous renseigner, et vous ne trouverez pas un seul marchand à Québec qui ne vous dira pas que ça leur coûte meilleur marché d'envoyer les effets en destination des Provinces maritimes par voie de Montréal que de les faire traverser directement à Lévis pour être de là, expédiés par l'Intercolonial. J'affirme un fait que l'on m'a dit venir d'un homme qui s'y entend. N'ai-je pas raison de dire qu'il s'agit là d'une question de justice pour le commerce et pour le public de notre ville. Pour ma part, je me borne à demander que ces plaintes et le moyen de leur faire droit, soient étudiés par un comité spécial de la Chambre ; c'est tout ce que je désire pour le moment. Je demande que l'on commence une étude sérieuse et approfondie de cette question, afin qu'à une prochaine session on puisse faire une loi sage en se basant sur les résultats des travaux qui auront été faits. Je ne veux pas de législation hâtive, je le répète, car j'attache une grande importance à être bien compris, tout ce que je désire, c'est un simple acte de justice pour des intérêts dignes de nos sympathies.

L'honorable **M. Mercier**—*député de Saint-Hyacinthe, premier ministre et président du conseil exécutif.*—M. le Président, avant d'aller plus avant dans ce débat, je crois qu'il convient de préciser de nouveau la question que nous discutons. Le préambule du projet de loi sur lequel nous délibérons depuis hier, se lit comme suit :

“ Attendu que le public souffre considérablement du
“ monopole actuellement exercé par la compagnie dite ;
“ *The Quebec and Lévis Ferry Company* ; que cette compa-
“ gnie fait un service très irrégulier et absolument insuffisant,
“ et qu'il en résulte pour le public des inconvénients et des
“ dommages considérables ;

“ En conséquence, Sa Majesté par et de l'avis et du con-

“sentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :”

Voilà des allégations de faits, — je parle, bien entendu, comme député de Saint-Hyacinthe et non pas comme premier ministre—voilà des allégations de faits dont je ne connais pas l'exactitude. Comment voulez-vous que je sache si ces faits sont vrais, sans enquête ?

J'ai entendu hier, et ce soir, des échanges d'expressions un peu aigres, et je ne m'explique pas encore pourquoi on s'est tant passionné à ce sujet. On peut discuter sans se prendre aux cheveux, surtout sur une simple affaire de traverse de rivière. Il y a bien assez de traverses dans la vie sans nous faire mourir pour celle qui relie Québec à Lévis.

J'ai entendu l'honorable député de Shefford alléguer les faits contenus dans le préambule. Il n'a pas dû le faire sans être bien renseigné. J'ai entendu l'honorable député de Dorchester affirmer lui aussi ces mêmes faits. L'honorable secrétaire de la Province corrobore les mêmes déclarations. Ces messieurs se plaignent que le service que donne la compagnie en question laisse beaucoup trop à désirer, que le public est mal servi et qu'il faut remédier à cet état de choses. D'un autre côté des honorables députés, tout aussi dignes de foi, prétendent que la compagnie a rempli les conditions de son contrat, qu'elle n'est pas obligée de faire plus qu'elle n'a fait, que ces plaintes ne s'adressent pas à elle mais plutôt à la corporation de Québec, qui a droit de réglementer tout ce qui se rapporte à la traverse et qu'elle seule est à blâmer, si le public n'est pas mieux servi, vu qu'elle aurait pu imposer d'autres conditions, lorsque le contrat a été fait. On nous dit aussi que le maire de Québec, au nom de la corporation, s'oppose à ce projet.

Nous sommes donc en face d'assertions contradictoires, sur des faits. J'avoue que dans ces circonstances, je ne suis

pas en état de me prononcer et de rendre un jugement. Voilà des faits affirmés par des gens respectables et contredits par des gens également respectables, alors il faudrait référer la question à un comité spécial. Comme je ne suis pas en état de dire que le préambule est vrai, et comme je n'ai pas l'habitude de me prononcer sur des choses que je ne connais pas, je crois que le moyen le plus expéditif et le plus juste pour tous, serait d'accepter en principe la proposition de l'honorable député de Montmagny, quitte à modifier ensuite les noms de ceux qui devront en faire partie.

Si, devant ce comité, on prouve que les faits allégués ne sont pas vrais, le projet de loi sera renvoyé ; mais si l'on prouve qu'ils sont vrais, nous verrons alors ce qu'il y aura à faire. Dans un cas comme dans l'autre, il n'est peut-être pas mauvais que la compagnie ait peur, cela aura un bon effet, car on sait qu'une compagnie ou un individu qui exerce un monopole est porté à exagérer l'étendue des droits qui lui sont conférés, de sorte qu'il est bon que le public s'agite de temps en temps. La crainte est le commencement de la sagesse, disent les Ecritures saintes.

Pour toutes ces raisons, je suis d'opinion qu'il convient de renvoyer ce projet de loi à un comité spécial.

M. Lemieux—*député de Lévis*—M. le Président, je suis partisan de l'administration du jour ; j'ai appuyé l'honorable premier ministre dans les mauvais jours comme depuis que la confiance populaire l'a porté au pouvoir, mais je ne puis me ranger à son avis quand il s'éloigne des vrais principes de législation.

Pour moi, la question n'est pas de savoir si les allégués contenus dans le préambule sont vrais ou faux, mais je me demande tout simplement ceci : Empiétons-nous oui ou non, par ce projet de loi, sur des droits acquis ? Voilà la seule question qui s'impose à notre considération. Lors même que les faits allégués dans le préambule seraient vrais, il

n'en resterait pas moins à décider si nous devons empiéter sur des droits acquis.

Je ne suis pas plus en faveur de cette compagnie que d'une autre, j'en fais une question de saine législation, voilà tout. Je ne viens pas défendre quand même cette compagnie, et je suis bien prêt à admettre que l'honorable député de Shefford a raison de se plaindre du service qu'elle fait pendant une certaine partie de l'année. Quel intérêt aurais-je de me faire le défenseur de la "Quebec and Levis Ferry Company" ; les membres de cette association me sont hostiles en politique, mais il s'agit d'un principe. Il s'agit de savoir si nous devons mettre de côté les contrats passés en bonne et due forme.

Si l'honorable premier ministre avait étudié la question, je suis bien certain qu'il n'aurait pas cédé devant les sympathies qu'il éprouve pour l'honorable député de Montmagny. Il y a une question qui touche à des droits acquis. Que l'honorable premier ministre veuille bien me faire l'honneur de m'écouter un instant, et il se convaincra, je n'en doute pas, avec le grand sens légal qui le distingue, que la Chambre ne doit pas adopter ce projet de loi. Et s'il persiste dans l'opinion qu'il vient d'exprimer, ce sera la première fois qu'il sera resté sourd à la voix de la justice.

La compagnie de la traverse entre Québec et Lévis, a un contrat qui a été passé en vertu d'une loi accordée à la corporation de Québec, par l'ancien Parlement du Canada-Uni. Sur la foi de ce contrat, et pour se mettre en position de remplir les obligations qui y sont mentionnées, la compagnie a dépensé cent mille louis, tant pour sa flotte que pour les autres organisations du service. Et nous la Législature de la Province de Québec, nous trions d'un trait de plume, mettre un tel contrat de côté, et priver les citoyens qui ont placé là leurs capitaux et leurs épargnes, des bénéfices légitimes sur lesquels ils ont droit de compter, et cela

pendant les quatre années qui restent encore à courir jusqu'à l'expiration du délai prescrit par ce contrat? Non, il n'est pas possible qu'après réflexion on se décide à faire une loi aussi monstrueuse, aussi injuste que le sera celle qui nous est soumise, s'il se trouve une majorité assez peu soucieuse de son devoir, pour la voter.

Passons, si vous le voulez, une loi pour avoir un service plus régulier, plus commode, en un mot plus en rapport avec les besoins toujours croissants du commerce et du public voyageur en général, très bien, et je serai avec vous. Mais à qui la faute si la traverse entre Québec et Lévis est monopolisée, n'est-ce pas l'ancien Parlement du Canada-Uni qui a donné ce droit à Québec, qui seul est responsable? La corporation de Québec a usé de ce droit depuis au-delà de trente ans sans qu'on s'en soit plaint, et aujourd'hui on s'en prend à la compagnie, c'est-à-dire aux capitalistes, qui ont acheté la traverse que leur vendait la ville de Québec, en vertu d'une loi que personne n'a contestée et dont la sagesse n'a pas été mise sérieusement en doute pendant plus d'un quart de siècle!...

On se plaint que les bateaux ne traversent pas après une certaine heure, mais n'est-il pas vrai que le contrat porte que la compagnie ne sera pas obligée de faire le service après cinq heures du soir pendant les mois d'hiver. Je le demande à l'honorable député de Dorchester, l'un des plus ardents défenseurs de ce projet de loi, n'est-ce pas que cette condition est écrite en toutes lettres dans un contrat solennel basé sur la loi?...

L'honorable **M. Pelletier** — *député de Dorchester*. — C'est ce dont je me plains...

M. Lemieux.—Si c'est vrai, je maintiens que vous n'avez pas droit de mettre ce contrat de côté, sans pourvoir au moins à une indemnité proportionnée aux dommages causés aux concessionnaires du droit exclusif de

faire cette traverse. Si ce projet de loi était adopté tel qu'il est, ce serait une monstruosité, une infamie sans nom. Tous les juristes proclament que le principe de la rétroactivité ne peut être appliqué sans les plus graves dangers, que ne doit-on pas dire contre le principe posé dans ce projet de loi ?...

Adoptez, si vous le voulez, une loi pour déclarer que l'état de choses actuel cessera à l'expiration du terme stipulé au contrat passé entre la corporation de Québec et la compagnie, faites une loi pour décréter qu'après ce délai la traverse ne pourra plus être monopolisée par personne, qu'elle sera libre, très bien, ce sera une question que nous pourrions examiner sans craindre de violer un principe de justice ou d'équité, et je serai avec vous. Mais il ne faudra pas oublier dans l'examen de cette question, à quels dangers et à quels inconvénients nous étions exposés lorsque nous n'avions que des canots pour communiquer d'une rive à l'autre. Il ne faudra pas oublier que dans le temps où nous n'avions que des canots, nous passions des jours entiers à greloter sur la glace, toujours exposés à nous noyer d'un moment à l'autre, à tel point qu'il n'y avait que ceux qui avaient absolument besoin de traverser, ou les plus hardis qui s'y aventuraient. Il ne faudra pas oublier qu'alors on payait souvent jusqu'à \$5.00 pour avoir l'avantage de jouir de ce beau service, tandis que maintenant on ne donne que dix centins, tout en ayant un service incomparablement supérieur à celui-là, tant sous le rapport de la rapidité que sous celui du confort. Voilà en deux mots l'état de choses que nous avons sous le régime d'une traverse libre.

On se lamente, on jette les hauts cris, parce que l'on ne traverse pas tous les cinq minutes comme en été. Ces plaintes sont-elles justes en face du contrat qui n'oblige la compagnie qu'à faire le service qu'elle donne, car le contrat est là, vous pouvez le voir tant que vous voudrez.

Cette compagnie a fait de grands sacrifices et vous nous proposez de la ruiner sans le moindre avis, sans raison valable au point de vue de l'exécution de son contrat.

On se plaint pendant les deux mois les plus rigoureux de l'hiver, mais le reste de l'année, ne donne-t-elle pas un bon service ?

L'honorable secrétaire de la Province s'est élevé avec force contre ceux qui combattent ce projet de loi, et l'honorable commissaire des terres de la couronne est venu lui prêter le concours de son éloquence. Si j'ai été, l'autre jour, un peu dur pour lui, c'est qu'il s'était permis de m'interrompre mal à propos, sans cela je n'ai pas l'habitude de traiter mes collègues avec sévérité. Je défendais les intérêts d'une partie importante de mon comté, comme je le fais encore en ce moment. J'ai bien le droit d'exprimer ici mon opinion sans être exposé aux interruptions ironiques de qui que ce soit. J'ai enlevé un comté qui était l'une des forteresses de l'ennemi, je l'ai enlevé de haute lutte, carrément, en face de mes adversaires, qui apportaient la plus grande ardeur dans le combat ; je n'ai pas été obligé d'aller ailleurs me faire élire. Et pendant que je défends aussi bien que possible les intérêts de ceux qui m'ont accordé le mandat de les représenter en Parlement, on viendrait, parmi mes amis, essayer de me tourner en ridicule, de nuire à mon argumentation, et je n'aurais pas le droit de m'en formaliser ?... Par cette mesure vous enlevez à mon comté \$2,500 qui lui sont payées tous les ans, et vous voudriez que je ne dise pas un mot ?... Comment l'honorable secrétaire provincial, toujours prêt à aider ses amis, pourra-t-il venir m'aider dans mes élections ? Mes électeurs ne lui diront-ils pas de quelle grâce venez-vous défendre M. Lemieux, après l'avoir si vivement combattu en Chambre lorsqu'il se faisait le protecteur de nos intérêts ? Voilà ce que j'avais à dire et j'espère que la majorité repoussera ce projet de loi injuste.

L'honorable M. **Gagnon**—*député de Kamouraska, secrétaire et registraire de la Province.*—M. le Président, s'il faut mettre de la chaleur pour défendre une cause injuste, on doit conclure sans doute, par ce que nous venons d'entendre, que celle-ci l'est au plus haut degré, car jamais je n'ai vu l'honorable député de Lévis apporter autant de vivacité dans un débat. Il nous accuse de lui nuire, de voler son comté, et que sais-je encore. Ces accusations sont aussi surprenantes que le ton qu'il a pris hier soir et ce soir. Hier il a fait la leçon à l'honorable commissaire des terres de la couronne, et ce soir ça été à mon tour ; l'honorable premier ministre lui-même n'y a pas échappé. Il n'a pas raison de faire la leçon ni à moi ni à d'autres. S'il ne faut pas l'interrompre, sans qu'il entre en colère, eh bien ! nous le laisserons parler en silence et à l'avenir nous ne l'interromperons plus, c'est bien simple. Parler de forteresses enlevées à l'ennemi, pourquoi cette allusion. . . Il y a eu d'autres comtés qui ont été arrachés à l'ennemi et qui étaient d'une conquête aussi difficile que le sien, et ces comtés ont été enlevés sans lui, et nous ne lui avons jamais parlé de cela. Il a essayé de faire croire que nous allons voler son comté si nous adoptons ce projet de loi. Il est dans l'erreur et personne n'a pensé à cela.

Je suis étonné de la position prise par l'honorable député de Napierville. La Chambre a adopté le principe de ce projet de loi, par conséquent elle se déjugerait si elle le rejetait comme il le propose. On suggère de le renvoyer à un comité spécial ; nous acceptons ce renvoi, dans le but d'en arriver à un arrangement qui puisse satisfaire tous les intérêts en jeu. Nous adoptons cette idée-là mais nous ne voulons pas qu'un député qui n'a peut-être pas passé deux fois dans toute sa vie par cette traverse, prenne sur lui de proposer de renvoyer ce projet de loi aux calendes grecques. Est-ce là une manière juste et courtoise de traiter ceux qui ont à se plaindre du service qui est fait ? Si nous n'étions

rendus qu'à la seconde délibération peut-être pourrait-on dire que la Chambre n'est pas tenue de donner suite à ce projet de loi, mais tel n'est pas le cas. Il n'est pas nécessaire de s'échauffer ; s'il y a une question froide c'est bien celle-là puisque c'est le froid et les glaces qui empêchent les bateaux de traverser aussi souvent que nous le voudrions. Et malgré cela l'honorable député de Lévis a trouvé moyen de s'échauffer ; c'est un vrai tour de force.

Je n'ai jamais vu une procédure comme celle qui nous est soumise ce soir. On nous demande le rejet de ce projet de loi. La conséquence de l'adoption de cette proposition va être la ruine de la rive sud. Cette compagnie va se rir de la population, car elle saura qu'elle peut compter sur cette Chambre pour faire impunément tout ce qu'elle voudra. Ordinairement, on ne refuse jamais à un député le privilège de retirer une proposition de loi quand il croit qu'elle ne rencontre pas l'assentiment de la majorité, mais je ne conseillerai pas de le faire à l'honorable député de Shefford, parce que je veux laisser aux députés qui combattent ce projet le mérite peu enviable de voter pour la proposition de l'honorable député de Napierville. Je ne désire pas violer aucun droit acquis, mais je dis que l'honorable député fait un tort considérable à la population de la rive sud, et plus tard, elle saura que la majorité, si majorité il y a, a voulu au moyen d'un procédé extraordinaire, la priver de la protection que nous voulions lui donner. Nous ne demandons pas de passer à une autre phase sur ce projet de loi ; non, nous demandons simplement la nomination d'un comité spécial pour étudier la question et faire rapport. C'est un député qui demande l'avantage d'enterrer honorablement son projet de loi en comité spécial, pourquoi lui refuserait-on cette faveur ?

L'honorable député de Lévis a parlé, nous assure-t-il, dans l'intérêt de ses électeurs mais n'avons-nous pas le même droit ! Il s'agit de savoir si on va cesser de nous

traiter avec cette courtoisie qui a caractérisé jusqu'ici tous nos débats. Il serait absurde de nous chicaner pour une question comme celle là. On parle de droits acquis, vraiment je suis surpris d'entendre invoquer ce motif pour maintenir un monopole, par des gens qui se disent libéraux et nationaux. Droits acquis... mais est-ce que tous les jours, nous ne faisons pas des lois qui lèsent des droits acquis ? Est-ce que l'intérêt général ne prime pas toujours l'intérêt et les droits privés ? On a mis comme correctif à ce principe du droit public, la compensation dans les cas où il y a des dommages directs. Quand l'esclavage a été abolie, on a accordé une indemnité aux propriétaires d'esclaves pour les dommages directs dont ils souffraient, mais il ne leur a rien été accordé pour les dommages indirects. Si on avait suivi le principe de ceux qui n'ont pas d'autres chose à dire que d'invoquer la toute-puissance des droits acquis, jamais la liberté n'aurait fait de progrès ; avec votre principe du respect poussé au fétichisme, des droits acquis, l'humanité marcherait encore à quatre pattes. Laissez-moi donc tranquille avec vos droits acquis ; ils ne peuvent être un obstacle à la réalisation d'une mesure que l'intérêt public réclame.

On dit que la compagnie de la traverse va souffrir, mais si on démontre jusqu'à quel point la population souffre de l'état de choses actuel, est-ce que l'on ne pourra pas indemniser les corporations et la compagnie pour les pertes que le régime d'une traverse libre pourra leur faire subir ? Rien n'empêche cela.

Pour le moment tout ce que nous avons à décider, est ceci : Est-il dans l'intérêt public que ce projet de loi soit renvoyé à un comité spécial pour être étudié. Avec un tel comité, il y a toujours moyen de s'entendre. Il en sera ici comme pour la délicate question des ouvriers employés au chargement des navires. Jamais une entente n'aurait été

possible s'il n'y avait pas eu un comité comme intermédiaire, un comité spécial, qui a écouté les raisons exposées de part et d'autre, et qui a engagé les parties à se faire mutuellement des concessions. Quand ce projet de loi reviendra du comité, nous verrons alors ce qu'il y aura de mieux à faire.

J'en appelle à tous ceux qui veulent maintenir intacte la pratique parlementaire, et qui se respectent tout en ne partageant pas la même opinion, de s'unir pour faire triompher la pensée qui a dicté les quelques remarques que je viens de faire. J'espère que la Chambre votera contre le sous-amendement, et adoptera la procédure que mes honorables amis lui ont soumise, c'est-à-dire, qu'elle renverra ce projet de loi à un comité spécial.

M. David—*député de Montréal-est.*—M. le Président, je tiens à donner une raison qui me frappe tout particulièrement. La question d'ordre soulevée par l'honorable député de Portneuf a été décidée pour ce qui concerne la marche de la procédure devant cette Chambre, mais il reste toujours la question de droit que vous avez laissée, M. le Président, à la discrétion de l'Assemblée. Voici la question que je me pose. On demande la suppression d'un droit conféré par une charte émanant de l'ancien Parlement du Canada-Uni, et naturellement, je cherche quels sont les intérêts qu'une telle mesure peut léser. Au lieu de s'adresser à la Législature pour bouleverser une législation qui a créé des droits acquis, ne serait-il pas plus sage de prendre un autre mode, pour arriver au but. Il n'y a pas à le nier, ce projet de loi touche directement aux intérêts de Québec et de Lévis, ne serait-il pas plus sage de s'adresser à la corporation de Québec, et de lui demander de redresser les griefs en question. Peut-on me citer un exemple, où une compagnie, qui n'a pas fait son devoir, qui n'a pas donné un service régulier au public, ait été privée de sa charte ? . . . S'il fallait être aussi sévère dans tous les cas de négligence

ou d'irrégularités de service, il n'y a pas une compagnie qui garderait sa charte.

M. Bernatchez — *député de Montmagny*. — Je n'ai qu'un mot à ajouter. Si le principe de ce projet de loi n'avait pas été accepté par la Chambre, j'avoue que je serais complètement contre cette mesure, au moins telle qu'elle est rédigée. Je crois que la question a été exagérée des deux côtés. Je crois que l'affaire pourra être arrangée facilement devant un comité spécial.

Si la compagnie a un contrat, et si comme on l'a dit, elle a rempli toute les obligations qu'il lui impose, alors elle n'est pas blâmable. Souvent on ne tient pas assez compte des difficultés, et on n'est que trop porté à critiquer sans se renseigner.

Mais pour le moment, comme il ne s'agit pas du mérite même de la question, mais de l'opportunité de renvoyer ce projet de loi à un comité spécial, je me contenterai de ces quelques remarques.

M. Murphy — *député de Québec-ouest*. — M. le Président, je ne dirai que quelques mots.

L'honorable secrétaire de la Province m'a accusé de ne pas être conséquent avec moi-même, parce que hier, j'ai consenti au renvoi de ce projet de loi à un comité spécial, et que ce soir, je manifeste mon intention de voter en faveur de la proposition concluant au rejet de ce projet. Il n'y a pas manque de logique dans ma conduite. J'étais en faveur de la nomination d'un comité spécial, mais quand j'ai vu que l'on mettait systématiquement de côté les principaux députés qui ont combattu cette proposition de loi, et que l'on ne prenait que les députés qui s'étaient déclarés contre la compagnie, mon devoir m'imposait la tâche de combattre cette tactique, que je crois injuste, pour faire triompher une mesure révolutionnaire comme l'a dit l'un de

nos honorables collègues très versé en droit constitutionnel. Quand j'ai vu l'honorable secrétaire de la Province soulever de mesquines questions d'ordre pour empêcher la Chambre de se prononcer sur ce que j'avais l'honneur de lui suggérer afin de mettre de côté ceux qui ne pensaient pas comme l'honorable ministre, j'avais bien le droit de voir là un parti pris de refuser justice à la cause que nous défendons. Je dis que nous n'avons pas été traités d'une manière convenable. Si ce n'eût été les sacrifices qu'ont fait les quatre députés mentionnés dans ma proposition, lors des élections générales, jamais l'honorable secrétaire de la Province n'aurait été ministre. Je parle avec chaleur, je l'avoue, parce que je crois que, comme député de Québec, j'aurais dû faire partie de ce comité.

La compagnie en question n'agit pas en vertu de sa propre autorité, elle a un contrat avec la corporation de Québec. La traverse lui a été vendue à certaines conditions, et chaque année elle paie une somme importante pour le monopole qui lui est garanti. L'honorable député de l'Islet a dit que cette somme allant à la caisse municipale de Québec, c'était aux dépens de la population des comtés de la partie Est de la Province, que l'on créait ainsi un revenu à cette ville. Mais il ne faut pas oublier non plus que Québec encoure une responsabilité à propos de cette traverse.

Je prétends que la compagnie remplit fidèlement les conditions du contrat, et je défie l'honorable député de Dorchester, de prouver que ceci n'est pas vrai en tous points. Avons-nous des requêtes, soit de Québec, soit de Lévis, se plaignant de la compagnie de la traverse ? . . .

L'honorable M. **Pelletier**.—Et les journaux ? . . .

M. **Murphy**.—Ah ! les journaux, je ne les suivrai pas dans la campagne qu'ils ont entreprise.

On a parlé du bureau de commerce, mais ignore-t-on que ce bureau s'est joint à celui de Montréal, pour demander au

parlement fédéral, de faire une loi pour permettre de casser le pont de glace ? . . . Je dis que le service de la traverse, est le plus parfait qu'il y ait dans tout le Canada, et mon appréciation est d'autant plus impartiale, que je n'ai aucun intérêt dans cette compagnie. Je ne ménage pas non plus des amitiées de parti, puisque tous ces officiers sont au nombre de mes adversaires politiques, mais il y a des droits sacrés que nous ne pouvons ignorer.

On parle beaucoup de la traverse, mais s'est-on jamais rendu compte comment elle se fait ; ainsi, sait-on que, depuis le 25 avril jusqu'au 25 novembre, et depuis 4 heures du matin jusqu'à dix heures du soir, les bateaux traversent tous les quarts d'heures. La compagnie traite le public avec beaucoup de bienveillance, si j'en juge par le fait suivant : J'ai eu un parent mourant à Lévis, et j'ai été très heureux de voir mettre les bateaux à ma disposition à toute heure de la nuit, et me traverser lorsque j'étais le seul passager.

De plus, je prétends que le contrat a été préparé avec le plus grand soin et toute la sagesse possible. Pendant les mois d'hiver les bateaux traversent tous les demi heures, car alors il faut tenir compte des difficultés qu'offrent les glaces et les rigueurs de la saison.

L'honorable député de Dorchester a dit que le public était traité cavalièrement. Or je puis dire, bien que j'aie traversé très souvent sur ces bateaux, que jamais je n'ai vu un capitaine se mal conduire avec qui que ce soit.

L'honorable M. **Pelletier**—*député de Dorchester*.— Si l'honorable député prétend que j'ai dit avoir été maltraité par un capitaine de bateau, il se trompe, je n'ai jamais dit cela ; celui dont je me plains, ne parle pas, il part du quai avec son bateau sans dire un mot, et c'est précisément à cause de ce silence mal placé que le public se plaint.

M. Murphy.—Pardon, j'ai oublié d'ajouter que c'était non pas devant la Chambre, mais dans le cours d'une conversation que l'honorable député m'a dit cela.

La compagnie met les meilleurs hommes sur ces bateaux et le service, généralement, est irréprochable.

On dit que la traverse n'est pas régulière, mais on sait qu'il arrive des jours où le temps est si mauvais, qu'il est physiquement impossible de traverser à des heures fixes. Il faut attendre que les glaces s'espacent un peu afin de permettre au bateau de traverser.

Je regrette d'avoir parlé si longtemps, bien que mon désir ne fût que de faire quelques courtes observations.

Mais avant de reprendre mon siège, je ne puis m'empêcher d'attirer de nouveau l'attention de la Chambre sur le fait très important qu'il n'y a pas une seule requête contre la compagnie de la traverse, ni contre les corporations de Québec et de Lévis. Personne autre que les promoteurs de ce projet de loi ne s'est plaint, et pourtant un public nombreux se sert de cette traverse.

L'honorable M. **Turcotte**—*député de Trois-Rivières, procureur général.*—M. le Président, je ne veux pas prolonger ce débat qui a été si passionné.

Il y a deux amendements soumis à notre considération : l'un demande la nomination d'un comité spécial, l'autre le renvoi de la suite de la délibération à six mois.

Quant à la question soulevée hier, vous ne l'avez pas décidée, M. le Président, parce que d'après vous, il y a là une question de droit sur laquelle vous avez appelé la Chambre à se prononcer. Nous avons prétendu que c'était un projet de loi *hybride* et pour ma part, je n'ai pas changé d'opinion. Si je votais pour renvoyer ce projet de loi à un comité spécial, je me déjugerais. Je suis encore d'opinion que c'est un projet

de loi *hybride* et que, par conséquent, la procédure suivie est irrégulière. Il faut donc le mettre de côté, ou que les promoteurs adoptent la procédure suivie en pareil cas. Quant à mon vote je suis obligé, par l'attitude que j'ai prise, de le donner en faveur de la proposition de l'honorable député de Napierville.

M. Faucher de Saint-Maurice—*député de Bellechasse*.—M. le Président, comme l'honorable procureur général, je crois que c'est un projet de loi *hybride*. Mais du moment qu'on l'envoie à un comité spécial, ce comité pourra faire ce que nous aurions fait nous-mêmes, c'est-à-dire examiner la question sous toutes ses faces.

L'article 4 du projet de loi dit : “ La compagnie actuelle “ dite *The Quebec and Lévis Ferry Company* n'aura aucun “ droit d'action, soit pour dommages ou autrement, ni “ contre la cité de Québec, ni contre la ville de Lévis, ni “ contre qui que ce soit, à raison de la mise en pratique “ des dispositions de la présente loi.”

C'est là une disposition extraordinaire que je n'ai vue nulle part ailleurs ; le comité fera bien d'y voir.

L'honorable **M. Tuillon**—*député de Montcalm, chef de l'opposition*.—Il est bon quelques fois d'avoir de l'expérience, quand ce ne serait que pour contrôler la valeur des leçons de pratique parlementaire, comme celle que nous a faite ce soir, l'honorable secrétaire de la Province. Il prétend que nous devons renvoyer ce projet de loi à un comité spécial, parce que la Chambre ayant voté la seconde lecture, il ne lui est plus permis de le rejeter tout simplement. Voici ce qui s'est passé : lorsque la Chambre a été appelée à voter la seconde lecture de ce projet de loi, j'ai déclaré que je laissais les choses entre les mains de ceux qui étaient le plus directement intéressés, me contentant d'exiger la mention au journal : sur division. C'est ce qui se pratique très souvent. On a tort de dire que parce que le projet est adopté

en seconde délibération, on doit consentir quand même au renvoi à un comité spécial.

L'honorable secrétaire de la Province nous dit : accordez lui donc des funérailles convenables ; n'immolons pas le personnage sur la scène, mais entraînons-le dans les coulisses. C'est une concession qui indique le peu de foi qu'on a dans la sagesse de cette tentative de législation. Si l'honorable député de Napierville veut bien retirer sa proposition, très bien, sinon, voici ce que je ferai. On se rappelle qu'en 1884, l'honorable M. Joly soumettait à cette Chambre un projet de loi concernant la responsabilité des patrons, dans les cas d'accidents arrivés aux ouvriers. Je me souviens qu'on m'a demandé de ne pas le combattre, convaincu comme on l'était que ce projet serait tué au comité de législation. Malheureusement pour la bonne harmonie qui doit exister sur toutes les questions où la politique ordinaire n'a pas son mot à dire, ce projet est revenu plus vigoureux que jamais. Il a fallu tout un long débat pour le faire rejeter ; l'expérience que j'ai acquise là, l'a été à mes dépens, et j'ai bien le droit de m'en servir. Si le comité spécial auquel on demande de renvoyer ce projet de loi, nous le rapporte sain et sauf, on nous dira probablement, comme on l'a fait à l'occasion du projet de loi de l'honorable M. Joly : la Chambre doit accepter ce rapport, autrement elle n'est pas logique avec elle-même.

Je suis contre ce projet de loi, et je ne vois pas l'utilité de le renvoyer à un comité. On ne s'est pas encore adressé aux corporations municipales intéressées, pour faire redresser les griefs que l'on prétend avoir ; pourquoi donc venir du coup s'adresser au plus haut tribunal, c'est-à-dire à la Législature ? On nous dit que les plaintes sont générales, alors il y a un moyen bien simple d'y remédier, car notre système municipal repose sur la représentation des majorités. Si les conseillers de ville actuels ne font pas leur

devoir, et si le public souffre autant qu'on le dit, il n'a qu'à remplacer ces conseillers par des gens partageant ses vues.

D'un autre côté, sommes-nous en possession, soit par pétition ou requête, des plaintes des intéressés ? Non. Si on me prouve que la conduite des corps municipaux est condamnable, et que l'on souffre d'un mal réel, je verrai alors ce que je ferai.

M. Desjardins — *député de Montmorency*. — M. le Président, je suis entièrement contre le principe de ce projet de loi, et voici pourquoi. Depuis trente ans que je réside soit à Lévis, soit à Québec, j'ai un peu d'expérience sur la manière dont se fait le service de la traverse. Comme l'a dit l'honorable député de Montmagny, il y a beaucoup d'exagération dans ce qui a été dit contre la compagnie de la traverse. L'honorable premier ministre a cité le préambule du projet de loi, et il a ajouté qu'il n'était pas en position de dire si ces allégués étaient vrais ou faux. Je crois être en état de me prononcer.

La compagnie a un contrat dont la durée s'étend sur un certain nombre d'années. Comme question de fait, il y a neuf mois sur douze où le service de la traverse se fait de manière à donner la satisfaction la plus générale et la plus complète. En hiver, je sais que de temps en temps, des plaintes se produisent, je ne défends pas la compagnie, je parle d'après l'expérience que j'ai acquise pendant plusieurs années, où j'ai traversé tous les jours à Québec, et en toute saison. Je n'hésite pas à dire cependant que la compagnie ne fait pas tous les efforts qu'elle devrait faire pour donner satisfaction au public, quant à ce qui regarde la saison d'hiver, mais elle remplit son contrat à la lettre, en autant que j'ai pu voir. Je crois qu'elle devrait aller au delà des obligations mêmes de son contrat, car il est de son intérêt de faire oublier en quelque sorte qu'elle exerce un monopole.

Je doute fort que nous ayions le droit de passer une telle loi, car elle s'applique à la navigation, et est, conséquemment, du ressort du Parlement fédéral.

J'ai dit qu'il existait un contrat et que la compagnie en remplissait strictement les conditions. Voilà l'une des raisons que nous pouvons invoquer pour dire que ce projet de loi contient une violation de droits acquis.

Voici, maintenant un troisième motif pour nous engager à repousser cette tentative de législation. En vertu de la loi, citée par l'honorable député de Portneuf, la traverse est sous le contrôle et réglementée par la corporation de Québec. Au cours de conversations particulières, j'ai pris occasion de dire à ceux qui se plaignent du service de la traverse, quels progrès nous avons vu se réaliser depuis quinze ou vingt ans. Je ne crains pas d'affirmer que ces progrès sont considérables à tous les points de vue. D'abord, pendant neuf mois de l'année, vous avez un service régulier et constant de jour et de nuit, car il y a aussi un bateau qui tient la ligne toute la nuit.

Dans le dernier contrat, une erreur assez grave a été commise et voici comment. On n'aurait pas dû tant tenir à l'insertion de la clause donnant à la corporation de Québec, le droit d'arrêter les bateaux pour les empêcher de briser le pont de glace. Pour obtenir cette clause, qui depuis, a perdu toute valeur par l'adoption d'une loi spéciale par le Parlement canadien, permettant à n'importe qui de casser ce pont, on a dû faire des concessions sur d'autres points. Quand on a demandé des soumissions pour l'achat de la traverse, on comprend que les gens se sont montrés d'autant plus prudents sur la question du tarif et de la longueur comme de la nature du service, surtout pour la saison de l'hiver, que l'on savait d'avance qu'il faudrait faire \$125,000 environ de dépenses pour des bateaux d'hiver, tout en couvrant le risque de voir ces bateaux pris dans la glace du pont

et ne rien rapporter pendant plusieurs mois. Pensez-vous que ces gens étaient bien disposés à s'imposer après cela, de grands sacrifices pour entretenir une bonne traverse, et jusqu'à une heure avancée de la soirée ? Cette dure condition à propos du pont de glace, qui était complètement inutile, a eu pour effet d'éloigner les compétiteurs. Aussi la compagnie qui avait le contrat qui venait d'expirer, a-t-elle été presque la seule à soumissionner. Comme ses offres étaient les plus avantageuses, elle a obtenu le contrat.

Comme j'ai eu l'honneur de le dire, la compagnie pourrait faire plus, mais elle n'y est pas malheureusement tenue par son contrat avec la corporation de Québec.

On parle d'abolir ce droit exclusif, de rendre la traverse libre. Je ne puis partager cet avis. Je dis que dans l'intérêt du public lui-même il faut maintenir ce monopole. On pourrait améliorer la situation en confiant le soin de surveiller ce service à des gens plus directement intéressés que ne le sont les membres de la corporation de Québec. Ainsi, par exemple, on pourrait donner à la corporation de Québec, et à celle de Lévis, ou aux bureaux de commerce de Québec et de Lévis, conjointement, le droit de réglementer cette traverse. De la sorte on assurerait un contrôle plus effectif que celui qui existe maintenant.

Par ce projet de loi, vous allez détruire le monopole, mais n'oubliez pas qu'en même temps, vous allez aussi détruire le droit que la corporation de Québec a de réglementer cette traverse.

Il y a un monopole plus dangereux que celui que vous voulez détruire, c'est celui que la force des choses crée, en faveur de ceux qui possèdent le capital. Et si la compagnie y pensait un peu, elle serait la première à accepter ce projet de loi. Si elle l'acceptait, elle se trouverait dégagée des obligations que lui impose son contrat et serait maîtresse absolue de la situation. Pensez-vous que vous auriez uné

autre compagnie du jour au lendemain, une autre compagnie prête à mettre \$300,000 pour établir une telle ligne de traversiers, sous le régime de la libre concurrence du premier venu ? Il est impossible que deux compagnies rivales puissent exploiter cette traverse et y faire des bénéfices. Il arrivera ceci : ou la nouvelle compagnie sombrera, ou les deux feront un mauvais service, pour réduire les dépenses autant que possible. J'aurais aussi voulu entendre les trois députés de Québec exprimer leur opinion comme l'a fait l'honorable député de Lévis, car c'est une question qui intéresse directement leur ville. Pour toutes ces raisons, je suis contre ce projet de loi et par là je crois agir dans les intérêts publics. Avec le régime proposé, au lieu de faire des progrès, nous irions en arrière, car le service bien loin de s'améliorer, ne ferait que devenir de plus en plus négligé.

Dans le nouveau contrat, la corporation de Québec pourra mettre d'autres conditions, mais pour avoir une bonne traverse, il faut un monopole qui assure à ceux qui s'en chargent, un profit en rapport avec les risques qu'ils courent et le montant des avances exigées.

L'honorable M. **Pelletier**—*député de Dorchester*.— L'honorable député ne croit-il pas que la compagnie ne fera pas encore plus mal son service après le rejet de ce projet de loi ?

M. **Desjardins**.—Je ne crains pas cela ; le contrat restera toujours en vigueur, et elle n'en continuera pas moins d'être tenue d'en remplir les conditions.

L'honorable M. **Taillon** — *député de Montcalm, chef de l'opposition*.— Nous avons un précédent pour nous guider. Il n'y a pas longtemps, la corporation de Montréal, avait un projet de loi devant la Législature, où il s'agissait de refondre sa charte. Ceux qui étaient hostiles à la compagnie des chars urbains, voulaient en profiter pour faire autoriser l'organisation d'une autre compagnie qui aurait été

la rivale de l'ancienne. La compagnie des chars urbains s'y est opposée en disant : " Nous avons un contrat avec Montréal et vous ne pouvez, sans léser nos droits, nous créer une rivale. " Et la Chambre a respecté ce contrat. Cependant, on a bien essayé, comme dans ce cas-ci, à prouver que la compagnie des chars urbains ne donnait pas satisfaction au public, mais la Chambre n'a pas voulu intervenir.

M. Desjardins. — Si on n'a en vue que l'intérêt public, pourquoi ne pas adopter ce moyen-ci : Pourquoi ne nommerait-on pas un comité en dehors de ce projet de loi ; devant ce comité, vous ferez venir les autorités de la ville de Québec et de Lévis, et au moyen d'une enquête bien conduite, vous pourrez vous renseigner sur les besoins publics. Les suggestions qu'un tel comité pourrait faire seraient d'une grande utilité dans la rédaction du prochain contrat. De la sorte on aurait beaucoup plus de chance d'obtenir de nouvelles conditions plus avantageuses.

M. Déchène — *député de l'Islet.* — Toute cette discussion prouve que l'honorable député de Montmagny a eu raison de proposer la nomination d'un comité spécial.....

M. Desjardins. — Je dis que la compagnie ne fait que se conformer à son contrat.

M. Déchène. — L'honorable député est presque avec nous, quand nous prétendons que la compagnie ne rend pas justice au public. Elle a un contrat, nous dit-on, mais cela ne la justifie pas de traiter d'une manière injuste les électeurs des comtés d'en bas de Québec.

Il n'y a pas à se le dissimuler, ce monopole nous ruine pour le simple avantage des villes de Québec et de Lévis. Quels sont ceux qui demandent le rejet de cette proposition de loi ? Ce sont des députés qui ne passent jamais sur cette traverse et qui par conséquent ne souffrent pas ce que nous

souffrons. Ces députés, il me semble, ne devraient pas nous faire ainsi la leçon sur une question dans laquelle nous sommes les seuls directement intéressés.

M. David—*député de Montréal-est*.—Pourquoi ne poursuivez-vous pas la compagnie?...

M. Déchêne.—Nous avons passé des projets de loi à la demande de l'honorable député, au sujet desquels nous aurions pu lui en dire autant.

Quand le pont se forme, les bateaux trouvent moyen de le casser ; alors la glace n'est jamais trop forte non-seulement pour les empêcher de traverser, mais même pour se promener du bout de l'Île d'Orléans jusqu'au Cap Rouge, rien ne les arrête ; mais s'agit-il de traverser les voyageurs qui attendent en grelottant sur les quais, on a toute sorte de prétextes pour ne pas traverser.

La compagnie ne sert pas le public comme elle devrait le faire, ceci ne peut être nié. Mais l'honorable député de Lévis a trouvé une autre raison pour nous engager à repousser ce projet de loi. Il nous a dit que nous devrions voter avec lui parce qu'il avait enlevé un comté à l'ennemi.

Je pourrais bien en dire autant, et faire le même appel à la bienveillance de mes honorables collègues, car moi aussi, j'ai eu l'honneur d'enlever un comté à nos adversaires. En votant pour ce projet de loi, j'accomplis mon devoir envers mon comté et envers l'honorable secrétaire de la Province, qui a parlé en faveur des électeurs de la rive sud, exploités par cette compagnie au bénéfice de Québec et de Lévis.

M. de Grosbois—*député de Shefford*.—M. le Président, il est aussi de mon devoir d'insister pour faire adopter ce projet de loi. Ayant très souvent affaire à Québec, j'ai vu comment cette compagnie faisait le service de la traverse. Le fait est que nulle part qu'ici je n'ai rencontré des

gens qui défendaient la conduite de cette compagnie. J'en ai parlé à plusieurs citoyens, et pas un seul ne l'a défendue.

On connaît la manière cavalière avec laquelle elle traite le public. L'honorable député de Napierville a dit que j'avais eu un moment de mauvaise humeur lorsque j'ai déposé ce projet de loi. On pourrait être de mauvaise humeur à moins. Mais je comprends que mes honorables amis les députés de Napierville et de Montréal-est ne trouvent rien à redire, eux qui se promènent si facilement de Montréal à Québec ; ils n'ont pas à souffrir comme nous des caprices de cette compagnie.

L'honorable chef de l'opposition a parlé de funérailles faites derrière le rideau. Je lui dirai que je ne recherche pas du tout ce genre de funérailles pour mon projet de loi. Au contraire, je suis bien content que le vote soit pris devant la Chambre ; comme cela, on verra quels sont les députés qui veulent être utiles au public.

On a dit aussi que c'était une mesure révolutionnaire. Cette accusation est fausse, et, dans tous les cas, je dirai que souvent on a vu des mesures traitées de révolutionnaires, remporter de grands succès.

L'honorable M. **Flynn** — *député de Gaspé*. — M. le Président, on prétend que les intérêts de tout un district se trouvent lésés par cette compagnie. Je représente non-seulement un comté, mais toute la Province, et en qualité de membre de cette Chambre, j'ai le droit de défendre ces intérêts, s'il y a réellement lieu de le faire.

S'il y a réellement des griefs sérieux, on pourra en obtenir le redressement d'une manière constitutionnelle et régulière sans recourir au moyen dangereux que nous discutons. Nous sommes en 1889 et non en 1789, Dieu merci, et nous vivons sous l'empire de la constitution anglaise où tous les droits, quelque modestes qu'ils soient, trouvent la protection et le respect qu'ils méritent.

L'autre jour, j'ai discuté la question de droit, mais je ne me suis pas exprimé sur le mérite même des plaintes que l'on fait valoir. Je veux poser la question telle qu'elle doit l'être, afin d'éviter tout équivoque.

Lors de la seconde délibération, ce projet de loi n'a été adopté que sur division. Or, contrairement à ce que l'on a dit, ce n'est pas en aucune manière la consécration irrévocable du principe en jeu dans ce projet de loi.

Plus tard, une question d'ordre a été soulevée par l'honorable député de Portneuf. Sur cette question d'ordre, vous n'avez pas voulu décider, parce qu'il s'agissait au fond d'une question de droit. Vous avez réservé cette question au jugement de la Chambre ; ce qu'il nous reste à faire est donc de voter pour ou contre le projet de loi. Si nous sommes d'opinion que c'est une mauvaise mesure, nous devons la repousser. Non-seulement c'est une mauvaise mesure, mais j'ajoute que c'est le projet de loi le plus radical qui ait été présenté depuis que je suis en Chambre. Dans ces circonstances, mon devoir n'est donc pas d'aider ce projet en le renvoyant à un comité spécial. S'il y a réellement des griefs, qu'on nomme un comité pour faire une étude spéciale, suivant la suggestion de l'honorable député de Montmorency, mais qu'il ne soit pas question de ce projet de loi.

M. le Président, si je votais contre la proposition de l'honorable député de Napierville, je me déjugerais ; or rien n'a été dit dans ce nouveau débat pour m'engager à le faire.

M. Faucher de Saint-Maurice — *député de Bellechasse*.—M. le Président, je ne crois pas me déjuger non plus en votant pour la proposition de l'honorable député de Montmagny. Hier il s'agissait de savoir quelle était la nature de ce projet de loi quant à ce qui concerne la procédure parlementaire ; maintenant cette question est écartée, et il ne me reste plus qu'à me prononcer sur

l'opportunité de renvoyer cette mesure à l'étude d'un comité spécial. Je vote en faveur de ce renvoi.

La proposition de M. Lafontaine est mise aux voix :

Ont voté pour : MM. Baldwin, Beauchamp, Cameron, Casgrain, David, Deschênes (de Témiscouata), Desjardins, Duplessis, Flynn, Hall, Lafontaine, Lapointe, LeBlanc, Lemieux, Legris, Martin (de Bonaventure), McIntosh, Murphy, Nantel, Picard, Rinfret, Spencer, Taillon, Tessier, Tourigny et Turcotte.—26.

Ont voté contre : MM. Bazinet, Bernatchez, Bisson, Bourbonnais, Boyer, Cardin, Déchéne (de l'Islet), de Grosbois, Dumais, Duhamel, Faucher de Saint-Maurice, Forest, Gagnon, Girouard, Gladu, Goyette, Laliberté, Lussier, Martin (de Rimouski), Mercier, Morin, Pelletier, Pilon, Rocheleau, Rochon, Shehyn, Sylvestre et Trudel.—28.

L'Assemblée législative n'a pas adopté.

L'honorable M. **Mercier**—*député de Saint Hyacinthe, premier ministre et président du conseil exécutif*.—J'ai l'honneur de proposer, en sous amendement, que les noms de MM. Murphy, Lemieux, Rinfret, Tessier et Déchéne soient substitués à celui de M. Nantel et que ceux des honorables MM. Shehyn et Flynn et de MM. Desjardins et Casgrain soient ajoutés au dit comité."

Ma proposition a pour but de renvoyer ce projet de loi à un comité spécial composé comme je viens de l'indiquer. Je crois rencontrer les vues de la Chambre qui semble disposée à accepter ce renvoi. La proposition de l'honorable député de Montmagny, pour ce qui regarde le personnel du comité, ne me semble pas rédigée de manière à satisfaire les intérêts de Québec. Je demande un compromis qui, je l'espère, sera accepté à l'unanimité.

Cette proposition est adoptée sur division.

La proposition principale telle que modifiée est adoptée.

La séance est levée.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Séance du vendredi, le 1 février 1889.

SOMMAIRE :—Dépôt, par l'honorable M. Turcotte, de la pétition du conseil général du barreau, concernant les projets de loi pour permettre l'admission à l'étude et à la pratique de la profession d'avocat.—Dépôt, par M. Lafontaine, du rapport du comité des privilèges et élections sur le jugement privant l'honorable M. James McShane, de ses droits politiques. Amendement de l'honorable M. Taillon : MM. Taillon, Casgrain, Blanchet, Flynn, Mercier : Amendement de M. LeBlanc.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. F. G. MARCHAND.

La séance est ouverte à trois heures et vingt-cinq minutes.

LA PÉTITION DU CONSEIL GÉNÉRAL DU BARREAU.

L'honorable M. **Turcotte**—*député de Trois-Rivières, procureur général*.—J'ai l'honneur de déposer sur le bureau de la Chambre, la pétition suivante du conseil général du barreau de la Province de Québec :

A l'Assemblée législative de la Province de Québec.

L'humble requête du conseil général du barreau de la Province de Québec expose respectueusement :

Qu'à une séance du conseil général du barreau de la Province de Québec, tenue à Québec, au palais de justice, le 30 janvier courant, à laquelle tous les membres du dit conseil étaient présents, savoir : Rouer Roy, écuyer, C. R., bâtonnier général, et l'honorable Rodolphe Laffamme, tous deux de Montréal, l'honorable François Langelier et Geo. Lampson, écuyer, de la cité de Québec, l'honorable A. Turcotte et J. L. Hould, écuyer, C. R., de Trois-Rivières, William T. White, écuyer, C. R., et L. E. Panne-ton, écuyer, C. R., de Sherbrooke, Eug. Crépcau, écuyer,

C. R., d'Arthabaska, J. P. Noyes, écuyer, de Bedford, et S. Pagnuelo, écuyer, C. R., secrétaire général et membre du dit conseil.

Il a été résolu unanimement de représenter par requête à votre honorable Chambre que le dit conseil général du barreau est opposé ;

1. Au *bill* No. 47 pour admettre aux professions libérales, sans examen, les porteurs de diplômes de bacheliers ès-arts ;

2. Au *bill* tendant à enlever au barreau le droit de déterminer les cours de droit qui doivent être suivis par les élèves pour conférer au degré de bachelier ès-loi, le privilège de l'exemption d'un an d'étude ;

3. Au *bill* tendant à constituer en section le barreau du district d'Ottawa, et

4. Aux *bills* privés maintenant soumis à la Législature pour admettre à la profession les pétitionnaires sans leur faire subir l'examen préliminaire pour l'admission à l'étude.

Les motifs qui engagent le conseil général à s'opposer à ces diverses mesures sont, entr'autres, les suivants :

I.— Quant au *bill* No. 47, l'expérience acquise aux examens du barreau a démontré que les degrés universitaires accordés dans cette Province ne sont pas toujours une preuve de la qualification des gradués, surtout si l'on en juge par les degrés accordés pour les études légales.

En deuxième lieu, l'université McGill, ainsi qu'il a été démontré devant un comité de cette Chambre, en 1886, accorde le degré de bachelier ès-arts à tous les élèves qui terminent leur cours à la faculté des arts, tandis que le degré de bachelier ès-arts ne s'accorde qu'à un très petit nombre d'élèves dans les collèges affiliés à l'Université-Laval, et il existe dans cette Province des collèges classi-

ques, qui n'ont pas le droit d'accorder des degrés universitaires. Pour rendre justice égale à tous les collèges classiques il faudrait admettre sans examen tous les élèves qui ont suivi un cours complet d'études dans les collèges classiques de cette Province. Or il est constaté par l'expérience acquise aux examens du barreau que les études dans les collèges classiques, dans un très grand nombre de collèges, ne sont pas assez élevées pour accepter leurs certificats ou diplômes sans plus ample examen ; que plusieurs sciences considérées importantes sont très négligées dans la plupart des collèges ; que le programme et le mode d'examen adoptés par le barreau ont eu l'effet de forcer les collèges classiques à soigner davantage leurs cours d'études et à forcer les élèves à les suivre avec plus de soin et d'assiduité. Nous croyons pouvoir affirmer que ce programme et ces examens ont eu l'effet déjà, de relever le niveau des études classiques et que ce serait rétrograder que d'adopter la mesure proposée par le projet de loi No. 47.

II.—La loi depuis 1866 accorde aux gradués en loi des universités, le privilège de l'exemption d'un an d'études. Ce privilège est basé sur la présomption que les gradués ont suivi des cours sérieux de droit pendant trois ans. Or il est parfaitement connu que les degrés en loi ont été accordés à venir jusqu'à tout dernièrement, à des élèves qui avaient suivi des cours pour la forme seulement, et que des facultés de droit ne donnaient aussi des cours que pour la forme. La même loi de 1866 accordait au Lieutenant Gouverneur en conseil la faculté de prescrire aux universités, le cours de droit qu'elles seraient tenues de suivre pour donner à leurs diplômés le privilège en question. Le barreau a fait des instances répétées auprès du Gouvernement pour l'induire à prescrire ce programme, mais sans aucun résultat. En 1885, les officiers en loi de la couronne ont finalement informé le barreau que cette matière n'était pas du ressort du Gouvernement et qu'elle appartenait au barreau.

En conséquence la loi a été changée en 1886, transférant au conseil général du barreau les pouvoirs qui ont appartenu pendant vingt ans au Gouvernement et qui pendant vingt ans ont été lettre morte. Le conseil général du barreau, après avoir étudié les cours annoncés par les facultés de droit et avoir consulté les mêmes facultés, a passé un règlement pour déterminer le nombre de leçons qui doivent être suivies par les élèves durant le cours de trois ans, sur chaque branche enseignée dans les universités, ce règlement est en force depuis le premier janvier 1887 seulement, et déjà tout le monde reconnaît qu'il a eu les plus heureux résultats, en forçant les élèves à suivre les cours plus régulièrement, et en forçant les universités à donner les cours d'une manière sérieuse. Le projet de loi maintenant soumis à la Législature pour enlever au conseil général le pouvoir en question aurait un effet désastreux sur l'enseignement du droit et sur la haute éducation en général; c'est pourquoi vos pétitionnaires vous supplient au nom de l'intérêt public et de la profession légale de ne pas enlever ce pouvoir au conseil général.

III.—D'après la loi du barreau de 1886, il existe six sections dans la Province, dont chacune a ses représentants au conseil général et dans le bureau provincial des examinateurs; il est également pourvu que le conseil général pourra établir des sections nouvelles dans les districts où il y aura au moins trente avocats résidants. L'établissement d'une section donne droit au district d'être représenté au conseil général et dans le bureau des examinateurs. Chacune des sections actuelles a trois représentants dans le bureau des examinateurs et un ou deux représentants au conseil général. Le barreau d'Ottawa n'a pas, d'après le tableau, le nombre de membres requis pour être constitué en section nouvelle; de plus il ne s'est jamais adressé au conseil général à cette fin. Le conseil proteste contre l'intervention de la Législature pour créer des sections nouvelles en dehors de la loi géné-

rale ; si le barreau d'Ottawa veut se constituer une bibliothèque pour lui-même, la loi actuelle lui donne toutes les facilités de le faire en se constituant en association de bibliothèque. La multiplicité des sections n'est pas désirable dans l'intérêt général et vos pétitionnaires soumettent respectueusement que cette loi d'exception constituerait un précédent dangereux qui aurait pour effet de bouleverser l'organisation du barreau sans aucune utilité apparente.

IV.—Au sujet des *bills* privés maintenant pendant devant cette Législature pour admettre les pétitionnaires à la pratique du droit, sans subir l'examen requis pour l'admission à l'étude, les soussignés exposent que le conseil général a seul le contrôle des examens pour l'admission à l'étude et à la pratique, et que les pétitionnaires de ces *bills* privés auraient dû s'adresser au conseil général pour lui exposer les raisons qu'ils pouvaient avoir de ne pas se soumettre à la loi commune.

Autrefois chaque section avait le droit d'admettre à l'étude et à la pratique du droit. Ce système a été changé et le contrôle des examens est confié au conseil général et à un bureau unique d'examineurs pour la Province, dans le but : 1^o d'établir un niveau uniforme dans toute la Province et par conséquent plus juste pour tout le monde ; 2^o de relever le niveau des études classiques et légales dans l'intérêt du public et de la profession ; 3^o de soustraire les examinateurs aux influences locales et personnelles et aux obsessions des parents et amis des candidats. Le système actuel fonctionne à la satisfaction générale et a déjà produit de très bons résultats.

Les soussignés espèrent que votre honorable Chambre protégera la profession contre toute tentative de violer sa constitution et ses droits et privilèges, et qu'elle n'aura point d'égard aux recommandations qui pourraient être données par les conseils de sections qui sont toujours soumis plus

ou moins aux influences locales et personnelles et ne sont pas chargés des examens.

Lorsqu'il pourra se présenter des cas favorables de faire une exception à la règle commune, le conseil général est le seul chargé par la loi d'accorder ce privilège et le seul en état de juger de la valeur de ces demandes.

En conséquence, vos pétitionnaires vous supplient de ne pas avoir égard aux demandes de *bills* privés qui pourraient être faites sans l'approbation du conseil général, et dans tous les cas, de ne pas accorder la faveur de *bills* privés sans soumettre les pétitionnaires à l'obligation de subir l'examen préliminaire à l'étude du droit aussi bien que l'examen final sur le droit.

Ils vous supplient encore de ne pas accepter de demandes de changer ou amender la loi du barreau sans avoir consulté le conseil général, gardien né de ses intérêts.

Et les requérants ne cesseront de prier.

ROUER ROY,
Bâtonnier général.

S. PAGNUELO,
Sec.-trés. du conseil général.

LE RAPPORT DU COMITÉ DES PRIVILÈGES ET ÉLECTIONS ET
L'HONORABLE M. JAMES MCSHANE.

L'honorable M. **Pelletier**—*député de Dorchester*.—En l'absence de M. Lafontaine, j'ai l'honneur de déposer sur le bureau de la Chambre le rapport suivant du comité des privilèges et élections :

Votre comité a l'honneur de faire rapport :

Que le 23 janvier dernier, votre honorable Chambre a adopté la résolution suivante à l'unanimité :

“ Que les documents soumis à cette Chambre, le 9 janvier
“ courant par l'honorable “orateur” dans la cause de Auguste

" J. Brisson, pétitionnaire, contre Odilon Goyette, défen-
" deur, et l'honorable James McShane et Aimé Bourassa,
" mis en cause, et l'honorable Pierre J. O. Chauveau, inter-
" venant, soient référés au comité des privilèges et élec-
" tions, avec instruction d'examiner si le rapport des
" honorables juges Jetté, Gill et Loranger, déclarant que
" des manœuvres frauduleuses ont été pratiquées pen-
" dant l'élection de Laprairie, par le dit honorable James
" McShane, a rendu son siège vacant en cette Chambre,
" sans intervention de la part de celle-ci, et si l'erreur com-
" mise dans les procédés faits contre lui en la dite cause et
" qui consiste en ce qu'il est désigné comme commissaire
" des terres pour la dite Province, est de nature à invalider
" les procédés faits contre lui ; et que le dit comité soit
" aussi chargé de faire venir records, papiers et personnes
" et de faire rapport de temps à autres suivant qu'il le
" jugera à propos et avec toute la diligence possible. "

Qu'en exécution de cet ordre votre comité a siégé les 24,
29 et 31 janvier dernier ;

Qu'il a examiné avec attention les documents et étudié
avec soin les questions soumises ;

Que le président de ce comité a reçu hier signification
d'une copie d'un bref d'appel émané à l'instance de l'hono-
rable James McShane dans la dite cause ;

Que votre comité est d'opinion que le siège de Montréal-
centre n'est pas vacant ;

Que dans les circonstances, votre comité croyant que
l'honorable M. McShane, a le droit de prendre son siège et
de l'occuper jusqu'au jugement final, sur le dit appel,

Il recommande à votre honorable Chambre de deman-
der à l'honorable Président, de suspendre l'exécution du
mandat qu'il a émané pour l'élection de Montréal-centre.

J'ai l'honneur de proposer que ce rapport soit adopté.

L'honorable M. **Taillon**—*député de Montcalm, chef de l'opposition*.—M. le Président, le comité avait été chargé de s'enquérir de certains faits et d'étudier certaines questions de droit. Il avait été chargé de voir si l'erreur commise dans la désignation de l'honorable M. McShane pouvait avoir quelque effet sur la validité du jugement, quant à ce qui se rapportait à M. McShane. Il avait été chargé d'étudier la question de droit suivante : Le jugement a-t-il son effet de plein droit, ou faut-il pour cela l'intervention de la Chambre, ou encore, en d'autres termes, le jugement rend-t-il le siège de Montréal-centre vacant de plein droit. Voilà, M. le Président, les questions sur lesquelles ce comité devait nous faire rapport. Depuis le renvoi, un fait nouveau a été porté à la connaissance du comité. Un bref d'appel émané à la demande de M. McShane, lui a été signifié. Le comité fait allusion à ce bref. Bien que le rapport qui est devant nous soit rédigé de manière à vouloir nous empêcher de dire que ce bref a influencé sa décision, cependant il est évident que le comité paraît en avoir tenu compte. Voici ce qu'il dit :

“ Que le président de ce comité a reçu hier signification
“ d'une copie d'un bref d'appel émané à l'instance de l'hono-
“ rable James McShane dans la dite cause.”

Je viens d'affirmer que le comité s'est occupé de ce bref et dans le paragraphe suivant il donne son opinion sur la portée de ce bref dans les circonstances, car il déclare immédiatement après :

“ Que votre comité est d'opinion que le siège de Mont-
“ réal-centre n'est pas vacant ;

“ Que dans les circonstances, votre comité croyant que
“ l'honorable M. McShane, a le droit de prendre son siège
“ et de l'occuper jusqu'au jugement final sur le dit appel.

“ Il recommande à votre honorable Chambre de deman-
“ der à l'honorable Président, de suspendre l'exécution du
“ mandat qu'il a émané pour l'élection de Montréal-centre.”

Pourquoi le comité ne rapporte-t-il rien sur les deux questions qui lui ont été soumises, à savoir, si le jugement a, de plein droit, pour effet de créer la vacance sans que la Chambre intervienne et si l'erreur commise dans la désignation de M. McShane a pour résultat d'invalider ce jugement. Le comité, contrairement à l'ordre qu'il avait reçu, n'a pas fait rapport sur ces points là. Il ne nous dit pas si le jugement a son effet de plein droit.

Si le comité s'est occupé de ce bref d'appel et si son opinion a été influencée par cette préoccupation, je prétends qu'il est allé au-delà du mandat qu'il avait reçu de cette Chambre. Il avait reçu instruction de ne pas s'occuper d'autres choses que des questions que je viens d'indiquer, d'où je conclus que le comité n'a pas rapporté suivant les instructions que nous lui avons données.

Non-seulement il n'a pas fait rapport sur les points que la Chambre lui avait recommandé d'étudier, mais il s'est aventuré sur un terrain étranger à sa mission, et il s'est prononcé sur une question qui ne lui était pas soumise. Voici ma manière de voir sur le rapport que nous aurions dû avoir : Le comité aurait pu nous dire qu'il avait eu signification d'un bref d'appel, et la Chambre alors aurait pu lui demander si ce bref avait quelque effet sur le résultat du jugement qui lui avait été soumis. Nous aurions pu lui demander si l'émanation de ce bref empêchait le jugement d'avoir son effet de plein droit et s'il était un obstacle à l'action que la Chambre pourrait prendre en vertu de la loi.

Je suis donc d'opinion que le rapport est tout à fait irrégulier et que nous ne devons pas l'accepter. Je vais donner encore d'autres raisons. Lorsque nous avons renvoyé cette affaire au comité des privilèges et élections, la Chambre voulait être éclairée sur les questions que j'ai mentionnées et sur d'autres qui pourraient se présenter. Après avoir

parlé du bref d'appel, le comité nous dit que M. McShane a droit de prendre son siège jusqu'au jugement final. Comment le comité est-il arrivé à cette conclusion en ne s'occupant pas du bref, et si ce bref a eu pour effet de lui faire prendre cette décision, il a eu tort d'en agir ainsi car il n'était pas autorisé à étudier cette nouvelle question surgissant des procédures faites devant les tribunaux. De plus, je dis que le comité n'était pas même en état d'étudier cette question.

M. le Président, quoique le bref soit rédigé dans la forme ordinaire, il n'a pas été lancé en la manière ordinaire, comme de droit, mais en vertu d'une procédure spéciale. Lorsque le greffier a reçu la demande de lancer un bref d'appel, il a refusé de le lancer, et les juges l'ont félicité d'avoir refusé d'émaner ce bref. C'est alors qu'on s'est adressé à la cour du banc de la reine, et ce n'est que sur l'invitation de ce tribunal, qu'il a cru devoir lancer ce bref. Du moment qu'un bref est émis en vertu d'un jugement spécial, nous avons droit de connaître ce jugement et les remarques des juges qui l'accompagnent. Ce n'est qu'en connaissant ce jugement que l'on pourra se rendre compte de la portée du bref lui-même. Or le jugement n'a pas été signifié au comité.

Le comité n'a pas devant lui ni les notes des juges ni leur décision. Hier, le comité a siégé et il a décidé qu'il ne ferait rien avant d'avoir les notes des juges et le jugement lui-même. Ce matin encore rien de tout cela n'était devant le comité. Le président nous a dit : " J'ai écrit à Montréal, mais je n'ai encore rien reçu." Nous n'avons pas de jugement et par conséquent nous ne sommes pas en position d'apprécier la valeur de ce bref au point de vue de la cause en question. A défaut de documents officiels, qu'avons-nous pour nous justifier de donner à ce bref, la portée que le comité lui accorde ?

S'il était connu que les juges ont déclaré qu'il y avait appel, ou que la loi n'y met pas d'obstacle, nous pourrions

discuter cette question, et j'aime autant, pour ma part, que ce débat se fasse aujourd'hui qu'un autre jour. Mais les renseignements que nous avons, sont d'une toute autre nature. Voici ce que je lis dans la *Gazette* de Montréal d'hier. Ce que je vais citer est bien de nature à me justifier de repousser ce rapport du comité des privilèges et élections :

"The question was whether the judgment of which McShane complained is a judgment on a matter arising out of the election petition or requiring the determination of the court of review."

Et plus loin, le juge en chef ajoute :

"The question comes to this: Is this condemnation against McShane a matter arising out of the election petition or a matter requiring the determination of the court of review? If it is, there is no appeal, for there is no doubt that there is no appeal from the judgment in review. This has been held in Mackenzie and White, in Cushing and Owens and in Massue and Bruneau. And the Privy Council in Landry and Thérberge would not recommend an appeal *ex gratia*."

La raison pour laquelle nous nous occupons de cette affaire, c'est surtout parce que M. McShane aurait commis des actes défendus par la loi. Il ne paraît pas avoir soulevé la question de savoir si la preuve faite était suffisante pour justifier la sévérité du jugement qui le frappait, il ne met nulle part en doute le bien ou mal fondé de ce jugement, mais il prétend qu'il n'a pas été jugé par le tribunal compétent. Or dans ce jugement on dit que la cour de révision seule a droit de juger. M. McShane a résisté à l'ordre de comparaître, émané par le juge qui présidait à l'instruction du procès. Il y a encore d'autres faits dignes d'être mentionnés, mais pour abrégé, je passe outre.

Voici une partie bien importante dans l'exposé des motifs fait par le juge en chef. M. McShane seul a été entendu, il

a procédé ex-parte, et les juges, quand il s'agit de résumer disent ceci :

" The question is one of great difficulty, and there is a
" great deal to be said on both sides. The other parties
" interested have not been heard ; no one has been heard
" but the applicant. The case is surrounded with such diffi-
" culty that we think we should not deprive the party of his
" right to appeal. We order the writ to issue under all
" reserve, so that both parties may be heard, and then we
" will determine whether an appeal can be entertained. It
" is a question of jurisdiction—whether the superior court
" had jurisdiction, or whether the court of review had juris-
" diction. We do not express any opinion now. We merely
" express our doubt, and say that this doubt ought to be
" elucidated. The chief justice, in conclusion, observed
" that no fault could be found with the clerk of the court
" for refusing the writ. The court had expressly stated in
" former cases, that to avoid delays, he should not issue
" writs in election matters, so that contestation might not
" be unduly protracted. This, however, was not an ordinary
" appeal. Security must be given within eight days."

Il est évident que le juge entend bien faire comprendre que ce n'est pas un jugement portant appel comme dans les cas ordinaires. Ici, le droit d'appel n'est pas donné. Tout ce que les juges déclarent se résume à ceci : Nous allons permettre la preuve pour voir s'il y a oui ou non appel ; sur ce point, nous sommes d'accord. C'est un jugement dont M. McShane ne peut se prévaloir pour venir prendre son siège. S'il avait obtenu le bref comme de droit, je dirais, très bien, et alors nous serions saisie de la question de savoir quel sera l'effet de l'appel. Mais nous n'en sommes pas rendus là, et dans ces circonstances, il ne peut pas être permis à M. McShane de reprendre son siège.

Vous avez émis votre mandat, M. le Président, préférant suivre le parti le plus sûr, et la Chambre vous en a félicité.

Vous n'avez pas voulu prendre sur vous la responsabilité d'un retard dans la tenue d'une nouvelle élection ; le Gouvernement a cru que vous aviez raison, et il a lancé le bref. Mais voilà qu'on découvre qu'il y a erreur dans les pièces, le bref a été repêché, mais votre mandat reste, M. le Président. La question a été renvoyée à l'étude du comité des privilèges et élections, et ce comité au lieu de répondre, nous fait un rapport sur une question qui ne lui était pas soumise.

Quelques uns de mes honorables amis de l'opposition ont étudié la question à un autre point de vue, et ils vont faire connaître le résultat de leurs travaux. Je crois que ces remarques suffisent, car la proposition suivante s'explique par elle-même.

J'ai donc l'honneur de proposer, par voie d'amendement ;

Que le deuxième rapport du comité des privilèges et élections ne soit pas adopté maintenant, mais ;

Attendu que le 23 janvier dernier, le comité des privilèges et élections n'a pas reçu instruction d'examiner d'autres questions que les suivantes, savoir :

“ Si le rapport des honorables juges Jetté, Gill et Lorranger déclarant que des manœuvres frauduleuses ont été pratiquées pendant l'élection de Laprairie, par l'honorable James McShane, a rendu son siège vacant en cette Chambre, sans intervention de la part de celle-ci, et si l'erreur commise dans les procédés faits contre lui en la dite cause, et qui consiste en ce qu'il est désigné comme commissaire des terres pour la dite Province, est de nature à invalider les procédés faits contre lui ; ”

Attendu que le dit comité n'a pas reçu instruction de faire rapport sur d'autres questions ;

Attendu que ce n'est que depuis ce temps qu'un bref d'appel a été lancé dans la dite cause, à l'instance du dit honorable James McShane ;

Attendu que sans ce bref d'appel, le siège du dit honorable James McShane, ou était vacant de plein droit par le seul effet du jugement de la cour de révision, ou du moins pouvait être déclaré vacant par une résolution de la Chambre, en vertu de l'article 429 des statuts révisés de cette Province ;

Attendu que le comité des privilèges et élections n'a jamais été chargé par cette Chambre d'examiner, et de faire rapport sur la question, de savoir quel peut être à cet égard l'effet du dit bref ;

Attendu que ce bref n'a pas été émis *comme de plein droit*, mais qu'il ne l'a été qu'en vertu d'un jugement spécial, et que par les articles 548 et 549 des statuts révisés de cette Province, l'appel est refusé en pareil cas.

Attendu que pour juger de l'effet de ce bref, il convient de voir le jugement en vertu duquel il a été émis, ainsi que les remarques faites par les juges en prononçant ce jugement.

Attendu que le comité des privilèges et élections n'avait pas encore ce matin le jugement ni les remarques des juges.

Attendu qu'ils ne sont pas devant cette Chambre ;

Le rapport du comité des privilèges et élections ne soit pas reçu maintenant, mais que le dit comité reçoive instruction d'examiner et de faire rapport sur les questions suivantes, savoir :

1. L'erreur commise dans les procédés faits contre le dit honorable James McShane en la dite cause et qui consiste en ce qu'il est désigné comme commissaire des terres de la couronne pour la dite Province, est-elle de nature à invalider les procédés ?

2. Indépendamment du dit bref, le siège du dit honorable James McShane, est-il devenu vacant de plein droit, par le seul effet du jugement de la cour de révision, et, s'il ne l'est pas, cette Chambre peut-elle faire l'application de l'article 429 des statuts révisés de cette Province, et le déclarer vacant ?

3. Quel peut être l'effet du bref à cet égard ?

Que le dit comité soit aussi chargé de faire venir records, papiers et personnes, et de faire rapport de temps à autre suivant qu'il le jugera à propos et avec toute la diligence possible.

Cette proposition se résume en ces deux idées-ci :

S'il n'y avait pas eu de bref d'appel de lancé, il n'y a pas de doute que le siège de M. McShane devait être considéré comme vacant de plein droit, ou il appartenait à la Chambre de le déclarer tel. Mais voici qu'un bref d'appel est lancé, la question maintenant est de savoir s'il a pour effet de modifier en quoique ce soit l'action que la Chambre devrait prendre, ou empêcher le jugement d'avoir son plein effet.

Le bref empêche-t-il la Chambre d'intervenir ? En second lieu, la Chambre doit-elle prendre action sur ce jugement, ou ce jugement a-t-il l'effet que lui attribue le rapport du comité des privilèges et élections ? Voilà les questions que nous devons résoudre.

Je n'ai pas besoin d'excuser la conduite que je tiens en ce moment. Je crois avoir raison, mais s'il fallait aller en dehors de ce que j'ai dit, je répondrais à ceux qui seraient tentés de nous accuser d'y mettre de l'acharnement, de trouver dans notre conduite une espèce de persécution contre M. McShane : tenez compte du fait que nous avons affaire à un récidiviste. Trois fois déjà il a été signalé comme coupable de menées frauduleuses, dans des jugements pour invalidation d'élection, et s'il a échappé à la

punition que la loi inflige, il le doit uniquement au fait qu'il n'avait pas été mis en cause jusqu'à présent. Aujourd'hui, il paraît avoir été moins heureux, car il a été mis en cause, assigné devant le tribunal et condamné. Nous devons être soucieux de la dignité de cette Chambre, et quelque soient les sympathies qui peuvent exister, elle ne doit pas renoncer au droit qu'elle a de se protéger.

Il y a un fait sur lequel la cour du banc de la reine, ne pourra pas se prononcer, c'est la tentative commise par M. McShane d'acheter le nommé Emond. On connaît aussi les voyages précipités accomplis par M. Bourassa, le compagnon de M. McShane. On sait avec quel empressement il est allé faire une excursion aux Etats-Unis, et qu'il a été assez difficile de l'avoir comme témoin. Le nommé Bourassa croyant, un jour, pouvoir impunément fouler le sol de la patrie, est revenu à Montréal. Ayant été vu en cour, on s'est empressé de l'interroger comme témoin. Le juge Loranger, mis au courant des difficultés qui s'étaient produites à propos de la comparution de Bourassa, a consenti, à la demande des avocats du pétitionnaire, à ce qu'il fut interrogé de suite. On sait que la preuve est très claire. La cour de révision, cependant, a jugé à propos de mettre ce témoignage de côté. Néanmoins M. McShane a été condamné pour deux autres cas de corruption. Voilà son bilan.

Quand même le bref aurait pour effet de ne pas arrêter l'exécution du jugement, je prétends que la Chambre pourrait toujours être saisie de ces témoignages. Je crois qu'il est de notre devoir de pousser cette affaire jusqu'au bout. Je suis mû par le désir de protéger nos droits comme minorité, et en agissant ainsi je crois que nous protégeons la dignité de la Chambre.

L'honorable M. **Mercier**—*député de Saint-Hyacinthe, premier ministre et président du conseil exécutif.*—Comme je n'ai pas le droit de répondre à chacun de mes honorables

amis de la gauche, qui se proposent de prendre la parole sur cette question, je leur demanderai de bien vouloir me permettre d'attendre qu'ils aient fait valoir leurs raisons avant de parler moi-même, car il est entendu que nous limiterons autant que possible la durée de ce débat.

M. Casgrain—*député de Québec*.—M. le Président, le rapport du comité soumis à notre approbation dit, entre autres choses, que le siège de Montréal-centre n'est pas vacant, et que M. McShane a le droit de reprendre son siège, et de l'occuper jusqu'au jugement final sur le bref d'appel.

L'amendement soumis par l'honorable chef de l'opposition, contredit les conclusions de ce rapport, et invite la Chambre à charger le comité de continuer l'examen de la question en ce qui a rapport à l'effet du bref émis sous l'autorisation de la cour du banc de la reine.

La question de savoir si le siège de Montréal-centre est vacant, est déjà venue devant la Chambre. Dans notre opinion, ce siège est vacant depuis le jugement de la cour de révision. Il est facile de s'en convaincre en lisant la loi des élections contestées. L'article 499 dit ceci :

“ Toute personne autre qu'un candidat, trouvé en vertu
“ des dispositions de cette loi, coupable de quelque
“ manœuvre frauduleuse dans toute procédure dans laquelle,
“ après l'avis de l'accusation, elle a eu l'occasion d'être
“ entendue, ne peut, durant les sept années qui suivent la
“ date à laquelle elle a été trouvée coupable, être élue, ni
“ siéger à l'Assemblée législative, ni voter à l'élection d'un
“ membre de cette Chambre, ni remplir aucune charge à
“ la nomination de la couronne, ou du Lieutenant Gouver-
“ neur dans la Province.”

Et l'article 287 déclare :

“ Nul ne peut être élu, ni voter ou siéger comme député
“ à l'Assemblée législative, s'il n'est âgé d'au moins vingt et

un an, du sexe masculin, sujet de Sa Majesté par naissance ou naturalisation, et exempt de toute incapacité "légale." Il est clair que ces deux articles doivent se lire ensemble, d'où il suit que M. McShane ne peut siéger.

Comment se fait-il que nous pouvons déclarer que M. McShane ne peut pas venir siéger au milieu de nous, et que son siège n'est pas vacant. C'est contradictoire. On a assimilé ce cas à celui où un député aurait accepté une position lucrative sous la couronne ; on a dit que ce député ne peut plus siéger, et que son siège n'est pas vacant ; cela n'est pas exact, et il est facile de le constater en lisant l'article 136 des statuts refondus :

"Sauf les dispositions spéciales ci-après, nul, acceptant
"ou occupant une charge, une commission ou un emploi,
"d'une nature permanente ou temporaire, en vertu d'une
"nomination de la couronne ou du Lieutenant Gouverneur,
"auquel un traitement annuel ou des honoraires, allocations,
"émoluments ou profits, d'un genre quelconque venant de
"la Province sont attachés, ne peut être nommé conseiller
"législatif, ni n'est éligible comme député, et ne peut siéger
"ou voter en l'une ou en l'autre qualité, tant qu'il occupe
"cette charge, cette commission ou cet emploi."

Ainsi l'on voit que les expressions du statut sont les mêmes que celles que je viens de lire, à propos de ceux qui sont privés de leurs droits politiques. Les termes sont les mêmes, de sorte que l'effet dans un cas est absolument le même dans l'autre. Quand un député accepte un portefeuille, est-ce que la Chambre est appelée à déclarer que son siège est vacant afin d'ordonner une nouvelle élection ? Est-ce que vous êtes obligé, M. le Président, d'attendre le bon plaisir de la Chambre pour émettre votre mandat ?... Non, n'est-ce pas, la loi vous autorise. Supposons le cas où un député est appelé à former partie du Gouvernement. N'est-il pas vrai, M. le Président, que vous émettez votre

mandat pour une nouvelle élection, sans consulter la Chambre ni attendre son action. May, une autorité parlementaire dont personne ne contestera la valeur, émet la même doctrine ; et Bourinot dit de son côté :

“ No prevision exists in the statute for a member resigning his seat after a general election and before the meeting of the Parliament, his seat becomes vacant, however by his acceptance of an office of emolument under the Crown as was done in two cases during 1878,—MM. Horton and Macdougall temporarily accepting such offices in order to provide seats for MM. Cartwright and Langevin.”

Ceci contredit carrément l'assertion faite ce matin devant le comité des privilèges et élections. “ Provision is also made for the issue of a new writ for the election of a member to fill up any vacancy arising subsequently to a general election and before the first meeting of the new Parliament, by reason of the death or acceptance of office of any member, which writ may issue at any time after such vacancy occurs.”

Et dans une note au bas de la page, l'auteur cite les précédents suivants :

“ In september, 1878, the general election resulted in the defeat of the Mackenzie administration. M. Mackenzie soon afterwards resigned, and Sir John Macdonald took his place. Consequently the new ministers had to be re-elected. Sir John Macdonald had been defeated in Kingston, but returned by acclamation for Marquette in Manitoba, where the election were held later than in Ontario. On accepting office in October, his seat became vacated, and he decided to sit for the district of Victoria, British Columbia, where the election was held on the 21st October.”

L'honorable M. **Gagnon** — *député de Kamouraska, secrétaire et registraire de la Province*.—Oui, mais Sir Charles Tupper occupait bien une position lucrative, et son siège cependant n'était pas vacant. On se rappelle que Sir Charles Tupper siégeait à la Chambre des communes, tout en étant haut commissaire canadien à Londres.

M. **Casgrain**.—Sans doute, mais il n'en retirait pas les émoluments, et c'est parce que l'on n'était pas d'accord sur l'application de la loi dans ce cas là, que la Chambre des communes est venue au secours de Sir Charles Tupper. De tout ceci, j'en conclus donc que le siège de Montréal-centre est vacant, par le fait même du jugement de la cour de révision.

Mais il y a une autre question très grave qui s'impose à notre considération. Comment peut-on dire que la simple signification d'un bref d'appel peut suspendre l'exécution du jugement de la cour de révision. Le rapport du comité nous dit que le président "a reçu hier signification d'une copie d'un bref d'appel émané à l'instance de l'honorable James McShane dans la dite cause."

Je dis que l'on ne peut pas se fonder sur les usages parlementaires, et sur le code de procédure civile pour étayer une pareille prétention. C'est une hérésie légale : l'appel ne suspend pas l'effet d'un jugement. . . .

L'honorable M. **Mercier**.—Je prétends le contraire, à moins que l'appelant ne s'objecte pas au principal.

M. **Casgrain**. — L'opinion de l'honorable premier ministre est que l'appel suspend l'exécution du jugement ? Il me fait bien de la peine de le lui dire, mais c'est une hérésie légale qu'il soutient là. Si on prend un bref contre moi, et si on fait saisir mes biens meubles, je ne puis pas empêcher la saisie en prenant un bref d'appel : et le code de procédure civile déclare qu'il faut non-seulement prendre

un bref d'appel, mais qu'il faut de plus donner le cautionnement.

L'honorable M. **Mercier**.—Il va de soi qu'il faut que le cautionnement soit donné.

M. **Casgrain**. — La Chambre doit suivre la règle posée. C'est le seul fait du cautionnement qui suspend le jugement. Or, qu'y a-t-il devant la Chambre ? Nous savons simplement qu'un bref d'appel a été émis à Montréal à l'instance de M. McShane. Il n'est pas question de cautionnement. Nous ne sommes pas même informés officiellement de la nature du jugement rendu par la cour du banc de la reine, et rien nous dit que le cautionnement a été donné. Supposons que M. McShane ne donne jamais le cautionnement exigé par la cour, et qu'il ne procède pas sur son appel, dans quelle position nous trouverons nous ? N'est-il pas vrai que nous nous trouverions dans une position fort ridicule. Cet homme pourrait se rire de nous. Voilà ce qui arriverait si nous adoptions ce rapport avant d'avoir la preuve officielle que le cautionnement est donné en bonne et due forme.

M. le Président, il ne faut pas se cacher qu'il s'agit d'une question qui intéresse directement les privilèges de cette Chambre. Ce n'est pas une question de parti, non ; quand il s'agit d'une question aussi délicate et pouvant avoir autant d'influence sur l'opinion que le public de la Province doit avoir de nous, comme la première et la plus auguste de ses assemblées délibératives, nous devons suivre la loi à la lettre. Si nous mettons la loi de côté, si nous passons par dessus toutes les règles ordinaires de la procédure, si nous agissons avec légèreté pour laisser siéger ceux qui n'ont aucun droit de le faire, que pensera-t-on de nous en dehors de cette enceinte ?

Pour les raisons que je viens d'avoir l'honneur d'exposer, je maintiens humblement que le rapport qui est devant la

Chambre ne peut être adopté. Avant de donner une décision aussi importante, nous voulons être renseignés, nous voulons savoir tout ce qui a été fait, nous voulons comme c'est notre droit, connaître officiellement quelles sont les raisons qui ont engagé la cour du banc de la reine, à autoriser l'émanation du bref d'appel, sur lequel le comité des privilèges et élections se base pour recommander à la Chambre, quelle permette à l'honorable M. McShane de prendre son siège jusqu'au jugement final sur cet appel. Nous voulons savoir si le cautionnement exigé en pareil cas a été donné.

Je n'ai absolument rien contre M. McShane personnellement, et si le devoir ne m'imposait pas la tâche que j'accomplis en ce moment, rien ne me serait plus agréable que de voir de nouveau la figure joviale et sympathique de mon ami, l'ex-représentant de Montréal-centre. Nous discutons la question au point de vue du droit, et non au point de vue des préférences personnelles.

Je le demande à mes honorables amis de la droite, à ceux surtout qui ont eu l'avantage d'acquérir une longue expérience, peuvent-ils me dire que la pratique parlementaire autorise la procédure extraordinaire qu'ils demandent à la Chambre d'adopter? Tout ce que nous savons maintenant, c'est qu'un jugement a été rendu contre le greffier des appels à Montréal, mais ce jugement ne donne pas à M. McShane, le droit d'en appeler du jugement de la cour de révision. Ce qui a été décidé se résume en ceci : La cour devant laquelle on s'est présenté, a ordonné que le dossier lui fut transmis pour voir si M. McShane a le droit d'appel. Voilà tout.

Peut-on me citer un seul précédent parlementaire qui permet de soutenir raisonnablement la prétention, que nous devons dans ces circonstances, adopter le rapport du comité des privilèges et élections? J'en ai cherché et je n'en ai

pas trouvé un seul. Qu'est-ce donc qui va nous guider ? Est-ce la procédure ordinaire devant nos tribunaux ? Mais si je prends le code de procédure, je vois qu'il est entièrement contre la prétention de mes honorables amis de la droite.

Je me résume, M. le Président. Je crois que le siège de Montréal-centre est vacant, que le bref ne suspend pas l'exécution du jugement de la cour de révision, que ce jugement a tout son effet et que, par conséquent, le rapport du comité des privilèges et élections ne doit pas être adopté, que s'il était adopté et que si ces conclusions étaient mises à exécution, cela aurait pour résultat d'amoindrir le respect auquel la Législature a droit et que la dignité de la Chambre en serait gravement atteinte.

L'honorable M. **Blanchet** — *député de Beauce*.—M. le Président, bien que je ne doute pas que nos honorables amis de la droite soient convaincus de l'excellence de notre cause, je crois pourtant devoir continuer l'argumentation si habilement faite par l'honorable chef de l'opposition et par l'honorable député de Québec.

Il s'agit du sort de l'un de nos collègues, et quelque soient nos sentiments personnels, quelque soient nos sympathies, ces sentiments comme ces sympathies ne doivent pas nous empêcher d'exprimer loyalement notre opinion sur une question de principe qui affecte à un si haut degré, les privilèges et la dignité de la Chambre.

M. le Président, il faut examiner la situation avec le plus grand soin et bien se rendre compte des résultats que notre décision devra avoir. Il ne faut pas, par une précipitation injustifiable, nous exposer aux inconvénients graves signalés au cours de ce débat, et peut-être à quelque chose de plus déplorable encore.

Nous sommes appelés à nous prononcer sur un point bien important ; il s'agit de savoir quel est l'effet pratique

du bref dont l'émanation vient d'être ordonnée par la cour du banc de la reine à Montréal, quant à la procédure commencée devant cette Chambre et continuée par le comité des privilèges et élections. Or comment pourrions-nous nous prononcer si nous n'avons pas tous les documents pour nous éclairer ?

On nous dit que ce bref a été émané, non pas en la manière ordinaire, mais en vertu d'un ordre spécial. Quel est cet ordre spécial, quelle est sa portée ? Quelles sont les raisons données par le tribunal ? Quelles sont les réserves faites sur la signification de cette décision, se produisant dans des circonstances aussi inusitées et aussi extraordinaires ? Quelle est la nature et l'étendue de ces réserves qui peuvent avoir une influence considérable sur notre propre jugement ? Voilà, M. le Président, autant de questions auxquelles nous ne pouvons donner de réponse, étant privés des renseignements que nous devrions avoir pour nous éclairer. Si, plus tard, on s'aperçoit que nous avons rendu un jugement sans connaître tous les faits, nous le regretterons, mais malheureusement, ce ne pourront être que des regrets stériles.

Pourquoi donc y mettre tant de hâte lorsque l'intérêt public n'est nullement en jeu et que personne ne souffrirait d'un peu de retard dans notre procédure ? Je ne crois pas que l'absence de M. McShane de cette Chambre n'affecte en rien les affaires publiques : le fait qu'on lui permettra de prendre son siège aujourd'hui ne changera rien à la position du Gouvernement ni à celle de l'opposition. Je ne vois pas en quoi nous servirions la cause de la Province en hâtant notre décision. L'intérêt public en jeu n'est donc pas assez considérable pour nous engager à créer d'une manière hâtive un tel précédent.

La loi des élections contestées décrète qu'il n'y a pas d'appel de ces jugements. Or, les procédés incidents en

question ne sont rien autre chose que des procédés se rattachant directement à la pétition d'élection dans l'affaire de Laprairie. S'il n'y avait pas eu d'élection, il n'y aurait pas eu non plus de contestation, et s'il n'y avait pas eu de procès pour invalidation, jamais il n'y aurait eu de cause contre M. McShane. Ces procédés ne sont donc que des incidents des procédures principales. Or comme incidents ils doivent subir le sort de leur principal.

J'ai dit qu'il n'y avait pas d'appel de ces jugements. Pour s'en convaincre il suffit de lire les articles 548 et 549 des statuts refondus.

“ La cour supérieure, siégeant en révision, décide :

“ 1^o Si le député dont l'élection ou le rapport est contesté, a été dûment élu ou déclaré élu ; ou,

“ 2^o Si quelque autre personne, et laquelle, a été dûment élue ; ou,

“ 3^o Si l'élection est nulle ; et,

“ 4^o Toutes autres questions surgissant de la pétition ou exigeant la décision du tribunal.

“ Ce jugement n'est pas sujet à appel.”

Ainsi nous avons une loi qui décrète en termes formels qu'il n'y a pas d'appel dans ces causes et que toutes les questions incidentes mêmes seront décidées par la cour supérieure siégeant en révision, nous devons donc être très prudents en face de la simple émanation d'un bref d'appel et ne pas nous hâter de déclarer que ce fait suffit en soi pour détruire l'effet d'un jugement rendu conformément à la loi.

Même pour ce qui concerne la récente décision de la cour du banc de la reine, nous n'avons rien devant nous pour nous justifier de dire que ce jugement ne contient pas des réserves suffisantes pour suspendre notre décision. Car

ce n'est pas le bref qui suspend l'exécution d'un jugement, ce sont les procédures qui le suivent. Comment pouvons-nous dire que la simple permission donnée de lancer un bref d'appel suffit pour arrêter l'effet du jugement de la cour de révision ? Ne serait-il pas plus sage de soumettre la question au comité des privilèges et élections, et de lui demander d'étudier tous les documents afin de justifier, s'il est possible, la recommandation qu'il nous a faite ce matin. Dans ce cas, le comité pourrait nous faire un rapport basé sur des faits et sur des documents authentiques. A l'aide de ces documents la Chambre pourrait se former une opinion raisonnée et juste. Si, au contraire, nous n'avons que la moitié des faits de la cause, si nous n'avons qu'un document incomplet, comment pouvons-nous dire que l'émanation du bref d'appel,— émanation permise que pour donner au tribunal l'occasion d'entendre les plaidoiries de part et d'autre, et de voir s'il y a lieu d'accorder un appel—suspend l'effet du jugement rendu par la cour supérieure siégeant en révision.

Je crois, M. le Président, que toute la question se réduit à ce seul point là. Il a été discuté assez longuement par l'honorable chef de l'opposition, mais, qu'on veuille bien me permettre d'ajouter quelques considérations à celles qu'il a si habilement soumises à la Chambre.

Quel est l'effet du bref qui vient d'être émané à la demande de l'honorable M. McShane ? Pour s'en rendre compte, il nous manque des renseignements essentiels. Ainsi nous n'avons pas ni le texte officiel du jugement, ni les notes des juges. Si on s'en rapporte au compte-rendu publié par les journaux, il est évident que les honorables juges n'ont pas voulu décider s'il y avait appel oui ou non ; tout ce qu'ils ont voulu ça été de permettre que la question fut plaidée régulièrement devant eux afin d'avoir l'occasion de donner une décision

qui fit autorité pour l'avenir. Mais la question principale reste dans le *statut quo*, puisque la cour n'a pas voulu se prononcer. D'après le compte rendu publié dans la presse, le juge-en-chef aurait, de plus, déclaré qu'il allait réserver toutes les objections faites et que toutes les questions soulevées au cours de la procédure seront décidées en même temps.

M. le Président, on dit que la perte des droits politiques est un châtement bien sévère, si sévère que l'on devrait permettre l'appel dans ces cas-là. Mais cette raison pourrait être invoquée s'il s'agissait de changer la loi. Cette loi des élections contestées a été adoptée en 1875. Beaucoup de personnes appartenant aux deux partis s'en sont trouvées victimes, et on n'a pas prétendu que le système qu'elle consacre est trop dangereux pour être maintenu. Si la question se présente d'une manière pratique, je ne dis pas que je serai contre le principe de l'appel dans ces cas-là, mais j'aime à faire remarquer en passant que personne n'avait songé jusqu'à présent à changer la loi de manière à accorder l'appel. En Angleterre il arrive assez souvent que des personnes perdent leurs droits politiques pour avoir violé la loi qui défend les manœuvres frauduleuses aux élections parlementaires, et on ne paraît pas s'en préoccuper jusqu'au point d'adoucir le châtement infligé aux coupables. Dans tous les cas, quelque bonnes et recommandables que pourront être les modifications que l'on nous proposera de faire à la loi existante, elles n'ont absolument rien à faire avec la question qui nous occupe en ce moment. On ne peut faire valoir un tel motif pour nous engager à adopter une procédure qui pourrait être extrêmement dangereuse.

Supposons le cas où le jugement de la cour de révision serait confirmé par le tribunal supérieur, ou encore, supposons que la cour du banc de la reine déciderait qu'il n'y a pas d'appel, dans quelle position allons-nous nous trouver, si nous adoptons le rapport du comité des privilèges et

élections ; dans quelle position humiliante ne se trouvera pas M. McShane lui-même, obligé d'abandonner son siège dans de telles circonstances ? . . .

La cour du banc de la reine va siéger en février à Montréal. Le juge en chef a déclaré que cette question va être traitée comme l'est une procédure sommaire et que ce sera la première cause jugée. Dans ce cas, ne vaudrait-il pas mieux attendre que la cour se soit prononcée avant de prendre nous mêmes action ? Si la cour décide qu'il n'y a pas d'appel, et qu'en attendant nous nous décidions à adopter ce rapport, nous nous trouverions dans une position bien ridicule et l'honorable M. McShane lui-même serait plus humilié qu'il ne peut l'être, en attendant prudemment que les choses soient définitivement jugées dans un sens ou dans l'autre.

Je suppose que le jugement lui faisant perdre ses droits politiques soit confirmé en appel, M. McShane ne se trouvera pas non plus dans une position bien enviable, s'il a profité de la condescendance de la majorité du comité, en recommandant à la Chambre de lui permettre de reprendre son siège. A tous les points de vue je crois donc que M. McShane ferait mieux d'attendre quelques jours pour avoir une décision finale, et ses amis devraient lui conseiller de ne pas insister.

En prenant cette position je ne suis mû par aucun sentiment d'animosité personnelle ou politique contre lui. Au contraire, je déclare que je suis prêt à étudier la question indépendamment de toute prévention politique ou de parti. Seulement, je ne puis m'empêcher de dire qu'il y a danger de se prononcer maintenant, et qu'il serait beaucoup plus sage et plus prudent d'attendre après le jugement final. D'un autre côté, si on veut prendre action, au moins devrait-on avoir tous les documents qu'il faut pour nous permettre de juger en toute connaissance de cause.

L'honorable M. **Flynn**—*député de Gaspé*. — M. le Président, la question que nous discutons est la plus intéressante que nous aurons probablement pendant tout le cours de la présente session ; aussi j'y apporte un intérêt tout particulier. Mais on devra admettre qu'il n'est guère satisfaisant de ne pas avoir la réplique. J'aurais été heureux d'entendre les raisons sur lesquelles on s'appuie pour approuver ce rapport et de voir les autorités de droit que l'on peut invoquer pour justifier la procédure soumise au jugement de la Chambre. En l'absence de réplique, il nous est assez difficile de tout prévoir et de faire une discussion aussi complète que nous le voudrions.

C'est une des questions des plus délicates et des plus difficiles que nous ayons à traiter, et je n'en veux d'autre preuve que le fait que les juges eux-mêmes, ont déclaré qu'ils éprouvaient beaucoup de doutes sur la décision qu'ils devaient rendre, et qu'ils n'étaient pas prêts à dire qu'il y avait appel.

Pour nous la question se complique par le fait que nous devons statuer sur le sort de l'un de nos collègues, ce qui est toujours un point singulièrement délicat à traiter.

Nous sommes à discuter le droit que peut avoir M. McShane à reprendre son siège en attendant la décision finale de la cour du banc de la reine.

Repassons les faits afin de voir ce qu'il faut faire. L'honorable chef de l'opposition a énuméré ces faits. Vous avez émis votre mandat, M. le Président, et ensuite cette Chambre ayant été saisie de l'affaire, l'a renvoyée au comité des privilèges et élections. Ce comité avait mission d'étudier et de faire rapport sur deux questions seulement. Il avait reçu instruction d'examiner, je cite la résolution adoptée par cette Chambre le 23 janvier, " si le rapport des " honorables juges Jetté, Gill et Loranger, déclarant que des " manœuvres frauduleuses ont été pratiquées pendant l'élec-

“ tion de Laprairie, par le dit honorable James McShane, “ a rendu son siège vacant en cette Chambre, sans intervention de la part de celle-ci, et si l'erreur commise dans “ les procédés faits contre lui en la dite cause et qui consiste en ce qu'il est désigné comme commissaire des “ terres pour la dite Province, est de nature à invalider les “ procédés faits contre lui.”... Voilà les deux seules questions soumises à l'étude du comité.

Maintenant il est de principe qu'un comité n'a de pouvoirs que ceux que la Chambre lui confère, et qu'il ne peut aller au delà.

Le comité des privilèges et élections s'est mis à l'œuvre et aujourd'hui il nous soumet un rapport qui ne répond pas du tout aux questions qui lui ont été soumises par la résolution de la Chambre. De fait, il répond à une question qui ne lui a jamais été soumise. La conclusion de ce rapport n'est rien autre chose qu'une pure assertion appuyée sur aucun fait légalement et régulièrement établi. Comment la Chambre pourrait-elle accepter un tel rapport ? Je suppose que je ne sois pas membre du comité, et que je n'aie pour tout renseignement que ce rapport, comment pourrais-je prendre une décision ? Le rapport conclut que M. McShane doit prendre son siège, et pourquoi donc, sur quoi se fonde-t-on pour faire une telle déclaration ? Il ne faut pas oublier que nous avons devant nous un jugement qui prive ce Monsieur de ses droits politiques, et que nous avons aussi le fait que vous êtes émis votre mandat, M. le Président, prouvant que vous êtes d'opinion qu'il y a une vacance dans la représentation du collège électoral de Montréal-centre. Ces deux documents contredisent péremptoirement et de la manière la plus formelle possible, l'étrange conclusion de ce rapport. Allons-nous donc accepter ce rapport sans qu'on nous donne une autorité quelconque établissant qu'il est fondé en fait et en droit ? Je ne puis concevoir qu'une telle procédure

soit adoptée par cette Chambre. Cette procédure est tellement étrange que le Gouvernement ne s'est pas soucié d'en prendre directement la responsabilité. Les ministres voteront pour son adoption, mais ils nous diront que ce n'est pas une question ministérielle, où le Gouvernement n'a rien à voir.

Lorsque cette question est venue pour la première fois devant la Chambre, l'honorable premier ministre s'est empressé de dégager la responsabilité ministérielle en déclarant que c'était une question libre ; je comprends que la position n'est pas changée, que chacun est libre de voter comme il l'entend, sans égard pour les liens ordinaires de parti.

Pour toutes ces raisons, j'ai droit de dire que le Gouvernement n'est pas trop certain de la parfaite régularité de la procédure que nous avons à considérer. Pour ma part, j'aurais de beaucoup préféré que nous fussions unanimes sur la décision à prendre sur cette question, et si on avait consenti à suivre la suggestion qui a été faite, c'est ce qui aurait eu lieu. Devant le comité, ce matin, on nous a invités non pas de délibérer sur ce que nous devons mettre dans le rapport, mais on est arrivé avec un rapport tout fait, préparé d'avance en comité secret. Quand bien même nous aurions su que la conclusion était juste, nous ne pouvions pas, dans les circonstances, nous soumettre à un tel procédé. Tout ce que nous avions à faire était de proposer l'ajournement de la délibération devant le comité pour vingt-quatre heures, ou deux ou trois jours, pour attendre de nouvelles pièces pour compléter le dossier, et nous permettre de juger en pleine connaissance de cause. Tout ce que nous avions devant nous, c'était une copie d'un bref d'appel, et c'est tout ce qu'il y a maintenant devant la Chambre, car le comité n'a pas pu rapporter plus qu'il n'avait lui-même. Nous n'avons pas la preuve de la nature de la procédure qui a été faite

devant le tribunal ; nous n'avons pas copie du jugement rendu, ni les notes des juges. On voit dans les journaux que les juges ne se sont pas prononcés sur la question du droit d'appel, et le juge-en-chef aurait dit, d'après le compte-rendu que nous avons pu lire, qu'il y avait du pour et du contre :

“ The question is one of great difficulty, and there is a great deal to be said on both sides ” . . . et plus loin :

“ We order the writ to issue under all reserves, so that both parties may be heard, and then we will determine whether an appeal can be entertained. ”

Je suppose que dans deux semaines d'ici, la cour décide qu'il n'y a pas d'appel, dans quelle position nous trouverons-nous ? Si M. McShane prend son siège aujourd'hui et qu'il soit obligé ensuite de l'abandonner, on dira avec raison que nous avons agi à la légère.

Il s'agit de savoir si nous allons créer un précédent qui pourra être suivi à l'avenir. Mes honorables amis de la droite ne doivent pas oublier que le précédent qu'ils vont faire, pourra être invoqué plus tard contre eux ; et cette perspective devrait les engager à bien peser les conséquences de leur conduite. J'ai invoqué l'année dernière deux précédents que nous avions créés lorsque nous étions au pouvoir, de même aussi ce que nous ferons aujourd'hui pourra être invoqué contre eux demain, si l'occasion s'en présente. On voit par là, combien il importe de ne pas se prononcer au seul point de vue des intérêts de parti, au seul point de vue des intérêts du moment. Au contraire, il faut juger les causes au point de vue constitutionnel et des principes, car il n'y a rien de plus dangereux que de régler uniquement sa conduite sur les intérêts passagers du moment. Avant donc de prendre une décision sur une question aussi grave, il faut s'entourer de toutes les précautions que dicte la prudence ; il faut s'assurer que notre jugement est fondé en fait et en droit.

Je regrette beaucoup d'avoir à faire un tel reproche, mais depuis le commencement de la session on ne cesse d'invoquer de mauvais précédents. Les projets de loi pour l'admission à l'étude et à la pratique des professions libérales, les projets de loi pour mettre de côté des substitutions, sont adoptés en citant de mauvais précédents. Quand donc nous arrêterons-nous dans cette voie dangereuse ? . . .

Si, au point de vue des règles de cette Chambre et de la loi, nous pouvions déclarer que M. McShane peut prendre son siège, j'en serais content, car je n'ai absolument aucun sentiment d'aigreur contre ce monsieur. Mais je supplie la Chambre d'y regarder à deux fois, de ne pas procéder à la légère. Il est malheureux que des députés veulent précipiter les choses sans faire les études nécessaires pour rendre un jugement qui sera acceptable au point de vue de l'intérêt public et de la dignité de cette Chambre.

M. le Président, il est un point sur lequel il importe d'insister et auquel on n'a pas l'air d'attacher l'importance voulue. On dit que le siège de Montréal-centre n'est pas vacant, mais il ne faut pas jouer sur les mots. La position faite aux juges par la loi des élections contestées, est celle qu'occupait autrefois le comité chargé par la Chambre de décider les demandes en invalidation contre l'élection des députés. Voilà le point de départ qu'il faut adopter. Maintenant les rapports de comité avaient-ils pour effet de rendre inéligibles ceux qui étaient désignés comme coupables de manœuvres frauduleuses ? Aujourd'hui, d'après la procédure nouvelle qui consiste à faire décider par les tribunaux ce qu'un comité de la Chambre jugeait auparavant, le député trouvé coupable peut-il prendre son siège sans une résolution de la Chambre, c'est-à-dire n'en est-il pas privé de plein droit ? Et un bref pouvait-il, d'après l'ancienne procédure, être émané, et suspendre l'exécution du jugement ? Si je considère les précédents et la pratique suivie, je trouve que c'est le rapport du comité qui "désqualifie"

Or, je prétends que les juges occupent la position du comité des privilèges et élections sous l'empire de l'ancienne procédure. L'an dernier, j'ai émis l'opinion que les droits de la Chambre sous ce rapport, se trouvaient délégués aux tribunaux ordinaires et que nous n'avions gardé que le droit de définir quelles sont les qualités exigées pour devenir membre de cette Chambre. Le pouvoir de décider si telle élection est valide ou non, n'appartient plus au comité des privilèges et élections, la Chambre l'a délégué aux tribunaux ordinaires.

D'après l'ancienne procédure, le comité faisait rapport à la Chambre, et celle-ci ordonnait, s'il y avait lieu, l'émission d'un nouveau bref en s'appuyant sur les conclusions du rapport. Je pourrais citer, si j'en avais le temps, ce que dit un auteur d'une grande autorité sur ces matières.

Le siège de Montréal-centre est-il vacant de plein droit, ou ne peut-il l'être qu'en vertu d'une résolution de la Chambre? L'honorable chef de l'opposition ne s'est pas prononcé car, a-t-il dit, cela importe peu, et je crois qu'il a raison. Au fond il n'y a pas de différence. L'usage est de demander l'émission du mandat du Président de la Chambre quand il il y a vacance. Je suppose, M. le Président, qu'après avoir reçu copie du jugement dans le cas de Laprairie, vous eussiez attendu que la Chambre fut en session avant de prendre aucune action, et qu'un député vous eût demandé de lancer votre mandat pour une nouvelle élection dans Montréal-centre, cette simple demande aurait suffi et le bref aurait dû être émis. Il n'y a aucune nécessité pour nous de confirmer le jugement du tribunal, et tous les précédents abondent dans ce sens.

On paraît attacher une grande importance au fait que la loi ne dit pas expressément que le siège est vacant de plein droit. La loi mentionne certaines causes de vacances mais sous le titre en question ou ailleurs, elle ne dit pas que

l'invalidation de l'élection a pour effet de rendre le siège vacant. En acceptant la prétention émise par les partisans du rapport du comité, il s'en suivrait que M. le Président ne pourrait pas émettre de mandat pour une nouvelle élection, parce que la loi ne dit pas que le siège est vacant quand l'élection est annulée. Vous dites qu'il n'y a de vacance que dans le cas où la loi le décrète formellement, et cependant, M. le Président, vous n'avez jamais hésité à émettre votre mandat, chaque fois qu'une élection a été invalidée par les tribunaux, bien que la loi ne déclare pas formellement que le siège est vacant dans ce cas.

L'élection est-elle annulée ? Pourquoi ne la serait-elle pas ? Dans ce cas-ci une demande a été régulièrement faite au tribunal, et celui qui est coupable personnellement de menées frauduleuses ne peut siéger ni être élu. Et l'on viendrait prétendre qu'un député coupable de menées corruptrices serait encore membre de cette Chambre et pourrait encore y siéger !! Non, M. le Président, il ne faut pas ainsi jouer sur les mots.

L'honorable M. **Gagnon**.—*député de Kamouraska, secrétaire et registraire de la Province.* — L'hypothèse de l'honorable député ne s'applique pas du tout au cas actuel. Lorsqu'un député perd son siège, la loi nous oblige d'émaner le bref, il suffit de lire l'article 577 ;

“ Le plus tôt possible après avoir reçu les jugements et
“ les rapports, l'orateur prend toutes les mesures nécessaires
“ pour la confirmation ou la modification du rapport de
“ l'officier rapporteur, ou pour l'émission d'un nouveau bref
“ pour une autre élection dans les trente jours, ou pour
“ faire autrement exécuter le jugement final, selon que les
“ circonstances l'exigent.”

“ Il peut par l'émission de ce bref d'élection, adresser son mandat sous ses sceaux, au greffier de la couronne en chancellerie.”

Voilà pour les cas ordinaires, mais quand il s'agit d'un incident au cours du procès, voici ce que décrète l'article 579 :

“ Lorsqu'un rapport spécial a été reçu, l'Assemblée législative peut donner l'ordre qu'elle juge convenable à l'égard de ce rapport spécial.”

L'honorable M. **Flynn**. — Je remercie l'honorable secrétaire de la Province de venir à mon aide et de démontrer davantage que j'ai raison. Où est la différence entre les deux cas ? La loi ne déclare pas que le siège est vacant, et cependant vous émettez le bref. Ici on s'appuie sur l'article précédent et non pas sur le rapport spécial, dans ce cas-ci, il n'y a pas de rapport spécial.

L'article 577 que l'on vient de citer déclare que vous devez, M. le Président, après avoir reçu les jugements et les rapports, prendre toutes les mesures nécessaires pour faire exécuter le jugement final suivant que les circonstances l'exigent.

Vous avez le jugement et le rapport dans ce cas-ci, et j'attire spécialement l'attention de la Chambre sur le fait qu'il y a vacance, non seulement si on prend le rapport du tribunal, mais même le jugement ; par conséquent vous avez donc à exécuter, comme la loi vous l'ordonne, et le jugement et le rapport du tribunal. D'ailleurs pourquoi faire une distinction entre le jugement et le rapport, distinction que la loi ne fait pas. Vous n'avez pas fait cette distinction, M. le Président, lorsque vous avez émis votre mandat pour une nouvelle élection dans Montréal-centre!.

On peut peut-être subtiliser devant les tribunaux, mais dans ce cas-ci, il me paraît clair qu'il n'y a pas d'appel de plein droit.

L'article 548 décrète :

“ La cour supérieure siégeant en révision, décide :

1^o Si le député dont l'élection ou le rapport est contesté,
“ ou a été dûment élu ou déclaré élu, ou,

“ 2° ou si quelqu'autre personne, et laquelle, a été dûment élue, ou,

3° si l'élection est nulle ; et

“ 4° toutes autres questions surgissant de la pétition ou exigeant la décision du tribunal. ”

“ Ce jugement n'est pas sujet à appel.”

Si M. McShane a droit d'appeler de ce jugement, pour quelle raison M. Goyette, dont l'élection a été annulée, n'aurait-il pas lui aussi le même droit, et cependant, depuis que ce jugement a été rendu, une nouvelle élection a eu lieu dans le comté de Laprairie.

Aussi, dans la proposition de l'honorable chef de l'opposition, a-t-on pris soin de dire que nous n'avons pas copie du jugement, et que la loi déclare qu'il n'y aura pas d'appel dans ces cas. Peut-être peut-il y avoir des doutes sur la question de l'amende, je doute fort qu'il y en ait sur la question de l'inhabileté de M. McShane à siéger.

Il est très regrettable que nous soyons appelés à discuter une question de cette importance sans avoir tous les faits qui s'y rapportent et qui jetteraient une si vive lumière sur le terrain de ce débat. Sans me prononcer sur le point de savoir quel serait l'effet d'un appel régulier, je crois que pour le moment nous ne pouvons pas aller plus loin que le dit l'amendement de l'honorable chef de l'opposition.

Je crois que cette proposition est parfaitement juste et même que le Gouvernement ne devrait pas s'opposer à son adoption. S'il l'acceptait, nous aurions en temps et lieu, copie du jugement de la cour du banc de la reine, ainsi que les notes des juges, et avec ces documents nous pourrions mieux apprécier quel est l'effet de l'émission du bref d'appel. Nous pourrions aussi prendre les moyens de savoir si le cautionnement exigé a été donné par l'appelant. Nous

aurions pour nous renseigner, un dossier complet, et les députés qui ne sont pas membres du comité des privilèges et élections, de même que ceux qui ne sont pas avocats, auraient devant eux un jugement motivé, ce qui leur permettrait de donner une décision en toute connaissance de cause.

Certains députés me diront peut-être : “ à quoi bon, nous avons confiance en ce que nous a dit l'honorable premier ministre, et nous croyons que sa manière d'interpréter la loi, est juste et raisonnable. ” S'il n'y a qu'une question de confiance, pourquoi l'opinion de l'honorable premier ministre serait-elle mieux fondée que celle de l'honorable chef de l'opposition, ou de tout autre député ? Si M. McShane a droit de siéger pourquoi ne pas prendre des mesures qui me paraissent indispensables pour que sa présence parmi nous soit régulière, et je prétends même que dans son propre intérêt, on ne devrait pas se hâter de prendre une décision.

Le rapport qui est devant nous ne fera pas autorité ni honneur au comité des privilèges et élections. Il n'est pas motivé comme il devrait l'être, et ses conclusions vont au delà de l'autorisation qu'il avait reçue de la Chambre.

Pour l'honneur et la dignité de l'Assemblée législative, je souhaite ardemment que la proposition de l'honorable chef de l'opposition soit acceptée, car si nous avons le temps de délibérer, je ne doute pas que nous serons unanimes dans la décision qui interviendra. A l'heure qu'il est, nous n'avons devant nous aucune preuve que le tribunal a déclaré qu'un appel pouvait être accordé. Pour ces raisons, je voterai en faveur de l'amendement.

M. LeBlanc—*député de Laval*.—J'ai l'honneur de proposer en sous-amendement, qu'après les mots : “ attendu qu'il ne sont pas devant cette Chambre, ” dans l'amendement, soient ajoutés les suivants : “ Attendu qu'il n'apparaît pas

que le dit honorable James McShane ait donné le cautionnement requis en cas d'appel. ”

L'honorable M. **Mercier**—*député de Saint-Hyacinthe, premier ministre et président du conseil exécutif*. — M. le Président, nous avons devant nous trois propositions. La première demandant qu'un certain rapport du comité des privilèges et élections soit adopté. La seconde, demandant que ce rapport ne soit pas adopté maintenant, mais que le comité reçoive instruction d'étudier la question relative à l'émanation d'un bref d'appel ordonné par la cour du banc de la reine, à l'instance de l'honorable M. McShane.

Enfin la troisième proposition n'est qu'un allégué que l'on veut ajouter à l'amendement ; on y signale le fait qu'il n'apparaît pas que M. McShane ait donné le cautionnement requis en cas d'appel. Nous avons donc à traiter ces trois questions.

Tout d'abord, il ne s'agit pas du tout de déclarer, par une résolution de la Chambre, que l'honorable M. McShane, prenne son siège. C'est là ce qui constitue l'erreur fondamentale de mes honorables amis de la gauche. S'il y a appel régulier, M. McShane a droit de venir prendre son siège ici, il n'y a pas besoin du rapport d'un comité pour cela. Vous ne pouviez pas plus le mettre à la porte par un tel rapport, que vous ne pouviez l'admettre. S'il est encore député, incontestablement il a le droit de venir siéger parmi nous. Plusieurs des amis de M. McShane voulaient qu'il vînt prendre son siège, mais je l'ai prié de ne pas exercer ce droit sans un rapport du comité.

Ce rapport n'est pas pour inviter M. McShane à siéger, mais tout simplement pour permettre à la Chambre d'agir suivant l'avis du comité. Quand j'ai demandé que cette question fût soumise au comité des privilèges et élections, ce n'était pas dans le but de déclarer que M. McShane avait des droits contrairement à la loi, non, M. le Président,

mon but était d'être avisé sur ce qu'il y avait à faire. Nous avons aujourd'hui le rapport du comité devant nous. Il ne s'agit pas de savoir s'il est en tout conforme à la résolution adoptée l'autre jour par la Chambre, car ce rapport ne doit servir qu'à nous guider et non pas comme conférant aucun droit nouveau. M. McShane a bien voulu consentir à n'exercer aucun des droits qu'il prétend avoir, et je le remercie cordialement d'avoir accepté cette suggestion. J'avoue que je me serais senti mal à l'aise, s'il avait fait acte d'autorité, et s'il n'avait pas attendu ce rapport du comité.

Quelles sont les questions qui ont été posées au comité, et quelles sont les réponses qui ont été données? On a prétendu que le rapport ne répond pas aux questions qui ont été posées. Le comité nous dit que le siège n'est pas vacant....

L'honorable M. **Flynn**.—La Chambre lui avait demandé de dire si le siège de Montréal-centre était vacant de plein droit, ou s'il fallait son intervention pour qu'une nouvelle élection eut lieu.

L'honorable M. **Mercier**.—Et le comité répond : le siège n'est pas vacant. Avait-il besoin de dire que l'intervention de la Chambre n'était pas nécessaire, puisqu'il en venait à la conclusion qu'il n'y avait pas vacance. Le comité devait aussi nous dire si l'erreur commise dans la désignation de l'honorable M. McShane devait être considérée comme fatale. Mais du moment que le comité déclarait que son siège n'était pas vacant et qu'il avait droit de le reprendre, il n'avait que faire de répondre à cette question. Le comité va même plus loin, et il ajoute :

“ Que dans les circonstances votre comité, croyant que l'honorable M. McShane a le droit de reprendre son siège et de l'occuper jusqu'au jugement final sur le dit appel, recommande à votre honorable Chambre de demander

“à l'honorable Président de suspendre l'exécution du mandat qu'il a émané pour l'élection de Montréal-centre.”

On dit que le comité n'avait pas droit de faire cette recommandation ; retranchez-là si vous le voulez, il restera toujours cette partie du rapport déclarant que le siège n'est pas vacant. Mais je m'empresse de dire que j'approuve le comité d'avoir fait cette recommandation. S'il a été plus loin que ne le comportaient les instructions qu'il avait reçues de la Chambre, c'est parce qu'on lui a demandé : le mandat pour une nouvelle élection a été émis, et ne devrait-on pas adopter une procédure quelconque pour le faire disparaître ? En réponse, le comité recommande de suspendre l'exécution de ce mandat. Je considérerais comme irrégulier de laisser M. McShane prendre son siège, quand il existe un mandat ordonnant une nouvelle élection. Du moment que le comité décidait la question principale, c'est-à-dire celle relative à la vacance, il était logique qu'il recommandât que l'ordre donné pour une nouvelle élection, fût suspendu.

On prétend aussi que le rapport est nul parce qu'il va au-delà de l'ordre de la Chambre. L'honorable député de Gaspé nous a dit : vous voulez faire une procédure et vous ne nous donnez aucune autorité pour justifier votre action. Il y a là une erreur que je dois relever. Nous ne faisons aucune procédure, c'est un rapport de comité comme tout autre rapport. L'honorable député s'est plaint aussi de ce que personne n'ait répliqué à ceux qui ont parlé sur cette question. Si j'ai demandé à mes honorables amis de l'opposition de me permettre de ne prendre la parole qu'après qu'ils auraient fait valoir leurs raisons à l'encontre du rapport du comité, c'était tout simplement pour abrégier le débat et ne donner qu'une seule réplique. Si j'ai agi ainsi, ce n'est pas par orgueil, qu'on veuille bien le croire ; je sais que parmi les collègues qui m'entourent, il n'en manque pas qui

auraient pu répondre mieux que moi ; mais j'ai adopté ce mode dans l'intérêt de la brièveté et parce qu'il a été entendu, que la séance ne se prolongerait pas après le dîner.

Mes honorables amis se sont efforcés de démontrer que le siège de Montréal-centre est vacant. Cependant le rapport du comité dit le contraire. Si la Chambre avait voulu discuter cette question elle-même, elle ne l'aurait pas soumise au comité des privilèges et élections. On se rappelle encore les motifs qui nous ont engagés à adopter cette procédure. On s'est dit qu'en séance de la Chambre on ne pourrait peut-être pas discuter cette question avec autant de facilité et avec autant de calme que devant un comité. Tout le monde est tombé d'accord, et il me paraît superflu de revenir sur ce point maintenant.

Pour moi la question est décidée, mon devoir étant de respecter la décision du comité. Je me rappelle avoir déclaré que, quelque fût le rapport, je l'accepterais. C'est ce que je fais maintenant, et je demande à mes adversaires de faire comme nous.

Mes honorables amis, de l'autre côté, disent que l'appel ne suspend pas l'exécution d'un jugement. C'est une erreur. Du moment que l'appel est complété, et que le cautionnement est donné, il suspend l'exécution du jugement.

J'admets qu'il n'y a rien devant nous qui fasse voir que le cautionnement a été donné. J'ai prié l'honorable procureur général de télégraphier à M. Marchand, greffier des appels, pour savoir si le cautionnement avait été régulièrement donné, mais nous n'avons pas encore eu de réponse.

L'honorable député de Gaspé dit que le rapport d'un comité d'élection, constatant l'existence de manœuvres frauduleuses, a pour effet d'empêcher le député dont l'élection est ainsi entachée de corruption, de siéger. Ceci ne s'applique pas au cas actuel. Ce que j'aurais voulu que l'on me

ciât, c'est une autorité à l'effet que le jugement du tribunal a pour conséquence de rendre le siège vacant *de plano*. Or, j'ai eu beau chercher je n'ai pas trouvé, moi non plus, une telle autorité.

La dernière considération que l'on a fait valoir a été la suivante : Il y aurait des inconvénients très graves si le jugement était maintenu. Dans ce cas, M. McShane aurait siégé sans droit. D'un autre côté, il faut se demander si l'appel suspend oui ou non l'effet du jugement. S'il le suspend, quand même le jugement serait confirmé, et qu'il aurait siégé dans l'intervalle, il n'aurait fait qu'user d'un droit qu'il a en vertu de la loi, telle qu'interprétée par les tribunaux. C'est ce qui s'est fait dans le cas de M. Purcell, député aux communes, trouvé coupable, en première instance, de manœuvres frauduleuses, et dont l'élection a été validée sur appel à la cour suprême. Il est vrai que dans ce cas la loi déclarait formellement qu'il y avait appel.

Le jugement de la cour suprême dans le cas de M. Purcell n'a été communiqué à la Chambre des communes que le 5 avril ; mais du 23 février jusqu'au 5 avril, M. Purcell a siégé. Si, au contraire, le jugement en première instance avait été confirmé, il se serait trouvé dans la position qu'occuperait l'honorable M. McShane si le tribunal décidait contre lui. Il se trouverait être encore dans la même position que ceux qui ont dû sortir de la Chambre quand le jugement était prononcé pendant la session. Du moment que la Chambre déclare que le siège n'est pas vacant, M. McShane a droit de venir siéger au milieu de nous.

Voilà, en résumé, ce que j'avais à dire. Je demande pardon à la Chambre d'avoir été un peu long, mais aussi il ne faut pas oublier que j'avais à répondre à plusieurs députés.

Dans cette affaire, il ne s'agit pas d'une question de sympathie, mais d'une question de droit. Bien que

nous soyons députés, nous avons des sympathies comme les autres citoyens, mais nous ne devons pas leur permettre de dominer les intérêts publics. On doit avant tout, songer à la justice qu'il faut rendre à l'un de nos collègues. Il faut lui permettre d'user de sa liberté de représentant du peuple, si, comme j'en ai la conviction, il a ce droit. Des intérêts de parti ne doivent pas entrer en ligne de compte. Je suppose qu'un député de l'autre côté de la Chambre soit dans la même position, et que nous nous opposerions, de ce côté-ci, à l'adoption d'un rapport de comité aussi raisonnable que celui qui est devant nous, est-ce que mes honorables amis de l'opposition n'auraient pas raison de se plaindre de notre conduite ? Pourquoi priver M. McShane du droit de prendre son siège ? J'avoue que je ne vois aucune bonne raison pour en agir ainsi.

Je crois que la Chambre doit régler cette question d'une manière sommaire, en adoptant de suite le rapport qui lui est soumis. Je suis bien d'opinion que si la majorité refuse d'adopter ce rapport, l'honorable M. McShane n'en pourra pas moins prendre son siège. Et alors vous auriez cette singulière position-ci : Une Chambre qui refuse de dire qu'il n'y a pas de vacance et un député qui siégera ici sans mandat de la part d'un collège électoral. Et vous seriez impuissant, M. le Président, à le mettre à la porte. Vous seriez obligé d'attendre une résolution de la Chambre.

On pourrait peut-être hésiter, de l'autre côté, si la voix de M. McShane devait décider du sort de la majorité. Le Gouvernement ayant une majorité de seize voix, je ne sache pas que son existence soit en danger si l'honorable M. McShane ne rentre pas en Chambre.

Je prie donc mes honorables collègues de bien vouloir considérer cette question froidement et de voter pour la proposition de l'honorable député de Dorchester.

L'honorable M. **Taillon**—*député de Montcalm, chef de l'opposition.* — M. le Président, pour ne pas prolonger la séance, que nous sommes convenus d'ajourner à six heures, je répondrai en peu de mots aux remarques de l'honorable premier ministre. Je l'ai écouté avec intérêt, néanmoins il n'a pas réussi à entamer ma conviction. La position que nous avons prise, nous allons la maintenir, et je suis certain que nos amis dans la presse et ailleurs, n'auront pas honte de la défendre.

L'honorable premier ministre a dit que M. McShane avait droit de prendre son siège et que vous ne pourriez pas le mettre à la porte, M. le Président. Il se trompe : M. McShane n'aurait pas pu siéger avant que la Chambre se fut prononcée sur le rapport du comité et avant que ce comité eut donné une réponse complète aux questions qu'il a été chargé d'examiner. Le comité nous a-t-il fait un rapport tel que nous devons nous y attendre ? Je dis non, M. le Président. Le comité a pris en considération un fait sur lequel il n'avait pas été appelé à se prononcer ; le comité a exprimé une opinion sur la valeur légale de ce fait. Il ne se prononce pas du tout sur les points que la Chambre lui a soumis, mais il nous apprend que "le président de ce comité a reçu hier signification d'une copie d'un bref d'appel émané à l'instance de l'honorable James McShane dans la dite cause."

"Que votre comité est d'opinion que le siège de Montréal-centre n'est pas vacant ;

"Que dans les circonstances votre comité croyant que l'honorable M. McShane, a le droit de prendre son siège et de l'occuper jusqu'au jugement final, sur le dit appel ;

"Il recommande à votre honorable Chambre de demander à l'honorable Président, de suspendre l'exécution du mandat qu'il a émané pour l'élection de Montréal-centre."

Qu'est-ce que cela signifie ? Est-ce que le comité n'a pas donné sa décision uniquement en vue de l'effet de ce bref ? Sans le bref d'appel, le siège donc, dans l'opinion du comité, était vacant de plein droit.

En effet ne dit-il pas " que dans les circonstances votre " comité croyant que l'honorable M. McShane, a le droit " de prendre son siège et de l'occuper jusqu'au jugement " final, sur le dit appel."

L'honorable M. **Mercier**.—Le rapport dit que le siège n'est pas vacant.

L'honorable M. **Taillon**.—A cause de l'appel...

L'honorable M. **Mercier**.—Pardon...

" Que votre comité est d'opinion que le siège de Montréal-centre n'est pas vacant. " Il n'est pas dit à cause du bref d'appel...

L'honorable M. **Taillon**.—C'est beau à dire sur un " husting " quand on est le dernier à parler, mais ici c'est une autre affaire.

Je viens de lire le rapport, je ne vois pas l'utilité de recommencer. Je maintiens que les conclusions de ce rapport sont basées sur le fait de l'émission du bref d'appel. J'en trouve la preuve dans la phraséologie même que le comité a employée. Voilà pour ce qui regarde le rapport du comité.

Donc, M. le Président, le siège de Montréal-centre était vacant sans l'émission de ce bref, comme il le sera si le jugement final ne confirme pas la première décision du tribunal. Or je prétends qu'on n'avait pas le droit de changer son opinion en se basant sur un autre fait, dont on n'avait pas mission de s'occuper. Le comité n'était pas invité à dire : vu l'appel, le jugement, qui doit être considéré final, ne peut pas recevoir son exécution. Le comité n'était pas invité à se prononcer sur une question qui ne lui était pas posée.

L'honorable premier ministre a admis que l'émission seule d'un bref d'appel ne suspend pas l'exécution du jugement, qu'il faut le cautionnement. L'honorable premier ministre a bien senti la force de notre position, et il a été obligé de se rendre à l'évidence.

Nous sommes informés par M. McShane lui-même, qu'il a donné le cautionnement nécessaire, mais où en est la preuve ? Nous n'en avons pas, or, en l'absence d'une preuve légale, régulière, nous avons le droit de dire qu'il n'y a pas de cautionnement de donné. C'est encore une raison qui doit engager la Chambre à ne pas se hâter dans sa décision, et à prier le comité de prendre connaissance de la preuve, si on peut en faire une, que l'appel est régulièrement prise.

En passant, on me permettra bien de soumettre à la Chambre, un fait qui doit attirer son attention. C'est la différence qu'il y a entre la lenteur qu'on a apportée au commencement des procédures devant le comité jusqu'au temps où, des lumières venant du dehors, eurent éclairé la majorité des membres de ce comité, et la hâte qu'on y met à présent. Au commencement, la moindre difficulté légale arrêtait ces messieurs ; on ne semblait pas pressés, mais voilà que tout à coup on est pris d'une fièvre d'action incontrôlable, et après avoir perdu de longs jours à méditer sur des détails, voilà que tout à coup on apporte une hâte, que je ne qualifierai pas d'indécence, mais qui y ressemble pas mal.

On n'a plus le temps d'attendre pour avoir le jugement, ni la preuve que le cautionnement a été régulièrement donné. Il y a là un contraste qui ne peut manquer de frapper les esprits non prévenus. Si la personne en cause appartenait à la gauche, le cas ne serait pas le même ; celle-là n'aurait pour la défendre que la minorité et la justice de sa cause. Lorsque nous n'avons demandé seulement que la question fut renvoyée de nouveau au comité, pour qu'il nous dise son opinion sur telle ou telle question ; par

exemple, quel serait l'effet de l'émission d'un bref d'appel, et dans le cas où ce bref aurait été émis, de recueillir la preuve que le cautionnement a été donné, on aurait dû accéder à notre demande. J'ai donc raison de me plaindre de la hâte qu'on met maintenant dans cette procédure.

Je n'ai pas honte de parler de mon parti. Ce parti représente des idées, quelque chose pour lesquelles un soldat se sent fier de combattre ; et aussi longtemps que nous aurons à défendre le drapeau conservateur, notre orgueil sera de lui consacrer toute notre énergie.

L'honorable M. **Mercier**.— Un mot seulement. L'honorable chef de l'opposition se plaint des lenteurs apportées au commencement dans la procédure, et de la hâte que l'on met maintenant à terminer cette question. J'ai demandé à la Chambre, si, dans son opinion, il ne valait pas mieux en finir ce soir avec cette question. Si ces messieurs de l'opposition avaient manifesté le moindre désir de retarder cette discussion, je n'aurais pas imposé ma volonté, et la majorité n'aurait pas non plus cherché à faire prévaloir la sienne. J'admets bien qu'on n'a pas procédé avec toute la diligence qu'on aurait pu peut-être y apporter, mais on doit se rappeler que j'ai déclaré que j'avais des doutes très graves sur ce qu'il convenait de faire et que je voulais être éclairé. L'honorable chef de l'opposition m'a donné son concours loyal, et quand nous avons compris qu'il fallait renvoyer la question au comité des privilèges et élections, la chose a été faite sans retard. Il m'a rencontré un jour et il m'a demandé : allez-vous adopter cette procédure demain ? Je lui ai dit oui, et le lendemain, il avait une copie de la proposition que je devais soumettre. Voilà comment les choses se sont passées, et je ne crois pas que nous ayons encouru le blâme qui nous est fait.

L'honorable M. **Taillon**.— Il y a une légère variante entre les faits relatés par l'honorable premier ministre et

ceux que je connais, mais comme il faut toujours en finir, je ne la releverai pas.

La proposition de M. LeBlanc est mise aux voix :

Ont voté pour :—MM. Beauchamp, Blanchet, Casgrain, Desjardins, Duplessis, Flynn, LeBlanc, Lynch, Martin (Bonaventure), Picard, Taillon et Tourigny.—12.

Ont voté contre :—MM. Bazinet, Bernatchez, Bourbonnais, Boyer, Cameron, Cardin, Déchéne (L'Islet), de Grosbois, Dumais, Duhamel, Forest, Gagnon, Goyette, Laliberté, Lemieux, Legris, Lussier, Martin (Rimouski), Mercier, Morin, Murphy, Pelletier, Rinfret, Rochon, Shehyn, Sylvestre, Tessier et Turcotte.—28.

L'Assemblée législative n'a pas adopté.

La proposition de l'honorable M. Taillon est mise aux voix et rejetée sur la même division.

La proposition de l'honorable M. Pelletier est adoptée.

La séance est levée.